

**PROJET DE PMGMR DE LA CMM
SOUMIS À LA CONSULTATION PUBLIQUE**

**VERS UNE GESTION RESPONSABLE
DE NOTRE ENVIRONNEMENT**

PLAN MÉTROPOLITAIN DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES



Communauté métropolitaine
de Montréal



Communauté métropolitaine
de Montréal

**PROJET DE PMGMR DE LA CMM
SOUMIS À LA CONSULTATION PUBLIQUE**

Septembre 2003

TABLE DES MATIÈRES

Présentation de la Communauté métropolitaine de Montréal	6
Introduction	8
Chapitre 1 Objectifs, orientations et mise en œuvre du PMGMR	12
1.1 Objectifs québécois de gestion des matières résiduelles	12
1.2 Orientations de la CMM	14
1.3 Mise en œuvre du PMGMR	16
Chapitre 2 Données applicables au PMGMR	17
2.1 Description du territoire d'application	17
2.2 Municipalités visées par le PMGMR et ententes intermunicipales	19
2.3 Recensement des organismes et entreprises	26
2.4 Inventaire des matières résiduelles produites en 2001	28
2.5 Lieux d'enfouissement sanitaire (les)	36
2.6 Recensement des installations de traitement des matières résiduelles	36
2.7 Contrats municipaux de collecte des ordures ménagères	37
2.8 Coûts directs et financement de la gestion municipale des matières résiduelles en 2001	38
2.9 Réglementation municipale des matières résiduelles en 2001	39
2.10 Outils et moyens de communication	39
Chapitre 3 Mesures retenues par la CMM dans le plan métropolitain de gestion des matières résiduelles (PMGMR)	40
3.1 Réduction à la source et réemploi	41
3.2 Récupération et valorisation des matières recyclables	43
3.3 Récupération et valorisation des matières putrescibles	47
3.4 Récupération et valorisation des résidus domestiques dangereux (RDD)	52
3.5 Récupération et valorisation des textiles et encombrants	55
3.6 Élimination des déchets ultimes	57
3.7 Plan global de communication et campagnes de sensibilisation	60
3.8 Contribution des gouvernements supérieurs	64
3.9 Suivi, surveillance et veille technologique	66

Chapitre 4 Les infrastructures de gestion des matières résiduelles	70
4.1 Infrastructures requises : portrait général	70
4.2 Infrastructures municipales de récupération	71
4.2.1 Éco-parcs	71
4.2.2 Dépôts permanents de RDD	74
4.3 Centres de compostage sur le territoire	77
4.4 Enfouissement des déchets ultimes	78
4.4.1 Autonomie régionale et droit de regard sur la provenance des matières résiduelles	78
4.4.2 Besoins et scénarios pour l'enfouissement des matières résiduelles	81
4.4.3 Un choix de société : choisir l'autonomie et la collaboration interrégionale	84
4.5 Mesures de gestion des boues résiduaires	85
4.5.1 Boues de fosses septiques	85
4.5.2 Boues des stations mécanisées	88
4.5.3 Boues des étangs aérés municipaux	91
Chapitre 5 Le cadre financier	93
5.1 Coûts pour la mise en œuvre du PMGMR	94
5.1.1 Coûts en immobilisations	94
5.1.2 Coûts d'exploitation annuels	95
5.1.3 Coûts totaux et surcoût net à financer	97
5.2 Financement du PMGMR	100
5.2.1 Subvention gouvernementale	101
5.2.2 Taxe foncière	101
5.2.3 Taxe métropolitaine sur la collecte ou sur l'enfouissement	101
5.2.4 Financement par le biais de la tarification	101
5.2.5 Financement par la tarification de l'industrie (à la source)	102
Chapitre 6 Échéancier d'implantation du PMGMR	106
Conclusion	109
Lexique	113
Liste des abréviations	117
Liste des tableaux	118
Liste des figures	120
La documentation	121
Annexes	124
Annexe au chapitre 1	124
Annexe au chapitre 2	164
Annexe au chapitre 3	184
Annexe au chapitre 4	250
Annexe au chapitre 5	298





PRÉSENTATION DE LA COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL

La Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) est un organisme de planification, de coordination et de financement qui regroupe sur son territoire 63 municipalités, dont Montréal et Longueuil où l'on retrouve respectivement 27 et 7 arrondissements. La CMM compte 3,4 millions d'habitants et 1,4 million de ménages répartis sur une superficie de près de 4 000 kilomètres carrés.

La CMM exerce des compétences en matière :

- d'aménagement du territoire;
- de développement économique;
- de logement social;
- d'équipements, d'infrastructures et d'activités à caractère métropolitain;
- de transport métropolitain (transport en commun et réseau artériel);
- et d'environnement.

En vertu de sa loi constitutive, la CMM est dirigée par un conseil composé de 28 élus provenant des municipalités membres. Le maire de Montréal est d'office président du conseil. Ce dernier préside également les travaux du comité exécutif, composé de huit membres, dont les maires de Laval et de Longueuil.

Le conseil de la Communauté a, en outre, créé cinq commissions correspondant à autant de domaines d'intervention de la CMM : aménagement, développement économique et équipements métropolitains, logement social, transport et environnement. Le conseil a également mis sur pied un comité consultatif agricole.

Plus particulièrement, au niveau de l'environnement, la CMM assume des compétences pour l'assainissement de l'atmosphère, l'assainissement des eaux usées, la planification de la gestion des matières résiduelles. La principale obligation de la CMM dans ce domaine réside non seulement dans l'obligation de produire un plan métropolitain de gestion des matières résiduelles, mais également d'en assurer le suivi. À ce titre, ses principales responsabilités sont :

- l'élaboration d'objectifs spécifiques à son territoire;
- la définition de mesures ou de services à offrir favorisant l'atteinte de ces objectifs;
- la définition des mesures de financement;
- la coordination et l'harmonisation des programmes de gestion des matières résiduelles sur son territoire;
- le suivi et le monitoring de l'atteinte des objectifs par les autorités locales;
- la constitution d'une commission aux fins de la consultation publique sur le plan.

Au chapitre des matières résiduelles, les municipalités locales jouent un rôle important. Elles sont et demeurent les premières responsables de la gestion des matières résiduelles. Les municipalités locales ont la responsabilité des activités suivantes :

- la collecte, le transport et la disposition des matières résiduelles;
- la gestion des infrastructures dont elles sont propriétaires;
- l'élaboration de règlements municipaux relatifs à la gestion des matières résiduelles;
- l'élaboration de contrats de services relatifs à la gestion des matières.

En ce qui concerne le rôle des arrondissements, issus de la création des nouvelles villes de Montréal et de Longueuil, ce sont les conseils d'arrondissement qui exercent les compétences de la Ville en matière d'enlèvement des matières résiduelles, selon les chartes de ces municipalités.

INTRODUCTION

Créée le 1^{er} janvier 2001, la CMM s'est d'abord consacrée à l'élaboration d'une vision stratégique. Cet exercice a permis de dégager un énoncé des orientations et des objectifs qu'entend suivre la CMM, notamment en matière de valorisation des matières résiduelles. Cet énoncé mise sur une communauté compétitive, attractive, solidaire et responsable¹.

Pour signifier l'importance qu'il accorde à l'environnement, le conseil de la Communauté a adopté, en avril 2002, une résolution demandant au gouvernement du Canada d'adopter le protocole de Kyoto.

Par ailleurs, la CMM a conclu avec le gouvernement du Québec un partenariat en matière de développement durable². Cet engagement s'est traduit par l'adoption du Règlement de contrôle intérimaire qui porte sur la politique de protection des boisés et des terres agricoles et par l'élaboration du PMGMR et des règlements sur l'assainissement de l'atmosphère et des eaux usées.

Le plan métropolitain de gestion des matières résiduelles

Conformément aux exigences de la loi, le PMGMR doit comporter :

- une description du territoire d'application;
- la liste des municipalités locales visées par le plan ainsi que la mention des ententes intermunicipales relatives à la gestion des matières résiduelles applicables sur la totalité ou sur une partie du territoire;
- le recensement des organismes et entreprises œuvrant sur le territoire d'application dans le domaine de la récupération, de la valorisation ou de l'élimination des matières résiduelles;
- un inventaire des matières résiduelles produites sur le territoire d'application, qu'elles soient d'origine domestique, industrielle, commerciale, institutionnelle ou autres, par type de matière, incluant les boues résiduaires;
- un énoncé des orientations et des objectifs à atteindre en matière de récupération, de valorisation et d'élimination des matières résiduelles, compatibles avec la politique gouvernementale, ainsi qu'une description des services à offrir pour atteindre ces objectifs;
- un recensement des installations de récupération, de valorisation ou d'élimination présentes sur le territoire, le cas échéant la mention des nouvelles installations que nécessite l'atteinte des objectifs mentionnés ci-dessus ainsi que, si nécessaire, la possibilité d'utiliser des installations situées à l'extérieur du territoire;
- une proposition de mise en œuvre du plan favorisant la participation de la population et la collaboration des organismes et entreprises du domaine de la gestion des matières résiduelles;
- des prévisions budgétaires et un calendrier pour la mise en œuvre du plan;
- un système de surveillance et de suivi du plan destiné à en vérifier périodiquement l'application, entre autres le degré d'atteinte des objectifs fixés et l'efficacité des mesures de mise en œuvre du plan prises, selon le cas, par la communauté métropolitaine, la municipalité régionale de comté ou les municipalités locales visées par le plan.

Le projet de PMGMR de la CMM, commencé en 2002, respecte l'ensemble des objectifs de la *Politique québécoise* ainsi que ses principes fondamentaux, à savoir la hiérarchie des 3RV-E (dans l'ordre, réduction à la source, réutilisation, récupération, valorisation et enfouissement), la responsabilité élargie des producteurs, la participation des citoyens et citoyennes, la régionalisation et le partenariat.

1 CMM, Cap sur le monde : Bâtir une communauté compétitive, attractive, solidaire et responsable, document d'énoncé de vision, avril 2003.

2 Entente de Communauté sur le développement durable « Un nouveau partenariat Québec-Communauté métropolitaine de Montréal, entre le ministre des Affaires municipales et de la Métropole, le ministre de l'Environnement et le président de la Communauté métropolitaine de Montréal », octobre 2002.

Destiné aux municipalités du territoire de la CMM – ainsi qu'à la municipalité de Saint-Placide, laquelle a mandaté la CMM pour réaliser son plan de gestion des matières résiduelles – le PMGMR, une fois adopté par le conseil de la CMM, devra être mis en œuvre par les municipalités et viser, pour le secteur municipal, un taux de récupération et de valorisation de 60 % des matières résiduelles. Cet objectif est ambitieux compte tenu du taux de récupération qui était de 17 % en 2001.

Conditions de réalisation du PMGMR

En janvier 2003, un document de réflexion portant sur les grandes orientations et les principes directeurs du PMGMR a été déposé au comité exécutif de la CMM. Dans ce document, il était stipulé que la réalisation du PMGMR reposait sur un certain nombre de conditions de réalisation.

La première condition a trait au calendrier d'implantation. *La Politique* prévoit la mise en place de l'ensemble des mesures avant la fin de 2008. Compte tenu des délais d'implantation du PMGMR et du respect des échéances prévues aux contrats de gestion dans la majorité des autorités locales, il est requis de reporter l'échéancier pour atteindre les objectifs.

La CMM compte sur l'année 2006 pour opérer les changements requis par la mise en œuvre des mesures du PMGMR. La mise en place des mesures d'importance comme la collecte à trois voies ne pourra toutefois pas être complétée avant 2009. L'implantation du PMGMR se fera donc de façon progressive et réaliste de manière à respecter l'échéance des contrats des municipalités.

Puisque la *Politique 1998-2008* prévoyait, à l'origine, une période de dix ans pour atteindre les objectifs de récupération, la CMM se donne jusqu'en 2013 pour atteindre progressivement les objectifs de récupération de 60 %.

D'autre part, les mesures devront être implantées graduellement afin de laisser aux citoyens, aux municipalités et aux entreprises concernées, le temps de modifier leurs habitudes.

Également, un effort financier devra être consenti pour l'atteinte des objectifs gouvernementaux. En effet, étant donné les coûts additionnels engendrés par le PMGMR, il est jugé indispensable que le monde municipal puisse diversifier ses sources de revenus, autres que le champ foncier, et qu'elle ait accès à des mesures fiscales additionnelles.

En vertu du droit de regard que peuvent exercer les municipalités régionales, l'élimination des matières résiduelles sur le territoire de la CMM représente un enjeu fondamental dans la confection du plan de la Communauté, celle-ci étant desservie par cinq lieux d'enfouissement sanitaires (LES) dont un seul, celui de Lachenaie, est situé sur son territoire.

Cette situation soulève de nombreuses interrogations quant à la capacité résiduelle de ce site, à l'exercice du droit d'accepter ou non les matières résiduelles des municipalités situées à l'extérieur du territoire, à la responsabilisation des milieux locaux face à la gestion des matières résiduelles et à l'iniquité sociale que ressentent les citoyens qui vivent à proximité des LES.

Consciente des enjeux qui entourent cette question, la CMM, dans son PMGMR, accorde une attention particulière autant à la réduction des matières résiduelles qu'à leur élimination.

De même, il est impératif que la population et les groupes intéressés se sentent informés et écoutés tout au long du processus. Lors de la réalisation du projet de PMGMR, la CMM a multiplié les rencontres avec ses interlocuteurs métropolitains – ministère de l'Environnement, municipalités, MRC, groupes et associations – afin de les informer, de les sensibiliser aux



différents aspects du dossier et de recevoir leurs commentaires et observations. Également, la commission de l'environnement de la CMM, présidée par Me André Boileau, a tenu une série de rencontres techniques, ainsi que des séances publiques ayant pour objet de faire état, périodiquement, de l'évolution du plan de gestion.

À l'automne 2003, la commission indépendante instituée par la CMM entreprendra un processus formel de consultation publique pour informer la population des constats, de la problématique à résoudre et des mesures proposées, afin d'obtenir les commentaires et les opinions de toutes les personnes intéressées pour bonifier ce plan.

Le processus de consultation, adopté par le conseil de la CMM, vise à assurer la plus grande transparence possible. Notons aussi que le processus de consultation mis de l'avant par la CMM va bien au-delà des conditions minimales fixées par le législateur quant au nombre d'assemblées publiques qui auront lieu dans les municipalités locales.

De plus, il est essentiel, pour l'atteinte des objectifs, que tous les intervenants, soit les groupes environnementaux, les entreprises d'économie sociale, l'industrie, ainsi que les gouvernements fédéral et provincial, agissent de façon complémentaire.

À ce chapitre, mentionnons également que la mise en place du PMGMR nécessite la participation de l'ensemble de la population. Pour ce faire, d'importants changements comportementaux s'avèrent nécessaires. Les efforts doivent donc être déployés à la hauteur des résultats attendus.

Pour obtenir des changements comportementaux ainsi que l'adhésion de la population aux objectifs de développement durable et aux nouvelles façons de faire, des campagnes de sensibilisation, d'éducation et de responsabilisation doivent être réalisées et diffusées de façon régulière et soutenue. L'information doit être assurée tant au niveau métropolitain, à travers la promotion des objectifs et du développement durable, qu'au niveau local à travers l'information sur les procédures et les moyens locaux de mise en œuvre. Enfin, l'implantation de toute nouvelle mesure devra être appuyée par des outils de communication appropriés.

Mentionnons que le succès du PMGMR est lié à la participation des municipalités à toutes les étapes de son élaboration et de sa mise en œuvre.

Présentation du document

Le présent document constitue le projet de gestion des matières résiduelles de la Communauté métropolitaine de Montréal. Conformément aux exigences de la loi sur la qualité de l'environnement, la CMM, tout comme les municipalités régionales du Québec, entreprend un processus de planification devant mener à l'adoption d'un plan de gestion des matières résiduelles pour l'ensemble de son territoire.

Le chapitre 1 précise les objectifs et les orientations qui ont guidé l'élaboration du PMGMR. Le chapitre 2 est consacré à une description de l'organisation territoriale de la CMM, suivie de la liste des municipalités visées par l'exercice, ainsi que du détail des ententes intermunicipales. On y retrouve également un recensement des organismes et entreprises œuvrant dans le secteur de la récupération, de même qu'un aperçu des installations existantes. L'inventaire des matières résiduelles produites sur le territoire métropolitain est aussi inclus dans ce chapitre, ainsi que le portrait sommaire de la situation telle qu'observée en 2001.

Le chapitre 3 introduit l'ensemble des mesures retenues pour l'élaboration du PMGMR. Outre les mesures de gestion des matières résiduelles, les mesures administratives et de sensibilisation

sont abordées ainsi que les questions du monitoring et du suivi du PMGMR. Ce chapitre donne également une indication des résultats escomptés par l'implantation des mesures retenues en présentant des estimations sur les quantités de matières résiduelles prévues.

Le chapitre 4 est consacré à l'examen des infrastructures requises pour la mise en œuvre du PMGMR. Une revue détaillée des mesures de gestion des boues résiduelles est également proposée.

Dans le chapitre 5, après avoir esquissé les coûts d'implantation et de réalisation du PMGMR, les diverses avenues de financement possibles sont abordées et la solution retenue par la CMM est expliquée. Les coûts qui y sont identifiés sont évidemment des estimés et ne doivent donc pas être considérés comme finaux. Le chapitre 6 présente l'échéancier du PMGMR.

Le projet de PMGMR est le produit d'un important travail de collecte de données, d'analyses et d'études effectués par plusieurs firmes de consultants. Ces documents sont disponibles sur le site Internet de la CMM.

Afin de faciliter la lecture du document et d'assurer sa fluidité, l'information contenue dans le PMGMR a été présentée en fonction des priorités poursuivies par la CMM ainsi que des mesures à mettre en œuvre. Des compléments d'information sont présentés en annexe.



Chapitre 1

Objectifs, orientations et mise en œuvre du PMGMR

Les objectifs et orientations retenus pour le projet de PMGMR sont à la fois dictés par la *Politique 1998-2008* adoptée par le gouvernement du Québec et par la réalité et la spécificité du contexte métropolitain montréalais.

1.1 Objectifs québécois de gestion des matières résiduelles

La *Politique québécoise sur la gestion des matières résiduelles 1998-2008* fixe comme objectif général de mettre en valeur une moyenne de 65 % des matières résiduelles pouvant être mises en valeur annuellement. Cette politique fixe les objectifs de valorisation par secteur et par matière.

Dans le secteur municipal, l'objectif de mise en valeur des matières résiduelles mises au rebut mais potentiellement valorisables, est établi par matière comme suit :

- 60 % du verre, du plastique, du métal, des fibres (papiers et cartons), des encombrants (monstres et matériaux secs) et des matières putrescibles (résidus verts, résidus de table);
- 75 % des résidus d'huile, des peintures et des pesticides (RDD);
- 60 % des autres RDD;
- 50 % des textiles;
- 80 % des contenants à remplissage unique de bière et de boissons gazeuses (gérés par consigne).

La pondération de ces objectifs par matière permet d'établir une moyenne d'environ 60% de l'ensemble de ces matières résiduelles et c'est par cette moyenne qu'est généralement exprimé l'objectif du secteur municipal.

Les quantités de matières résiduelles à récupérer et à valoriser en 2008 selon les objectifs de la *Politique* sont présentées plus loin dans le présent document. Sur le territoire de la CMM, l'atteinte de ces objectifs représente la récupération et la valorisation de plus d'un million de tonnes de matières résiduelles, incluant la réduction à la source. Ce sont donc plus de 750 000 tonnes de plus qu'en 2001.

En termes de progression annuelle nécessaire à l'atteinte des objectifs gouvernementaux en 2008, si le taux de 2001 était maintenu, il faudrait augmenter le taux de récupération de l'ordre de 9 % par année jusqu'en 2008. À l'instar des taux de récupération obtenus pour certaines municipalités sur une période de 10 ans, il est bien évident qu'une augmentation de 9 % par année nécessiterait des efforts substantiels.

Tableau 1.1 Quantités de matières résiduelles à récupérer et à valoriser en regard des objectifs

Tonnages	Production CMM (en milliers de tonnes/an)					
	2001			2013		
Par type de matières	produits	valorisés	% atteint	projetés	% objectif	à valoriser
Papier	382	108	28	493	60	296
Carton	98	20	21	126	60	76
Emballages de verre	101	28	27	134	60	80
Métaux ferreux	31	6	19	52	60	31
Emballages d'aluminium	11	1	7	4	60	3
Emballages plastiques rigides	35	6	16	47	60	28
Contenants consignés ¹	22	16	75	28	80	23
Sous-total matières recyclables	680	185	27	884	61	537
Résidus alimentaires	321	1	0.3	414	n.a.	n.a.
Herbes et feuilles	322	42 ²	13	416	n.a.	n.a.
Sous-total matières putrescibles	643	43	7	830	60	498
Huiles, peintures, pesticides	3	1	46	3	75	2
Autres RDD	4	1	15	6	60	3
Sous-total RDD	7	2	28	9	67	6
Textiles et encombrants	40	7	17	48	50	24
Résidus encombrants	67	3	32	81	60	49
Autres résidus ³	245	0	0	317	0	0
Total	1 681	239	17	2 169	60	1 114
Par région						
Montréal	874			1123		
Laval	178			231		
Couronne nord	249			329		
Longueuil	198			247		
Couronne sud	183			239		
Total	1 681			2 169		

Non applicable (n.a.) L'objectif s'applique à l'ensemble des matières putrescibles.

1 : Données fournies par Recyc-Québec, les contenants consignés non récupérés sont inclus dans les matières produites des autres catégories de matières recyclables.

2 : Incluent les quantités de matières putrescibles valorisées sur place (réduction à la source) par compostage domestique et herbicyclage.

3 : Incluant les catégories non recyclables autres verres, autres métaux, autres plastiques et fibres sanitaires.

Dans le secteur des boues, *La Politique québécoise* précise qu'aucune boue ne devrait être enfouie sans démonstration qu'il n'est pas économiquement viable de la valoriser. Ainsi, puisque le potentiel de valorisation varie d'une municipalité à l'autre, la *Politique* du gouvernement n'a pas fixé d'objectif précis en termes de pourcentage des boues qui doivent être valorisées d'ici 2008, comme c'est le cas pour les autres matières résiduelles.

Par contre, si les boues sont générées dans un contexte qui permet leur valorisation, celles-ci pourraient être valorisées à 100 %. C'est le cas, par exemple, des boues de fosses septiques qui peuvent être valorisées avec succès, généralement après avoir été transformées en compost. Les boues municipales sont également valorisables dans une grande proportion et leur potentiel de valorisation dépend principalement de leurs caractéristiques physico-chimiques et de leurs diverses caractéristiques de production.

Le domaine de la valorisation des boues résiduaires est en constante évolution tant sur le plan scientifique, technologique, que sur les plans réglementaire, normatif et social. Un programme de valorisation des boues résiduaires doit donc prendre en compte toutes ces variables pour être économique, viable et durable à moyen et long termes.



1.2 Orientations de la CMM

La CMM adhère aux objectifs de la *Politique* québécoise. Comme l'exige la *Loi sur la qualité de l'environnement* (LQE), les grandes orientations retenues par la CMM sont compatibles avec la Politique qui vise à privilégier la hiérarchie des 3RV-E pour favoriser l'atteinte de ses objectifs.

En janvier 2003, un document de réflexion portant sur les orientations et les principes directeurs du PMGMR a été déposé au comité exécutif de la CMM. Dans ce document, il était stipulé que la réalisation du PMGMR reposait sur un certain nombre d'orientations. Ces orientations ont été respectées dans le projet de PMGMR qui est soumis.

La première orientation a trait au calendrier d'implantation. La *Politique* prévoit la mise en place de l'ensemble des mesures avant la fin de 2008. Compte tenu des délais restreints d'implantation du PMGMR et du respect des échéances prévues aux contrats de gestion actuels dans la majorité des municipalités et des arrondissements, le PMGMR a prévu un calendrier qui s'échelonne jusqu'en 2013. La CMM compte sur l'année 2006 pour opérer les changements requis par la mise en œuvre des mesures du PMGMR. La mise en place des mesures d'importance comme la collecte à trois voies ne pourra toutefois être complétée avant 2009. L'implantation du PMGMR se fera donc de façon progressive et réaliste de manière à respecter l'échéance des contrats des municipalités. Puisque la *Politique* prévoyait une période de dix ans pour atteindre les objectifs de récupération et que le projet de plan est soumis en 2003, la CMM se donne jusqu'en 2013 pour atteindre les objectifs de récupération de 60 %.

La deuxième orientation porte sur le cadre financier. Au cours de la dernière année, la CMM a préparé plusieurs études concernant la diversification des sources de revenus des municipalités, autres que celui du champ foncier, afin de financer des activités nouvelles. Le PMGMR demandera un effort financier additionnel. La position présentée dans le projet de PMGMR est d'introduire des sources de financement provenant des revenus des lois 102 et 130 qui permettront de combler le surcoût engendré par l'atteinte des 60 % de récupération des matières résiduelles.

La troisième orientation porte sur l'implantation graduelle des mesures de récupération et de recyclage afin de laisser aux citoyens, aux municipalités et aux entreprises concernées le temps suffisant pour modifier leurs habitudes.

Au niveau des infrastructures, le projet de PMGMR prévoit de nouvelles infrastructures de récupération et de recyclage afin de réaliser l'objectif de 60 % de valorisation. Mais la question du traitement des déchets ultimes est fondamentale. En effet, cinq lieux d'enfouissement sanitaire servent actuellement la CMM : BFI-UTL à Lachenaie, EBI à Sainte-Geneviève-de-Berthier, la Régie intermunicipale Argenteuil-Deux-Montagnes à Lachute, Intersan à Sainte-Sophie et Intersan à Saint-Nicéphore. Seul le LES de Lachenaie est situé sur son territoire et elle y achemine 39 % des matières résiduelles du secteur municipal. Le reste est dirigé vers les autres lieux d'enfouissement situés à l'extérieur du territoire de la CMM. Mais le droit de regard soulève la question de l'autonomie régionale des déchets de la CMM versus une collaboration interrégionale qui est la situation actuelle.

Dans ce sens, le projet de PMGMR a examiné un scénario d'autonomie régionale qui ferait en sorte d'augmenter le nombre de LES et de centres de transbordement sur les cinq secteurs du territoire de la Communauté.

Compte tenu des longs délais d'autorisation et d'implantation de tels équipements, on doit plutôt favoriser la situation actuelle mais, à la suite du Rapport du BAPE sur l'agrandissement du LES de Lachenaie et des impacts sociaux relatifs à ce type d'équipement, le projet de PMGMR soumet cette question à la consultation publique.

Le tableau 1.2 présente les orientations et implications retenues par la CMM.

Tableau 1.2 Orientations et implications retenues par la CMM

Orientations	Implications
1) Respect de la <i>Politique québécoise</i> , de ses objectifs et de ses orientations	<ul style="list-style-type: none"> • Changements dans les méthodes de gestion; • Augmentation probable des coûts actuels de gestion; • Efforts concertés avec toutes les municipalités; • Recherche de nouvelles sources de revenus; • Implantation de nouvelles infrastructures.
2) Endossement de la hiérarchisation des 3RV-E	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun scénario comprenant l'incinération; • Moins de matières résiduelles à éliminer dans un lieu d'enfouissement.
3) Des pratiques régionales différentes	<ul style="list-style-type: none"> • Respect des particularités locales; • Maintien et reconnaissance des efforts déjà entrepris par plusieurs municipalités; • Valorisation de la créativité des mesures et des moyens; • Multiplicité des contrats de gestion; • Maintien du rôle de gestion des municipalités à l'échelle locale; • Campagne de communication métropolitaine adaptée aux particularités locales.
4) A : Collaboration interrégionale pour la disposition des matières résiduelles sur le territoire de la CMM et sur le territoire des MRC avoisinantes	<ul style="list-style-type: none"> • Abolition du droit de regard de la CMM et des MRC avoisinantes; • Coopération et partenariat avec tous les intervenants; • Maximisation des infrastructures déjà en place; • Inconvénients reliés au transport sur des distances considérables; • Nécessité d'utiliser des infrastructures pour diminuer les coûts de transport.
4) B : Autonomie au niveau de l'enfouissement des matières résiduelles sur le territoire de la CMM (si exercice du droit de regard des autres MRC)	<ul style="list-style-type: none"> • Consensus de la population locale pour l'implantation de nouveaux lieux d'élimination; • Perspective de diminuer les coûts de transport pour l'élimination des déchets; • Plus grande flexibilité de gestion; • Augmentation de la concurrence entre les lieux d'enfouissement.
5) Intégration d'entreprises d'économie sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser la viabilité à long terme des entreprises d'économie sociale; • Développer un partenariat avec ces entreprises; • Possibilité de venir en compétition avec l'entreprise privée.
6) Cadre financier Financement du surcoût par des sources de revenus autres que le champ foncier	<ul style="list-style-type: none"> • Loi 102 (modifications législatives requises) • Loi 130 (modifications législatives requises)



1.3 Mise en œuvre du PMGMR

La CMM compte sur l'année 2006 pour opérer les changements requis par la mise en œuvre du PMGMR. Il ne restera alors que deux ans avant l'échéance de 2008. Même si la majorité des nouvelles mesures du PMGMR seront mises en œuvre avant cette échéance, il est réaliste de prédire que les objectifs de récupération et de valorisation ne pourront être atteints en 2008.

En effet, l'échéance des contrats de collecte, dans plusieurs municipalités, ne permet pas la mise en place de mesures d'importance comme la collecte à trois voies avant 2009. Par ailleurs, il ne suffira pas d'offrir des services, des équipements et des infrastructures de récupération pour que la population s'en serve à son plein potentiel. La performance des programmes de collecte sélective des matières recyclables implantés au cours des dernières années illustre ce constat. Ainsi :

- Toutes les unités d'occupation ne pourront être desservies par les nouvelles mesures du PMGMR;
- Il faut habituellement quelques années pour que les nouveaux services de récupération donnent les résultats escomptés;
- La mise en place de la collecte sélective des matières putrescibles (la collecte à trois voies) requiert l'implantation de plusieurs nouvelles infrastructures de valorisation/compostage. Or, la capacité totale de traitement requise sera considérable comparativement au niveau de 2001, ce qui impliquera des investissements importants et des délais d'implantation d'environ deux à quatre ans. En outre, le développement de nouveaux marchés pour le compost comporte des défis techniques et pourra exiger quelques années avant d'atteindre les niveaux souhaités;
- Enfin, le contexte actuel d'aménagement du territoire urbain (règlement de zonage et activités de compostage permises) et les contraintes d'implantation en zone agricole ne favorisent pas la mise en place rapide de nouvelles infrastructures.

La CMM entend donc, dans le cadre de son PMGMR, mettre en place, dès que possible, soit à partir du 1^{er} janvier 2006, les nouveaux services de récupération qui contribueront majoritairement à l'atteinte des objectifs, mais ne prévoit pas pouvoir atteindre tous les objectifs visés avant 2013.

Par ailleurs, le territoire de la CMM est réparti en cinq secteurs et le PMGMR prévoit que chacun d'eux devra atteindre les objectifs de la *Politique* pour chaque catégorie de matière.

La CMM doit, par conséquent, prévoir une progression réaliste de mise en œuvre du PMGMR et une croissance graduelle des taux de récupération et de valorisation. Puisque la *Politique* entrée en vigueur en l'an 2000 prévoyait, à l'origine, une période de dix ans pour la mise en œuvre des plans de gestion des matières résiduelles et l'atteinte des objectifs pour 2008, la CMM se donne donc cinq ans pour la mise en œuvre des mesures dont un bon nombre dès 2005 et, ensuite, cinq ans pour atteindre les objectifs, soit jusqu'en 2013.

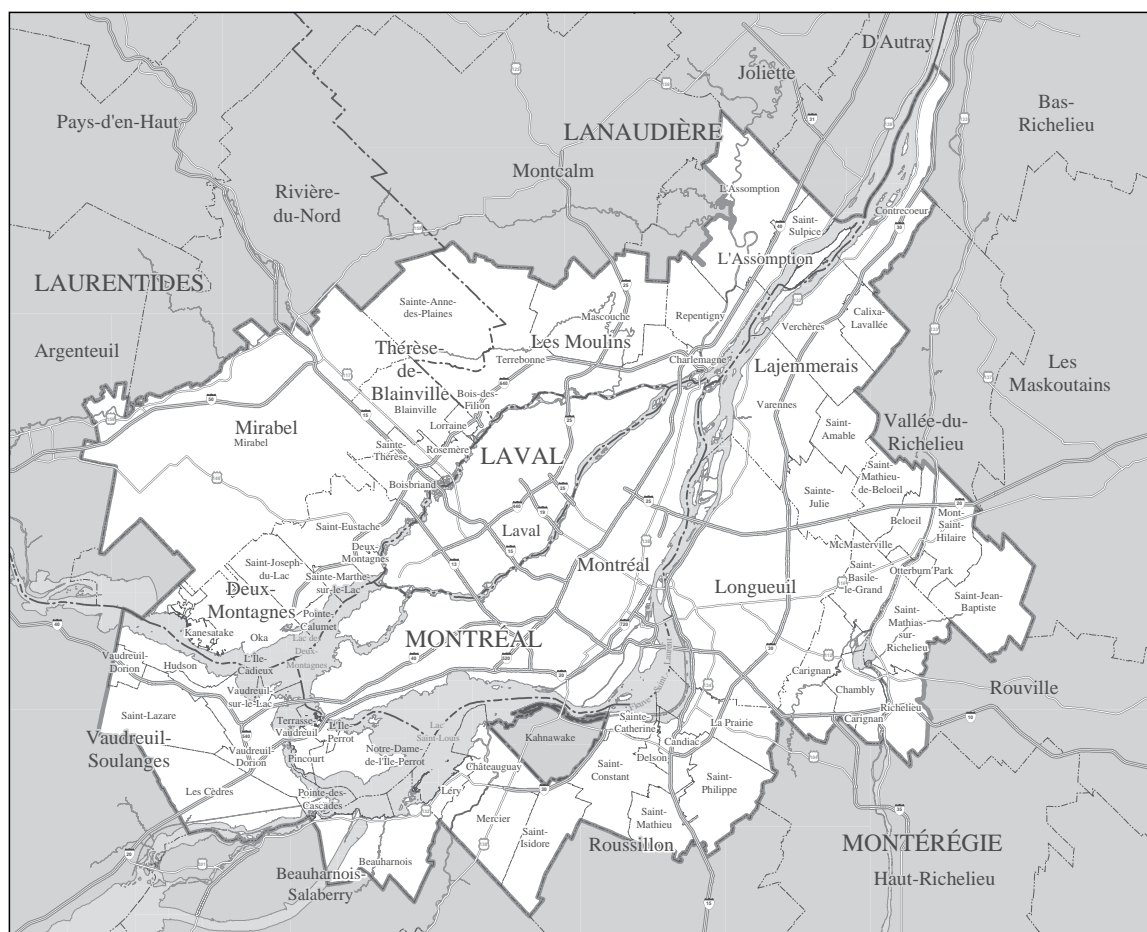
Chapitre 2

Données applicables au PMGMR

2.1 Description du territoire d'application

Le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles s'applique au territoire de la CMM ainsi qu'à celui de la municipalité de Saint-Placide, laquelle a mandaté la CMM pour réaliser le plan de gestion des matières résiduelles sur son territoire. Le territoire couvert par le PMGMR étant presque identique à celui de la région métropolitaine de recensement de Montréal (RMRM) établie par Statistique Canada, les données publiées pour la RMRM constituent la seule source de renseignements disponibles jusqu'en 2001 et sont privilégiées pour décrire le territoire de la CMM actuelle. Le territoire couvert est visible sur la carte suivante.

Carte 2.1 Territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal



Logée dans la vallée du Saint-Laurent, au confluent des grandes voies d'eau du Québec que sont le fleuve Saint-Laurent et la rivière des Outaouais, la CMM s'étend des municipalités de Vaudreuil-Dorion à l'ouest et Contrecoeur à l'est, et de Chambly au sud à Mirabel au nord. La CMM est sillonnée de plusieurs rivières : Richelieu, Châteauguay, Saint-Jacques, l'Assomption, du Nord, des Outaouais, des Prairies, des Mille-Îles et du fleuve Saint-Laurent. Le réseau hydrographique est complété par les lacs Saint-François, Saint-Louis et des Deux-Montagnes, par le bassin de Chambly et par plusieurs autres canaux, rivières et ruisseaux de moindre importance.



La CMM couvre 3818 km² de terre ferme auxquels s'ajoute la superficie de nombreux plans d'eau. Elle dispose d'environ 133 km² d'espaces verts publics (parc municipaux, supramunicipaux, régionaux et provinciaux), soit environ 3,6 % de l'espace total. À ceci s'ajoute la superficie de différents boisés protégés par le Règlement de contrôle intérimaire adopté récemment par la CMM. Le couvert forestier occupe une superficie de 606 km² dans l'ensemble de la RMRM, dont 308,6 km² (51 %) dans la couronne nord, 272 km² (45 %) dans la couronne sud et 3,9 km² de forêt à Montréal.

Activités économiques

La RMRM comptait 245 464 entreprises en 2001 : 1 % dans le secteur primaire, 21 % dans le secteur secondaire et 78 % dans le secteur tertiaire. La répartition en termes d'emploi était quasiment la même, soit 0,4 % dans le secteur primaire, 22,8 % dans le secteur secondaire et 76,8 % dans le secteur tertiaire.

Le secteur primaire de l'économie montréalaise se limite à la production agricole. Les terres agricoles, principalement situées dans les couronnes nord et sud, couvraient 57,6 % de la superficie de la CMM en 2000. L'emploi, dans le secteur agricole, a diminué de 50 % depuis 1991; il comptait 7 000 personnes et contribuait pour 0,3 % du PIB métropolitain en 2001.

Le secteur secondaire contribuait à 30 % du PIB en 2001. Il employait 388 000 personnes, soit 22,8 % de l'emploi métropolitain, une baisse de 6,5 % par rapport à 1991. Ce portrait est toutefois contrasté si on décompose l'évolution de l'emploi selon les trois principaux secteurs qui le composent, soient les services publics, la construction et le secteur de fabrication. En effet, alors que l'emploi dans la construction et dans les services publics diminue de 17 % et 11 % respectivement de 1991 à 2001, il croît dans le secteur de la fabrication de 12 %. Le secteur de la fabrication est le principal pourvoyeur d'emploi (81 % de l'emploi du secteur secondaire) et contribue à 22 % du PIB métropolitain.

L'emploi, dans le secteur tertiaire, a augmenté de 6,6 % depuis 1991. Le secteur employait 1,3 million de personnes en 2001, soit 77 % de l'emploi total de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal. Ces emplois étaient répartis dans 191 261 établissements qui contribuaient à 70 % du PIB métropolitain en 2001.

Le commerce (de gros et de détail) était le plus gros pourvoyeur d'emploi avec 22 % des travailleurs du secteur tertiaire en 2001. En seconde position se trouvait le secteur de la santé et des services sociaux (13,7 % de l'emploi tertiaire total) et en troisième position les services professionnels, scientifiques et techniques (10,2 % de l'emploi tertiaire total). Ces trois secteurs comptaient 45,9 % de l'emploi métropolitain et contribuaient pour 22 % au PIB régional. À lui seul, le secteur des services financiers, des assurances et des services immobiliers, qui comptait pour 6 % de l'emploi de la RMR de Montréal, contribuait pour 19 % au PIB de la RMR en 2001.

Trois secteurs ont doublé leurs effectifs en termes d'emploi de 1991 à 2001, et ce, en raison de la croissance des nouvelles technologies de l'information. Il s'agit des services professionnels scientifiques et techniques, des services de gestion et de soutien à la gestion et des services d'information, de culture et de loisirs.

Dans la RMR de Montréal en 2001, un total de 1 857 700 personnes participent au marché du travail⁴. Parmi celles-ci, on en compte un peu plus de 1,7 million en emploi et 152 000 en chômage. Le taux d'activité se situe à 65,7 %, le taux d'emploi à 60,4 % et le taux de chômage à 8,2 %.

4 Pour les principaux indicateurs du marché du travail dans la RMRM en 2001, et leur évolution de 1989 à 2001, consulter www.table-metropolitaine.org

2.2 Municipalités visées par le PMGMR et ententes intermunicipales

Municipalités visées par le PMGMR

Le territoire d'application du PMGMR correspond au territoire physique de la CMM lequel comprend 63 municipalités, auquel s'ajoute la municipalité de Saint-Placide (MRC Deux-Montagnes) jointe à l'unité de référence couronne Nord Ouest. Montréal et Longueuil se subdivisent respectivement en vingt-sept et sept arrondissements. Toutes les municipalités visées par le PMGMR sont énumérées dans le tableau suivant. Ce tableau énonce également les populations et les nombres de ménages pour l'année de référence 2001, ainsi que les projections établies pour les années 2008 et 2018. Les projections sont celles adoptées par la CMM pour tous ses besoins de planification en aménagement du territoire, en transport et en environnement.

Tableau 2.1 Organisation territoriale et sociodémographie

CMM / PMGMR / Projections démographiques			Populations			Ménages		
Villes et arrondissements	MRC	km²	2001	2008	2013	2001	2008	2013
Montréal								
<i>Montréal Ouest</i>								
Ahuntsic / Cartierville	23 Montréal		125 124	128 337	130 836	56 078	57 619	58 868
Beaconsfield / Baie d'Urfé	07 Montréal	17	23 115	23 965	24 122	7 971	8 463	8 662
Côte-Saint-Luc / Hampstead / Montréal-Ouest	10 Montréal	11	42 381	43 102	43 748	17 498	17 650	17 970
Dollard-des-Ormeaux / Roxboro	11 Montréal	17	54 130	54 504	54 729	17 875	18 731	19 231
Dorval / L'Île Dorval	01 Montréal	21	17 701	17 839	17 964	7 624	7 782	7 904
L'Île Bizard / Sainte-Geneviève / Sainte-Anne-de-Bellevue	06 Montréal	39	22 195	23 220	23 825	8 076	8 651	8 981
Kirkland	03 Montréal	10	20 426	19 805	19 206	6 421	6 590	6 590
Lachine	27 Montréal	19	35 610	36 154	36 556	15 493	15 839	16 138
Pierrefonds / Senneville	13 Montréal	32	55 627	57 187	58 246	20 384	21 536	22 299
Pointe-Claire	08 Montréal	19	29 277	30 044	29 886	11 491	12 054	12 211
Saint-Laurent	15 Montréal	46	77 372	80 752	82 740	30 728	32 366	33 442
Sous-total : Montréal Ouest		233	502 958	514 908	521 860	199 639	207 281	212 296
<i>Montréal Centre</i>								
Notre-Dame-de-Grâce / Côte-des-Neiges	26 Montréal		167 460	173 124	176 532	76 152	78 957	80 854
LaSalle	17 Montréal	16	78 565	80 553	81 402	33 530	34 950	35 705
Mont-Royal	02 Montréal	7	18 680	19 069	19 270	7 026	7 189	7 300
Outremont	05 Montréal	4	22 927	23 346	23 592	9 392	9 621	9 786
Plateau Mont-Royal	21 Montréal		87 072	89 359	90 644	47 098	48 472	49 299
Sud-Ouest	20 Montréal		66 464	67 721	68 875	30 336	31 050	31 729
Verdun	12 Montréal	12	60 547	61 645	62 433	29 486	30 359	31 005
Ville-Marie	19 Montréal		68 059	70 214	71 826	41 576	42 805	43 741
Westmount	04 Montréal	4	19 724	19 193	18 894	8 827	8 803	8 823
Sous-total : Montréal Centre		44	589 498	604 223	613 468	283 423	292 206	298 242



CMM / PMGMR / Projections démographiques			Populations			Ménages		
Villes et arrondissements	MRC	km²	2001	2008	2013	2001	2008	2013
<i>Montréal Est</i>								
Anjou	09 Montréal	14	38 005	38 580	38 926	17 051	17 793	18 210
Hochelaga-Maisonneuve / Mercier	22 Montréal		145 972	150 262	153 108	68 426	70 721	72 354
Montréal-Nord	16 Montréal	11	83 576	85 596	86 715	35 855	37 038	37 762
Pointe-aux-Trembles / Rivière-des-Prairies / Montréal-Est	18 Montréal	12	105 993	109 600	111 795	38 900	41 297	42 694
Rosemont / Petite-Patrie	24 Montréal		90 529	93 019	94 867	46 202	47 400	48 426
Saint-Léonard	14 Montréal	14	69 592	68 552	68 054	27 984	27 984	28 002
Villeray / Parc Extension / Saint-Michel	25 Montréal		186 227	191 037	194 285	81 958	84 389	86 151
Sous-total : Montréal Est		51	719 894	736 646	747 750	316 376	326 621	333 598
Ancien Montréal								
		177						
Total : Montréal		504	1 812 350	1 855 777	1 883 078	799 438	826 109	844 136

Longueuil

Boucherville	Longueuil	69	36 245	37 356	38 083	13 319	14 280	14 843
Brossard	Longueuil	45	65 013	63 776	62 987	23 077	23 783	24 015
Greenfield Park	Longueuil	5	16 973	16 676	16 593	6 687	6 748	6 825
Longueuil	Longueuil	43	127 984	128 068	128 101	55 989	57 539	58 371
Saint-Bruno-de-Montarville	Longueuil	42	23 837	24 021	24 398	8 861	9 509	9 950
Saint-Hubert	Longueuil	63	75 896	74 333	73 314	27 428	28 221	28 584
Saint-Lambert / Lemoyne	Longueuil	7	25 894	25 837	25 453	12 450	12 711	12 726
Total : Longueuil		274	371 842	370 067	368 928	147 811	152 791	155 314

Laval

	Laval	245	342 932	355 268	362 410	132 010	141 303	146 816
Total : Laval		245	342 932	355 268	362 410	132 010	141 303	146 816

Couronne Nord

Couronne Nord Ouest

Deux-Montagnes	Deux-Montagnes	6	17 222	17 642	17 137	6 296	6 672	6 672
Oka	Deux-Montagnes	67	3 191	3 372	3 481	1 228	1 327	1 387
Pointe-Calumet	Deux-Montagnes	5	5 602	5 884	6 183	2 071	2 251	2 422
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	Deux-Montagnes	9	8 739	9 381	9 912	3 142	3 460	3 721
Saint-Eustache	Deux-Montagnes	71	40 222	40 678	41 053	15 113	16 125	16 756
Saint-Joseph-du-Lac	Deux-Montagnes	41	4 880	4 742	4 627	1 609	1 632	1 652
Mirabel	Mirabel	478	27 390	32 725	36 351	9 699	11 865	13 404
Blainville	Thérèse-De Blainville	55	36 017	43 244	45 486	12 577	15 701	16 991
Boisbriand	Thérèse-De Blainville	26	26 721	28 138	28 670	9 356	10 230	10 664
Bois-des-Filion	Thérèse-De Blainville	4	7 709	8 412	9 371	2 818	3 173	3 582
Lorraine	Thérèse-De Blainville	6	9 473	9 042	8 788	3 052	3 075	3 075
Rosemère	Thérèse-De Blainville	10	13 386	14 498	14 125	4 617	5 228	5 272
Sainte-Anne-des-Plaines	Thérèse-De Blainville	92	12 906	12 699	12 863	4 080	4 181	4 358
Sainte-Thérèse	Thérèse-De Blainville	9	24 260	25 007	25 854	10 374	10 981	11 478
Sous-total : Couronne Nord Ouest		879	237 718	255 466	263 901	86 032	95 900	101 433

CMM / PMGMR / Projections démographiques			Populations			Ménages		
Villes et arrondissements	MRC	km²	2001	2008	2013	2001	2008	2013
<i>Couronne Nord Est</i>								
Charlemagne	L'Assomption	2	5 660	5 613	5 595	2 301	2 419	2 487
L'Assomption	L'Assomption	100	11 225	11 043	10 935	4 157	4 280	4 345
Repentigny	L'Assomption	68	71 601	71 594	71 259	26 189	27 675	28 369
Saint-Sulpice	L'Assomption	37	3 342	3 338	3 352	1 200	1 267	1 320
Mascouche	Les Moulins	108	29 548	30 877	31 527	10 022	11 039	11 599
Terrebonne	Les Moulins	155	80 510	85 620	88 295	28 200	31 327	33 131
Sous-total : Couronne Nord Est		471	201 886	208 086	210 962	72 069	78 007	81 251
Total : Couronne Nord		1 350	439 604	463 552	474 863	158 101	173 906	182 683

Couronne Sud

<i>Couronne Sud Ouest</i>								
Beauharnois	Beauharnois-Salaberry	73	11 463	11 381	11 308	4 619	4 720	4 794
Hudson	Vaudreuil-Soulanges	22	4 793	4 894	5 044	1 983	2 074	2 183
L'Île-Cadieux	Vaudreuil-Soulanges	1	128	143	148	50	57	62
L'Île-Perrot	Vaudreuil-Soulanges	5	9 372	9 599	9 719	3 825	4 081	4 214
Les Cèdres	Vaudreuil-Soulanges	78	5 126	4 686	4 475	1 861	1 814	1 812
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	Vaudreuil-Soulanges	28	8 615	9 485	9 969	2 730	3 131	3 373
Pincourt	Vaudreuil-Soulanges	8	10 032	11 045	11 608	3 801	4 360	4 697
Pointe-des-Cascades	Vaudreuil-Soulanges	3	913	910	902	373	373	373
Saint-Lazare	Vaudreuil-Soulanges	68	12 892	14 508	15 512	4 342	5 099	5 590
Terrasse-Vaudreuil	Vaudreuil-Soulanges	1	2 047	2 054	2 019	787	814	814
Vaudreuil-Dorion	Vaudreuil-Soulanges	73	19 913	21 833	22 877	7 752	8 747	9 320
Vaudreuil-sur-le-Lac	Vaudreuil-Soulanges	2	894	674	562	332	332	332
Sous-total : Couronne Sud Ouest		361	86 188	91 212	94 144	32 455	35 602	37 565

<i>Couronne Sud Centre</i>								
Candiac	Roussillon	16	12 672	13 724	14 640	4 596	5 173	5 610
Châteauguay	Roussillon	35	40 996	40 049	39 328	15 030	15 164	15 215
Delson	Roussillon	7	7 022	7 314	7 360	2 502	2 709	2 794
La Prairie	Roussillon	44	18 889	20 761	22 085	7 121	8 053	8 706
Léry	Roussillon	11	2 377	2 304	2 253	912	927	935
Mercier	Roussillon	46	9 439	9 834	10 041	3 294	3 588	3 761
Saint-Constant	Roussillon	57	22 462	22 795	23 273	7 557	7 975	8 334
Sainte-Catherine	Roussillon	9	15 948	17 427	16 885	5 774	6 622	6 681
Saint-Isidore	Roussillon	52	2 481	2 575	2 636	869	935	977
Saint-Mathieu	Roussillon	32	1 959	2 022	2 154	720	769	832
Saint-Philippe	Roussillon	62	3 890	4 129	4 255	1 401	1 551	1 636
Sous-total : Couronne Sud Centre		372	138 135	142 934	144 909	49 776	53 467	55 479



CMM / PMGMR / Projections démographiques			Populations			Ménages		
Villes et arrondissements	MRC	km²	2001	2008	2013	2001	2008	2013
<i>Couronne Sud Est</i>								
Beloeil	La Vallée-du-Richelieu	24	19 049	18 748	18 568	7 114	7 279	7 364
Carignan	La Vallée-du-Richelieu	62	5 913	6 197	6 354	2 102	2 304	2 420
Chambly	La Vallée-du-Richelieu	25	20 337	20 701	20 775	7 338	7 691	7 905
McMasterville	La Vallée-du-Richelieu	3	3 982	3 904	3 766	1 466	1 521	1 521
Mont-Saint-Hilaire	La Vallée-du-Richelieu	39	14 265	15 569	16 281	5 525	6 355	6 857
Otterburn Park	La Vallée-du-Richelieu	5	7 863	8 438	8 732	2 867	3 215	3 421
Saint-Basile-le-Grand	La Vallée-du-Richelieu	35	12 380	13 043	13 652	4 303	4 742	5 086
Saint-Jean-Baptiste	La Vallée-du-Richelieu	76	2 705	2 516	2 426	1 044	1 044	1 044
Saint-Mathieu-de-Beloeil	La Vallée-du-Richelieu	39	2 235	2 356	2 416	745	860	939
Calixa-Lavallée	Lajemmerais	32	494	501	504	180	182	187
Contrecoeur	Lajemmerais	62	5 221	5 017	4 906	2 175	2 195	2 195
Saint-Amable	Lajemmerais	38	7 276	7 303	7 250	2 508	2 659	2 727
Sainte-Julie	Lajemmerais	48	26 573	28 736	28 794	9 319	10 491	10 758
Varennes	Lajemmerais	94	19 649	20 267	20 539	6 840	7 378	7 689
Verchères	Lajemmerais	73	5 382	6 022	6 421	2 030	2 391	2 618
Richelieu	Rouville	30	3 226	3 264	3 293	1 232	1 294	1 333
Saint-Mathias-sur-Richelieu	Rouville	48	4 147	4 157	4 130	1 510	1 589	1 627
Sous-total : Couronne Sud Est		733	160 697	166 739	168 807	58 298	63 189	65 691
Total : Couronne Sud		1 466	385 020	400 885	407 860	140 529	152 258	158 735

Total : CMM (63 villes)	14 MRC	3 839	3 351 748	3 445 548	3 497 139	1 377 889	1 446 367	1 487 684
--------------------------------	---------------	--------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------

Autres municipalités à prendre en compte pour l'élaboration du Plan de gestion des matières résiduelles.

<i>Couronne Nord Ouest</i>								
Saint-Placide	Deux-Montagnes	42	1 536	1 593	1 629	680	746	786
Sous-total : Couronne Nord Ouest		42	1 536	1 593	1 629	680	746	786
Total : Plan de gestion (64 villes)		3 880	3 353 284	3 447 141	3 498 768	1 378 569	1 447 113	1 488 470

Par ailleurs, le nombre de ménages, qui correspond approximativement au nombre d'unités d'occupation, se subdivise en nombre d'unités unifamiliales, d'unités de deux à huit logis et d'unités de plus de huit logis, tel qu'il apparaît dans le tableau suivant.

Tableau 2.2 Répartition des unités d'occupation résidentielles selon la structure de l'habitat

	2001				2008				2013			
	unifam.	2 à 8 log	> 8 log	total	unifam.	2 à 8 log	> 8 log	total	unifam.	2 à 8 log	> 8 log	Total
Montréal	156 171	430 644	270 563	857 376	158 432	407 683	259 992	826 108	161 927	416 055	265 732	843 714
Laval	79 393	31 719	24 235	135 347	82 887	33 115	25 302	141 303	86 047	34 377	26 266	146 690
Couronne nord	125 372	30 797	11 354	167 523	131 145	31 838	11 669	174 652	137 051	33 329	12 078	182 458
Longueuil	75 082	46 375	24 550	146 007	78 095	48 681	26 015	152 791	79 398	49 220	26 354	154 971
Couronne sud	116 553	19 498	4 428	140 479	126 296	21 339	4 623	152 258	131 129	22 193	4 763	158 085
Total	552 571	559 033	335 130	1 446 732	576 855	542 656	327 601	1 447 112	595 551	555 173	335 193	1 485 917

Ententes intermunicipales

On retrouve, sur le territoire de la CMM, plusieurs types d'ententes intermunicipales dans le domaine de la gestion des matières résiduelles. La nature de ces ententes se divise en trois types :

- regroupement de municipalités;
- délégation de compétence;
- contrats avec un organisme de service.

Le premier type d'entente consiste en un regroupement de municipalités qui mandatent, parmi elles, une municipalité pour négocier un contrat. À titre d'exemple, la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville a négocié, pour le compte d'une dizaine de municipalités, un contrat de collecte, de transport et d'élimination des déchets et de collecte des résidus domestiques dangereux (RDD).

Le deuxième type d'entente consiste en une délégation de compétence d'une municipalité à une MRC. À titre d'exemple, les MRC de Lajemmerais, de l'Assomption, de Roussillon, ont la responsabilité de planifier les activités relatives à la gestion des matières résiduelles (promotion des programmes de gestion des matières résiduelles, contrat de collecte, de transport et de traitement des ordures ménagères, des matières recyclables ou des RDD).

Le troisième type d'entente consiste en un regroupement de municipalités qui se substituent à un entrepreneur. Le cas de Récupération Inc et celui du Centre de TRI-CFER de Lachute illustrent bien ce type d'entente. Ainsi, les municipalités adhèrent à une corporation sans but lucratif de service au moyen d'une convention.

À noter que les ententes retrouvées sur le territoire de la CMM portent principalement sur les ordures ménagères, les matières recyclables et les RDD.



Tableau 2.3 Description des ententes intermunicipales conclues dans le domaine de la gestion des matières résiduelles

Entente	Responsable ou organisme délégué	Municipalités membres	Début	Note
Couronne Nord				
Délégation de compétence des parties à la MRC de L'Assomption en gestion des matières résiduelles	MRC L'Assomption	Charlemagne, L'Épiphanie (ville), L'Épiphanie (paroisse), L'Assomption, Repentigny/Le Gardeur, Saint-Sulpice	01-12-31	Renouvelable par période successive de 5 ans
Traitement des matières recyclables (adhésion à la Corporation régionale du centre de TRI-CFER de Lachute)	Corporation régionale du centre de TRI-CFER de Lachute	Deux-Montagnes, Oka, Pointe-Calumet, Ste-Marthe-sur-le-Lac, Saint-Eustache, Saint-Joseph-du-Lac, Saint-Placide, Blainville, Boisbriand, Bois-des-Filion, Lorraine, Rosemère, Ste-Anne-des-Plaines, Ste-Thérèse, Mascouche, Terrebonne.		La Régie Intermunicipale Argenteuil-Deux-Montagnes possède un statut de municipalité et est régie par le Code municipal du Québec. Elle peut, entre autre, conclure des ententes d'une durée supérieure à 5 ans
Entente créant la Régie intermunicipale Argenteuil/Deux-Montagnes	Régie Intermunicipale Argenteuil-Deux-Montagnes (RIADM)	Saint-Placide (Lachute, Brownsburg-Chatham) ¹	1990	
Entente pour la collecte, le transport et l'élimination des déchets au site de la RIADM de Lachute	Régie Intermunicipale Argenteuil-Deux-Montagnes (RIADM)	Boisbriand, St-Eustache, St-Placide	Variable selon les municipalités	
Gestion des déchets domestiques dangereux	Sainte-Marthe-sur-le-Lac	Ste-Marthe-sur-le-Lac, Pointe-Calumet, Saint-Joseph-du-Lac	Entente pour la journée du 13 octobre 2001	Entente verbale non renouvelée en 2002
Entente pour l'utilisation de la déchetterie de Rosemère	Ville de Rosemère	Lorraine	Annuel	
Couronne Sud				
Gestion des déchets domestiques dangereux, demande commune de soumission	Ville de Saint-Bruno-de-Montarville (pour 2001)	Beloeil, Mont-Saint-Hilaire, Otterburn Park, Saint-Basile-le-Grand, Saint-Bruno-de-Montarville, McMasterville, Saint-Mathieu-de-Beloeil, (Saint-Charles-sur-Richelieu, Saint-Antoine-sur-Richelieu, Saint-Marc-sur-Richelieu) ¹ .	1999	Entente d'une durée de 3 ans se terminant en 2001
Traitement des matières recyclables (adhésion à Récupération)	Récupération inc.	Beloeil, Chambly, Otterburn Park, McMasterville, Saint-Mathieu de Beloeil, (Saint-Charles-sur-Richelieu, Saint-Antoine-sur-Richelieu, Saint-Marc-sur-Richelieu, Saint-Denis-sur-Richelieu) ¹ .	Depuis 1989	Adhésion par résolution à titre de membre. Les opérations de collecte ont été transférées à la firme Services Matrec depuis le 1 ^{er} mai 2003.
Collecte, transport et élimination des déchets solides, demande commune de soumission	Ville de Saint-Bruno-de-Montarville (pour 2001)	Chambly, Otterburn Park, McMasterville, Saint-Mathieu de Beloeil, Saint-Bruno-de-Montarville, Saint-Jean-Baptiste, (Saint-Charles-sur-Richelieu, Saint-Denis-sur-Richelieu, Saint-Antoine-sur-Richelieu) ¹ .	1999	Demande commune de soumission
Gestion des déchets domestiques dangereux, demande commune de soumission	Ville de Saint-Bruno-de-Montarville (pour 2001)	Beloeil, Otterburn Park, McMasterville, Saint-Mathieu de Beloeil, Mont-St-Hilaire, St-Basile-le-Grand, Saint-Bruno-de-Montarville, (Saint-Charles-sur-Richelieu, Saint-Charles-sur-Richelieu, Saint-Antoine-sur-Richelieu) ¹ .	2001	Étant donné que la ville de Saint-Bruno-de-Montarville a été fusionnée avec Longueuil, la Ville de Beloeil a pris le relais en 2002

Entente	Responsable ou organisme délégué	Municipalités membres	Début	Note
Délégation de compétence des parties à la MRC de Lajemmerais en gestion des matières résiduelles	MRC Lajemmerais	Calixa-Lavallée, Contrecoeur, Saint-Amable, Sainte-Julie, Varennes, Verchères.	Depuis 1987	La MRC est responsable de l'ensemble des programmes de gestion des matières résiduelles
Délégation de compétence des parties, par règlement, à la MRC de Roussillon en gestion des ordures ménagères et de la collecte sélective des matières recyclables uniquement	MRC de Roussillon	Candiac, Châteauguay, Delson, La Prairie, Mercier, Saint-Constant, Sainte-Catherine, Saint-Isidore, Saint-Mathieu, Saint-Philippe. La Ville de Léry, qui était desservie par la Ville de Beauharnois, a intégré cette entente le 1 ^{er} janvier 2003.	Depuis le 9 décembre 1994	L'entente vise la gestion des ordures ménagères et des matières recyclables uniquement. La MRC de Roussillon s'occupe aussi de promouvoir des programmes de réduction à la source (herbicyclage, compostage domestique, etc.). Chaque municipalité est libre d'offrir d'autres programmes si elle le désire. Ces programmes sont à leurs propres frais.
Délégation de compétence des parties, par règlement, à la MRC de Vaudreuil-Soulanges pour la collecte des ordures ménagères	MRC de Vaudreuil-Soulanges	L'Île-Cadieux, L'Île-Perrot, Les Cèdres, Notre-Dame-de-L'Île-Perrot, Pincourt, Pointe-des-Cascades, Saint-Lazare, Vaudreuil-Dorion, (Rivière-Beaudette, Saint-Zotique, Les Coteaux, Saint-Clet, Saint-Polycarpe, Saint-Télesphore, Sainte-Marthe, Très-Saint-Rédempteur, Pointe-Fortune, Coteau-du-Lac) ¹ .	Formation de la MRC en 1982	Les municipalités d'Hudson, de Terrasse-Vaudreuil et de Vaudreuil-sur-le-Lac ne font pas parties du contrat régional de collecte des ordures ménagères.
Délégation de compétence des parties, par règlement, à la MRC de Vaudreuil-Soulanges pour la collecte sélective des matières recyclables et la collecte des RDD	MRC de Vaudreuil-Soulanges	Hudson, L'Île-Cadieux, L'Île-Perrot, Les Cèdres, Notre-Dame-de-L'Île-Perrot, Pincourt, Pointe-des-Cascades, Saint-Lazare, Terrasse-Vaudreuil, Vaudreuil-Dorion, Vaudreuil-sur-le-Lac, (Rivière-Beaudette, Saint-Zotique, Les Coteaux, Saint-Clet, Saint-Polycarpe, Saint-Télesphore, Sainte-Marthe, Très-Saint-Rédempteur, Pointe-Fortune, Coteau-du-Lac) ¹ .	Formation de la MRC en 1982	Les RDD sont récupérés à partir de quelques points de collecte qui desservent l'ensemble de la MRC.
Délégation de compétence des parties, par règlement, la MRC de Vaudreuil-Soulanges pour la collecte sélective des matières recyclables	MRC de Rouville	Richelieu, Saint-Mathias-sur-Richelieu	Formation de la MRC en 1982	Les RDD sont récupérés à partir de quelques points de collecte qui desservent l'ensemble de la MRC.

¹ Municipalités et villes situées hors du territoire de la CMM.



2.3 Recensement des organismes et entreprises

Le recensement des organismes et entreprises œuvrant dans le domaine de la gestion des matières résiduelles a été effectué en 2002 par la firme Chamard et Associés, sous mandat de la CMM. Les données ainsi collectées et compilées font partie du rapport du mandataire, lequel constitue un document de référence du présent PMGMR.

Les entreprises et organismes ont été regroupés en trois grandes catégories. Nous retrouvons d'abord les organismes publics ou parapublics :

- les organismes gouvernementaux et parapublics, incluant les Conseils régionaux en environnement;
- les organismes communautaires;
- les entreprises d'économie sociale;
- les commissions scolaires;
- les établissements scolaires;
- les autres ressources, s'il y a lieu;

puis les entreprises œuvrant dans le domaine de la gestion des matières résiduelles :

- les entreprises de collecte et de transport des matières résiduelles;
- les entreprises de mise en valeur des matières résiduelles;
- les entreprises d'élimination des matières résiduelles;
- les entreprises qui œuvrent dans le traitement spécifique des matières résiduelles;

et enfin les entreprises œuvrant dans le domaine de la gestion des boues municipales :

- les entreprises de collecte et de transport des boues;
- les entreprises de gestion des boues.

Le tableau suivant résume le nombre d'organismes et d'entreprises œuvrant dans chaque région de la CMM, catégorisés par type d'organisme et par type de matière traitée. Le lecteur intéressé par la méthodologie et les résultats détaillés est prié de se référer au rapport du consultant cité en référence.

Tableau 2.4 Recensement des entreprises et des organismes dans les différentes régions de la CMM

Nombre de ressources dans les diverses régions de la CMM en 2001	Montréal	Laval	Couronne nord	Longueuil	Couronne sud	Total
Organismes publics et parapublics	511	85	136	90	159	981
Entreprises / gestion des matières résiduelles	740	67	89	72	102	1070
Entreprises / gestion des boues	10	4	26	2	14	56
Total	1 261	156	251	164	275	2 107

Nombre d'organisations œuvrant avec divers types de matières en 2001	Montréal	Laval	Couronne nord	Longueuil	Couronne sud	Total
Fibres	26	1	0	0	6	33
Verre	2	1	0	1	1	5
Métaux	28	13	6	7	19	73
Plastiques	4	1	2	2	1	10
Fibres et PVM	8	1	2	0	2	13
Compostage	5	1	2	0	3	11
Bois	3	1	0	3	1	8
CRD et matériaux secs	15	2	7	6	17	47
Meubles et accessoires de maison	227	14	16	20	14	291
Textiles et accessoires vestimentaires	337	11	27	12	17	404
Disques et livres	97	2	5	4	2	110
Matériel informatique	38	2	0	3	2	45
Pneus	16	4	4	4	5	33
Services environnementaux	44	19	23	10	20	116
Récupération de piles	183	34	36	45	29	327
Récupération d'huiles, de peintures et autres RDD	15	4	11	5	16	51
Autres ressources	207	37	84	31	95	454
Total	1 255	148	225	153	250	2 031

La plupart des entreprises et organismes œuvrant dans le domaine de la gestion des matières résiduelles répertoriés possèdent une adresse civique sur le territoire de la CMM. Cependant, certains peuvent également œuvrer sur le territoire de la CMM sans y avoir une place d'affaires.

La majorité des entreprises ou organismes de mise en valeur des matières résiduelles sont des petites boutiques qui se consacrent au réemploi ainsi qu'à la vente de vêtements usagés et de divers objets ménagers usagés. On retrouve aussi un nombre important de ressources qui se consacrent à la récupération des piles usagées.

2.4 Inventaire des matières résiduelles produites en 2001

L'inventaire des matières résiduelles produites a été réalisé en partie par la firme Chamard et Associés en 2002, et en partie par la firme Dessau Soprin inc. en 2002 et 2003, sous mandat de la CMM. Les données ainsi collectées et compilées font partie des rapports des firmes, lesquels constituent des documents de référence du présent PMGMR. Par ailleurs, des données complémentaires à celles qui suivent apparaissent à l'annexe au chapitre 2.

Inventaire des matières résiduelles produites / secteur résidentiel

Le système de gestion actuellement en vigueur dans la CMM ne permet pas de déterminer avec précision les quantités de matières produites par chacune des municipalités. En effet, quelques municipalités ou regroupements municipaux possèdent des données plus ou moins précises résultant de pesées mais englobant souvent plusieurs municipalités, alors que d'autres procèdent par estimation pour connaître les quantités de matières résiduelles produites sur leur territoire. Même au niveau des infrastructures de gestion des matières résiduelles récupérées ou éliminées, rarement les données sont compilées par municipalité. Les données qui suivent ont été collectées auprès de municipalités ayant 98 % de la population totale de la CMM.

L'inventaire des matières résiduelles produites dans le secteur résidentiel, pour l'année de référence de 2001 est présenté au tableau suivant. Ces dernières sont présentées globalement et pour chacune des neuf catégories de matières identifiées dans la *Politique 1998-2008* (papiers, cartons, verres, métaux, plastiques, textiles, matières putrescibles, fibres sanitaires, autres résidus). À ces neuf catégories s'ajoutent celles des résidus domestiques dangereux (RDD) et des matières consignées (contenants d'aluminium, de verre, de plastique et pneus), ce qui fournit un inventaire complet de matières résiduelles produites par le secteur résidentiel.

Tableau 2.5 Matières résiduelles produites sur le territoire de la CMM / secteur résidentiel

Tonnages par région en 2001 (1000 t / an)	Emballages et imprimés					Matières putrescibles	Autres					Total
	Papier	Carton	Verre	Métaux	Plastiques		Textiles	Fibres sanitaires	Autres résidus	RDD	Matières consignées	
Montréal	147	40	31	20	50	299	14	37	42	4	27	726
Laval	43	10	13	5	11	43	4	10	7	1	5	151
Couronne nord	51	12	14	6	15	81	4	10	10	1	7	211
Longueuil	46	11	13	5	12	54	4	10	8	1	6	170
Couronne sud	43	10	12	5	13	70	3	9	9	1	6	181
Total	331	84	83	41	101	547	28	76	76	8	51	1 439

Sommairement, les résultats révèlent qu'il s'est produit, en 2001, environ 1,4 million de tonnes de matières résiduelles d'origine résidentielle sur le territoire de la CMM, dont 38 % sont des matières putrescibles et 44 % sont des emballages et des imprimés.

Inventaire des matières résiduelles produites / secteur institutionnel

Il est difficile de déterminer avec précision les quantités de matières résiduelles produites par les institutions et les commerces. En effet, lorsque les institutions et les commerces sont desservis par la collecte des ordures ménagères offertes par les municipalités, les données, si elles sont comptabilisées, ne permettent pas de distinguer l'apport des secteurs institutionnel et commercial de celui du secteur résidentiel, ni la composition des matières résiduelles produites. D'autre part, plusieurs municipalités n'offrent pas le service de collecte des ordures aux institutions et aux commerces localisés sur leur territoire. Ainsi, chaque établissement a la responsabilité de gérer les matières résiduelles qu'il produit. Dans ce cas, les données sur les quantités de matières résiduelles produites sont très rarement comptabilisées.

Cette problématique a ainsi occasionné des imprécisions dans l'inventaire des matières résiduelles produites par les institutions et les commerces localisés sur le territoire de la CMM. Néanmoins, un ordre de grandeur représentatif a été établi en dénombrant le nombre d'établissements du réseau de la santé, de l'éducation et du secteur des édifices publics et en estimant les quantités produites à partir de résultats empiriques issus de différentes études de caractérisation des matières résiduelles. Les quantités de matières résiduelles produites apparaissent dans le tableau suivant.

Tableau 2.6 Matières résiduelles produites sur le territoire de la CMM / secteur institutionnel

Tonnages par région (1000 t / an)	Matières résiduelles produites en 2001 par le secteur institutionnel			
	Santé	Éducation	Édifices publics	Total
Montréal	32	28	89	150
Laval	3	4	3	11
Couronne nord	2	5	0	7
Longueuil	4	4	3	11
Couronne sud	2	4	0	6
Total	43	46	95	184

Inventaire des matières résiduelles / secteur commercial

L'inventaire des matières résiduelles produites en 2001 par les activités commerciales couvre les principaux types d'établissements suivants : les centres commerciaux locaux et régionaux, les centres d'hébergement et les restaurants. L'inventaire présenté au tableau suivant permet de saisir les résultats pour chaque secteur de la CMM.

Tableau 2.7 Matières résiduelles produites sur le territoire de la CMM / secteur commercial

Tonnages par région (1000 t / an)	Matières résiduelles produites en 2001 par le secteur commercial			
	Hébergement	Centres commerciaux	Restaurants	Total
Montréal	1	13	373	387
Laval	0,04	3	72	74
Couronne nord	0,03	3	93	97
Longueuil	0,07	3	78	81
Couronne sud	0,03	3	81	84
Total	1	25	697	723



Inventaire des matières résiduelles / secteur industriel

Tout comme pour les autres secteurs, le système de gestion des matières résiduelles actuellement en vigueur au Québec ne permet pas de déterminer avec précision les quantités de matières résiduelles produites (ou même récupérées) par les industries. Au Québec, pour la majorité des municipalités, la gestion des matières résiduelles est de responsabilité privée. Ainsi, chaque entreprise a la responsabilité de gérer les matières résiduelles qu'elle produit. D'une part, les données, si elles sont disponibles spécifiquement, sont rarement comptabilisées par type de matières résiduelles. D'autre part, l'envergure et l'hétérogénéité du secteur industriel compliquent davantage la production d'un inventaire représentatif.

L'inventaire des matières résiduelles d'origine industrielle basé sur les données compilées et validées est issu d'une enquête postale effectuée durant l'été 2002 auprès de 10 500 entreprises industrielles et dont le taux de réponse a été d'environ 16 %. L'inventaire est présenté au tableau suivant.

Tableau 2.8 Matières résiduelles produites sur le territoire de la CMM / secteur industriel

Tonnages par région (1000 t / an)	Matières résiduelles produites en 2001 par le secteur industriel		
	Récupération	Élimination	Total
Montréal	392	408	800
Laval	75	78	153
Couronne nord	98	102	200
Longueuil	82	86	168
Couronne sud	85	89	174
Total	732	762	1 494

Inventaire des matières résiduelles / secteur de la construction, rénovation et démolition (CRD)

En ce qui a trait aux résidus de construction, de rénovation et de démolition, la majorité des municipalités ne comptabilise pas les quantités récupérées et éliminées sur leur territoire. Les informations ont ainsi été obtenues auprès des recycleurs et des exploitants d'installations d'élimination et de récupération de ces résidus. Il faut donc interpréter les résultats avec prudence puisqu'il est possible que la méthode privilégiée pour réaliser l'inventaire des quantités produites ait entraîné une sous-estimation des quantités réellement produites.

L'inventaire des matières résiduelles provenant du secteur de la construction et de la démolition produites en 2001 est présenté globalement dans le tableau suivant et pour chacune des neuf catégories de matières répertoriées.

Tableau 2.9 Matières résiduelles produites sur le territoire de la CMM / secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition

Tonnages par région (1000 t / an)	Matières résiduelles produites en 2001 par le secteur construction, rénovation et démolition									
	Brique, béton	Gypse	Bois	Bardeaux d'asphalte	Papier et carton	Métaux	Résidus domestiques dangereux	Éléments fins	Autres résidus	Total
Montréal	233	112	147	35	14	18	28	20	77	685
Laval	45	22	28	7	3	3	5	4	15	131
Couronne nord	58	28	37	9	4	5	7	5	19	171
Longueuil	49	24	31	7	3	4	6	4	16	144
Couronne sud	51	24	32	8	3	4	6	4	17	149
Total	435	210	275	65	27	33	53	37	145	1 279

Inventaire des matières résiduelles / secteur des boues municipales

Les boues municipales comprennent les boues des stations d'épuration des eaux usées, les boues des fosses septiques et les boues des procédés industriels. Chacun de ces types de boues est traité différemment. Ces différentes catégories imposent des limites particulières, notamment lorsqu'il s'agit de rendre compte des quantités produites. Le tableau suivant présente un bilan de la situation en ce qui a trait aux boues municipales produites, récupérées et éliminées en 2001. Les données ont été collectées auprès des 48 stations d'épuration des eaux usées exploitées sur le territoire métropolitain.

Tableau 2.10 Matières résiduelles produites sur le territoire de la CMM / secteur des boues municipales

Tonnages par région (1000 t / an)	Matières résiduelles produites en 2001 par le secteur des boues municipales		
	Valorisation	Élimination	Total
Montréal	5	143	148
Laval	8	15	23
Couronne nord	0	65	66
Longueuil	35	5	40
Couronne sud	52	137	189
Total	100	365	465

D'autres renseignements détaillés peuvent être consultés dans l'annexe au chapitre 2.



Inventaire total des matières résiduelles produites en 2001

L'ensemble des données précédentes est résumé dans le tableau suivant.

Tableau 2.11 Matières résiduelles produites sur le territoire de la CMM / tous les secteurs

Tonnages par région (1000 t / an)	Matières résiduelles produites en 2001 par tous les secteurs						
	résidentiel	boues	institutions	commerces	industries	CRD	total
Montréal	726	148	150	387	800	685	2 895
Laval	151	23	11	74	153	131	543
Couronne nord	211	66	7	97	200	171	751
Longueuil	170	40	11	81	168	144	613
Couronne sud	181	189	6	84	174	149	782
Total	1 439	465	184	723	1 494	1 280	5 585

Inventaire des matières résiduelles gérées par les municipalités en 2001

Les quantités de matières produites par le secteur résidentiel peuvent être différentes des quantités gérées par les municipalités, pour deux raisons :

- d'abord, les quantités produites par plusieurs PME sont assimilées à des déchets domestiques lorsqu'elles sont en petites quantités et sont alors collectées par les contrats municipaux de collecte plutôt que par des contrats privés comme pour les autres ICI;
- ensuite, certaines quantités produites par le secteur résidentiel mais à multi-logements peuvent dans certains cas être supérieures aux limites spécifiées dans les contrats municipaux de collecte aux résidences et sont alors gérées par des contrats de collecte privés et non par les contrats municipaux de collecte.

Le tableau suivant montre les quantités de matières gérées (par opposition à celles produites) par les municipalités de la CMM en 2001.

Tableau 2.12 Matières résiduelles gérées par les municipalités en 2001

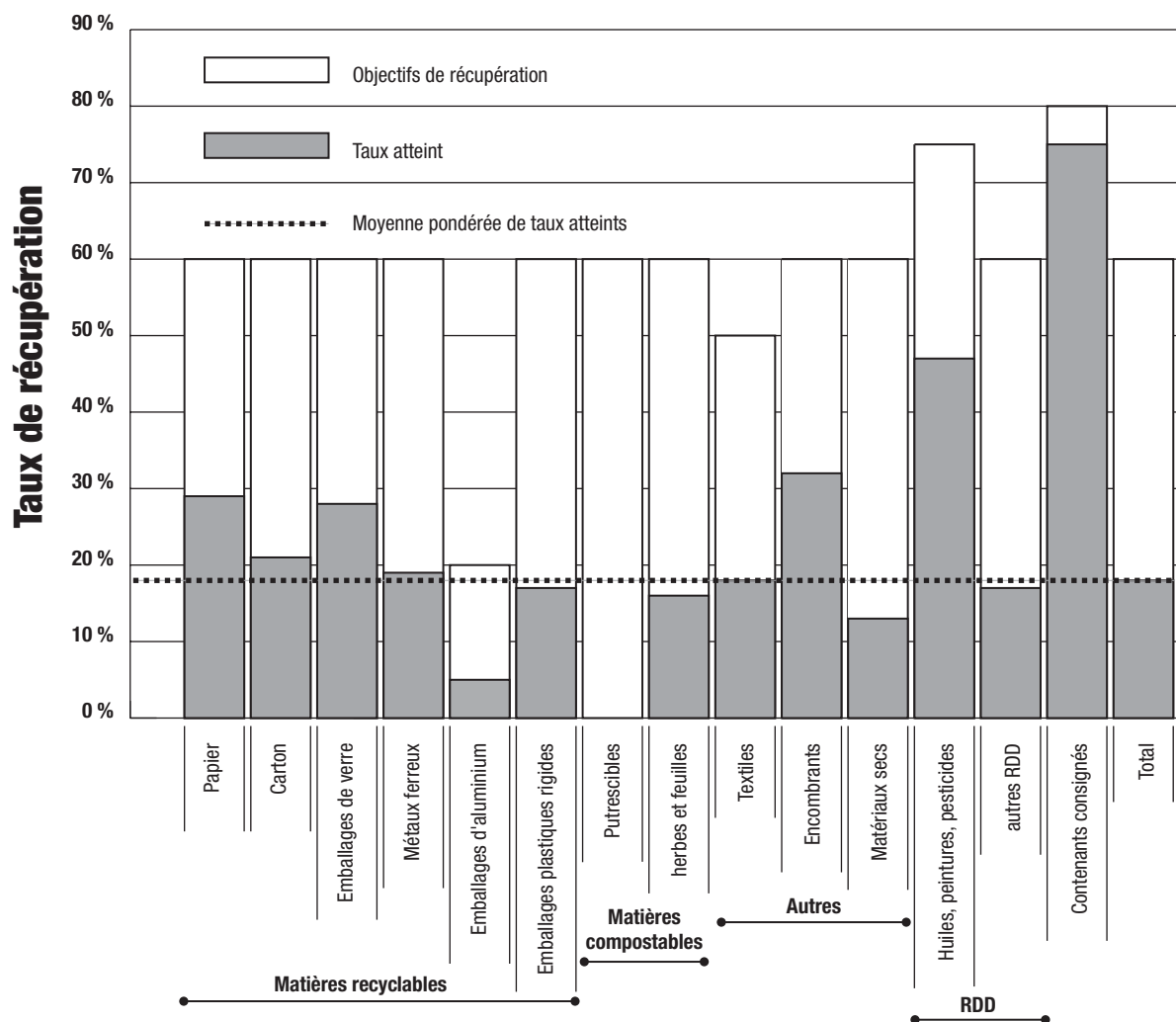
Matières résiduelles gérées par les organisations municipales en 2001 (1000 t / an)			
Types de matières résiduelles	Produites et gérées	Valorisées	Objectifs de la loi
Recyclables	680	170	410
Putrescibles	640	40	390
Encombrants	70	10	40
Textiles	40	10	20
RDD	7	2	4
Boues	240	-	-
Total	1 680	232	864

D'autres renseignements intéressants sur les méthodes de gestion de la collecte et du traitement des matières résiduelles par les organisations municipales sont regroupés dans l'annexe au chapitre 2.

Performance des municipalités en 2001 dans la valorisation des matières résiduelles et objectifs de la loi

Le taux global de récupération des matières résiduelles produites sur le territoire de la CMM a été de 17 % en 2001. Les objectifs de récupération de la loi pour l'année horizon, couramment résumés par le chiffre « 60 % » pour les municipalités, varient en fait par type de matières. La figure suivante illustre les taux de récupération atteints en 2001 sur le territoire de la CMM, ainsi que les objectifs, par type de matières.

Figure 2.1 Taux de récupération atteint par matière résiduelle



Projection des quantités de matières résiduelles à gérer à l'année horizon

Les quantités futures de matières résiduelles à gérer ont été établies pour le secteur municipal à l'aide des hypothèses suivantes :

- les projections démographiques établies par la CMM quant aux populations et aux nombres de ménages prévus;

- un taux unitaire de production de matières résiduelles par personne de 501 kg par an, tel qu'observé en 2001 dans le portrait de la situation;
- une croissance du taux unitaire de production de matières résiduelles par personne de 1,8 % par an; cette croissance correspond à l'augmentation de la production des matières résiduelles pour les municipalités de la région de Montréal constatée au cours des dix dernières années et est maintenue sur l'horizon du PMGMR;
- la composition des matières résiduelles produites est constante dans le temps et est décrite dans le tableau suivant;
- enfin, la situation des petits producteurs ICI, déjà desservis par la collecte municipale et déjà pris en compte dans les quantités de matières gérées par les autorités locales, est maintenue pour le futur : ces petits producteurs sont considérés comme des résidences pour les fins de projection des quantités produites par le secteur municipal.

Notons toutefois que les habitudes de consommation, les modifications dans les matériaux utilisés dans la fabrication des biens et des emballages et, enfin, les efforts de sensibilisation à la réduction et au réemploi pourraient entraîner des variations dans cette composition. À défaut de données tenant compte de ces paramètres, cette composition a dû être considérée constante dans le temps pour l'horizon du PMGMR.

Tableau 2.13 Composition des matières résiduelles, Montréal et hors Montréal

Matières récupérées	Composition après pondération			Potentiel de mise en valeur
	Hors Montréal	Montréal	Globale CMM	
Papier	22,3 %	23,1 %	22,7 %	100 %
Carton	5,6 %	6,0 %	5,8 %	100 %
Emballages de verre	6,1 %	6,2 %	6,2 %	100 %
Autres verres	0,4 %	0,5 %	0,4 %	non disp.
Métaux ferreux	1,9 %	1,8 %	1,9 %	100 %
Emballages d'aluminium	0,7 %	0,8 %	0,7 %	100 %
Autres métaux	0,8 %	0,6 %	0,7 %	non disp.
Emballages plastiques rigides	2,1 %	2,2 %	2,2 %	100 %
Autres plastiques	4,9 %	5,1 %	5,0 %	non disp.
Textiles ¹	2,3 %	2,4 %	2,4 %	100 %
Résidus alimentaires	18,2 %	20,0 %	19,1 %	100 %
Herbes et feuilles	21,6 %	16,9 %	19,2 %	100 %
Résidus encombrants ¹	3 %	4,5 %	4,0 %	100 %
Autres résidus, fibres sanitaires, matières composites et autres matières non valorisables	8,3 %	8,6 %	8,5 %	0 %
Huiles, peintures, pesticides	0,16 %	0,15 %	0,2 %	100 %
Autres RDD	0,23 %	0,23 %	0,2 %	100 %
Contenants consignés ¹	0,9 %	1,0 %	1,0 %	100 %
Total	100 %	100 %	100 %	85,1 %

Note 1 Incluent en partie des matières issues de filières autres que la collecte municipale résidentielle.

Le tableau suivant présente l'estimation des quantités de matières résiduelles produites pour les années 2001 et 2013 d'abord en fonction de la composition des matières résiduelles présentées au tableau précédent, puis par région de la CMM. Le tableau présente aussi les quantités valorisées en 2001 et le pourcentage de valorisation atteint, puis les objectifs de valorisation à l'année horizon et les tonnages à valoriser pour respecter les objectifs.

On peut constater que, de 2001 à 2013, l'effet combiné de l'augmentation de population, de l'activité économique et de la production unitaire de matières résiduelles fait passer la quantité totale de 1,68 Mt à 2,16 Mt, soit une augmentation de 2,4 % par an. On peut remarquer également que les tonnages à valoriser devront passer de 0,24 Mt à 1,01 Mt, ce qui donne la mesure des efforts à consacrer à la récupération pour atteindre les objectifs de la loi.

Tableau 2.14 Estimation des quantités de matières résiduelles produites par catégorie et par région de la CMM pour les années 2001 et 2013

Tonnages (1000 t / an)	Production CMM					
	2001			2013		
Par type de matières	produits	valorisés	% atteint	projetés	% objectif	à valoriser
Papier	382	108	28	493	60	296
Carton	98	20	21	126	60	76
Emballages de verre	101	28	27	134	60	80
Métaux ferreux	31	6	19	52	60	31
Emballages d'aluminium	11	1	7	4	60	3
Emballages plastiques rigides	35	6	16	47	60	28
Contenants consignés ¹	22	16	75	28	80	23
Sous-total matières recyclables	680	185	27	884	61	537
Résidus alimentaires	321	1	0.3	414	n.a.	n.a.
Herbes et feuilles	322	42 ²	13	416	n.a.	n.a.
Sous-total matières putrescibles	643	43	7	830	60	498
Huiles, peintures pesticides	3	1	46	3	75	2
Autres RDD	4	1	15	6	60	3
Sous-total RDD	7	2	28	9	67	6
Textiles et encombrants	40	7	17	48	50	24
Résidus encombrants	67	3	32	81	60	49
Autres résidus ³	245	0	0	317	0	0
Total	1 681	239	17	2 169	60	1 114
Par région						
Montréal	874			1123		
Laval	178			231		
Couronne nord	249			329		
Longueuil	198			247		
Couronne sud	183			239		
Total	1 681			2 169		

Non applicable (n.a.) L'objectif s'applique à l'ensemble des matières putrescibles.

1 : Données fournies par Recyc-Québec, les contenants consignés non récupérés sont inclus dans les matières produites des autres catégories de matières recyclables.

2 : Incluent les quantités de matières putrescibles valorisées sur place (réduction à la source) par compostage domestique et herbicyclage.

3 : Incluant les catégories non recyclables autres verres, autres métaux, autres plastiques et fibres sanitaires.



2.5 Lieux d'enfouissement sanitaire (LES)

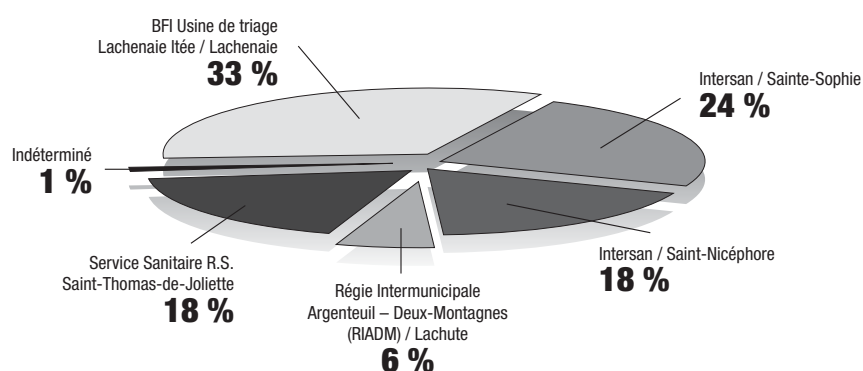
Les quantités de matières destinées à l'élimination par personne pour l'année 2001 sont présentées par organisation municipale à la figure 4-6 à l'annexe du chapitre 4. Ce service comprend généralement la collecte, le transport et l'élimination des matières, en passant dans certains cas par un centre de transfert. La collecte régulière est effectuée deux fois par semaine pour 55 % de la population et une fois par semaine pour 45 %. Près du tiers de ce dernier pourcentage a par contre deux collectes par semaine au cours de l'été.

Les organisations municipales font généralement appel à des entreprises privées pour exécuter la collecte régulière, à l'exception des arrondissements de l'ancienne ville de Montréal qui sont desservis à 50 % par les cols bleus de la Ville. Dans quatre cas, représentant plus de 600 000 tonnes de matières éliminées, des ententes directes avec le lieu d'élimination ont été conclues. Plus de 72 entreprises de collecte et de transport de matières résiduelles destinées à l'élimination offrent leur service sur le territoire de la CMM. Les conteneurs des cours de voirie peuvent être ramassés par des entrepreneurs particuliers ou par l'entrepreneur de la collecte régulière des ordures ménagères. Ces contrats sont généralement beaucoup plus simples et on ne se préoccupe pas de la destination de ces matières.

Cinq lieux d'enfouissement sanitaire reçoivent les matières résiduelles destinées à l'élimination provenant du territoire de la CMM, selon la répartition illustrée à la figure suivante. Lorsque les conteneurs des cours de voirie ne contiennent que des matériaux secs, leur contenu est dirigé vers les DMS du territoire.

Les durées restantes des contrats en vigueur de collecte régulière des ordures ménagères varient de quelques mois à plusieurs années. Plusieurs ont des clauses de renouvellement leur permettant une prolongation jusqu'à une durée totale de cinq ans et un contrat exceptionnel d'une durée de 20 ans dans l'arrondissement de Brossard viendra à échéance en 2011.

Figure 2.2 Répartition des matières éliminées selon le lieu d'élimination (2001)



2.6 Recensement des installations de traitement des matières résiduelles

Le territoire de la CMM compte vingt-trois infrastructures de mise en valeur des matières résiduelles, quinze infrastructures d'élimination des matières résiduelles et deux incinérateurs (traitement spécifique).

Les infrastructures de mise en valeur ont permis de traiter près de 300 000 tonnes de matières résiduelles en 2001. La capacité maximale des infrastructures de mise en valeur n'est pas atteinte. Les données détaillées peuvent être consultées à l'annexe au chapitre 2 ainsi que dans le rapport exécuté par la firme Chamard et Associés, cité comme document de référence en appui au présent PMGMR.

2.7 Contrats municipaux de collecte des ordures ménagères

À l'heure actuelle, la majorité des autorités locales du territoire de la CMM a octroyé des contrats de services à des entreprises privées pour l'organisation de leurs collectes d'ordures ménagères, de matières recyclables, de résidus verts, de RDD et autres matières résiduelles. En règle générale, la durée des contrats de collecte des ordures ménagères et des matières recyclables varie de un an accompagné d'une année d'option, à trois ans ou cinq ans fermes. Pour ce qui est des autres collectes, notamment pour les RDD, la durée est généralement d'une année (principalement pour l'organisation d'une ou de plusieurs journées de collecte annuelle).

Les contrats d'importance étant ceux de la collecte, du transport et de l'élimination des ordures ménagères, ainsi que ceux de la collecte sélective des matières recyclables, le tableau suivant a été préparé afin d'illustrer leurs échéances dans le temps, accompagnées du nombre d'unités d'occupation affectées.

Tableau 2.15 Échéances des contrats de gestion des matières résiduelles

Année de fin de contrat	Ordures ménagères			Matières recyclables		
	Nombre de contrats	Répartition du nombre de contrats	Nombre d'u.o. totales*	Nombre de contrats	Répartition du nombre de contrats	Nombre d'u.o. totales*
2001	1	1 %	1 %	0	0 %	0 %
2002	7	7 %	4 %	9	9 %	5 %
2003	28	27 %	46 %	15	14 %	10 %
2004	31	30 %	16 %	45	43 %	21 %
2005	21	20 %	16 %	8	8 %	13 %
2006	4	4 %	11 %	6	6 %	14 %
2007	5	5 %	7 %	9	9 %	4 %
2008	1	1 %	0,1 %	11	10 %	34 %
2011	1	1 %	2 %	1	1 %	2 %
n.d.	6	6 %	n.d.	1	1 %	n.d.
Total	105	100 %	n.a.	105	100 %	n.a.

Non disponible (n.d.)

Non applicable (n.a.) L'objectif s'applique à l'ensemble des matières résiduelles

* Nombre d'unités d'occupation totales, pour l'année en cours, affectées par la fin des contrats de service.

On remarque que près de 80 % des contrats de collecte des ordures ménagères en vigueur viendront à échéance entre 2003 et 2005, avec 46 % des unités d'occupation du territoire venant à échéance en 2003 seulement. Cette échéance se produisant avant l'adoption prévue du PMGMR, il est donc possible que les autorités locales concernées octroient des contrats de cinq ans, soit la limite de temps légale des contrats en vertu de l'article 52 de la loi 90, ce qui amènerait leur nouvelle échéance en 2008 et leur futur renouvellement en 2009. Pour les fins du présent PMGMR, ceci pourrait affecter de façon substantielle la mise en œuvre de certaines nouvelles mesures de récupération puisque la CMM a choisi d'attendre l'expiration des contrats existants avant de les implanter.

Pour ce qui est des contrats de la collecte des matières recyclables, près de 60 % d'entre eux touchant près de 30 % des unités d'occupation du territoire tomberont à échéance entre 2003 et 2004.



2.8 Coûts directs et financement de la gestion municipale des matières résiduelles en 2001

La gestion municipale des matières résiduelles, sur le territoire de la CMM, a coûté un peu plus de 137 millions de dollars en 2001. Le tableau suivant résume les coûts de la gestion des matières résiduelles par type de services pour l'ensemble de la CMM⁵.

Tableau 2.16 Coûts de la gestion des matières résiduelles sur le territoire de la CMM (2001)

		Coût total	Coût unitaire moyen	
		millions \$	\$/tonne	\$/u.o.
Élimination	Collecte régulière	92,9 \$	66 \$	67 \$
	Conteneurs municipaux	8,4 \$		
Valorisation	Matières recyclables	27,3 \$	141 \$	20 \$
	Matières putrescibles	2,5\$	40 \$	n.a.
	Résidus domestiques dangereux	2,2 \$	1 165 \$	n.a.
	Textiles, encombrants et autres	0,8\$	n.a.	n.a.
Autres coûts	Communication et sensibilisation	3,3 \$	n.a.	2,38
Total :		137,5\$	83 \$	100 \$

Non applicable (n.a.) L'objectif s'applique à l'ensemble des matières résiduelles

Seules quelques municipalités disposent de données spécifiques sur les coûts associés à la gestion des matières putrescibles. Selon les informations disponibles et représentatives à ce sujet, les coûts associés à la collecte, au transport et au compostage des résidus verts, du printemps à l'automne, représentent un ajout aux coûts annuels de gestion des matières résiduelles qui se situe entre 5 et 25 \$ par unité d'occupation desservie. Ce coût additionnel est principalement attribuable à l'ajout d'une collecte hebdomadaire durant environ 30 semaines et représente les frais de collecte et de transport. Les coûts de compostage sont comparables à ceux de l'enfouissement sur le territoire de la CMM pour l'année 2001. Les seules données disponibles sur la collecte de l'ensemble des matières putrescibles (3 voies) sont celles de la Ville de Laval. Ces données indiquent qu'en plus des coûts associés à la collecte hebdomadaire additionnelle, il faut compter les coûts supplémentaires pour la fourniture de bacs roulants de ces matières putrescibles durant toute l'année et les frais de sensibilisation des citoyens desservis.

Les coûts unitaires par organisation municipale sont présentés à l'annexe du chapitre 4 aux figures 4-7 à 4-12 par type de collecte, lorsque applicable. Il est intéressant de noter que les coûts les plus élevés ne sont pas là où les services sont le plus diversifiés et là où les taux de récupération sont élevés.

Le financement de la gestion des matières résiduelles prend généralement trois formes; la taxe foncière générale, la taxe distincte ou la tarification à l'acte, au volume ou au poids. La dernière forme est assez rare mais certains dépôts municipaux chargent des frais pour certains résidus. Il n'y a aucune organisation municipale sur le territoire de la CMM qui utilise la tarification à l'acte proprement dite pour financer la gestion des matières résiduelles. Toutefois, sauf sur le territoire de la Ville de Montréal, exception faite de quelques arrondissements, l'utilisation d'une taxe distincte semble être la tendance. Néanmoins, le montant de la taxe distincte représente rarement le coût réel de la gestion des matières résiduelles.

5 Il présente également les coûts unitaires moyens. Il importe de noter que ces coûts ne comprennent pas les coûts administratifs ou de gestion des organisations municipales, tels que les frais liés à la surveillance et à la gestion des contrats et aux personnels, ceux-ci étant souvent difficiles à identifier de façon spécifique et précise. Compte tenu du fait que les dépenses liées aux investissements ou à l'implantation d'infrastructures ne sont pas comptabilisées avec les frais municipaux d'opération, elles ne sont pas incluses. De plus, les coûts de communication peuvent être incomplets puisque beaucoup de municipalités ne comptabilisent pas ces dépenses de façon distincte par service ou secteur d'activité.

2.9 Réglementation municipale des matières résiduelles en 2001

L'ensemble des municipalités possède des règlements relativement à la gestion des matières résiduelles.

La réglementation municipale adoptée par les municipalités, les arrondissements ou les MRC de la CMM, relativement à la gestion des matières résiduelles a pour objet la collecte des matières résiduelles destinées à l'élimination, la collecte des matières recyclables, la collecte des résidus verts, le compostage, les encombrants et les résidus domestiques dangereux. Dans la plupart des cas, on identifie les types de matières soit par une définition claire, soit par des exclusions.

Les paramètres les plus réglementés sont le type de contenant prescrit, le nombre de contenants permis, qui peut être différent s'il s'agit d'une résidence ou d'une ICI, la limite permise de volume ou de poids ainsi que l'exclusion des résidus domestiques dangereux et des résidus de type CRD, de la collecte régulière.

Par ailleurs, aucune organisation municipale du territoire de la CMM n'a de politique d'achat ou de politique d'émission de permis de construction et de démolition qui contiennent des clauses favorisant l'achat de produits et de services qui respectent certaines conditions environnementales, ou qui favorisent la récupération des matières.

2.10 Outils et moyens de communication

La gestion des matières résiduelles nécessite des efforts constants de communication des municipalités auprès des résidents. Qu'il s'agisse d'implanter de nouveaux services, de modifier les horaires de collecte, de publiciser des collectes particulières, de faire connaître certaines infrastructures de traitement ou d'informer sur les manières adéquates de réduire à la source et de disposer des matières résiduelles, les municipalités ont instauré depuis plusieurs années différents moyens de communication.

Les municipalités utilisent des outils différents selon les messages à véhiculer, la composition de la population, la densité de la population sur le territoire, le degré de modification comportementale souhaitée, etc. On peut aisément identifier les principaux :

- bulletins municipaux;
- publicité dans les hebdomadaires locaux;
- sites Internet;
- accroche-porte ou cartons d'information;
- dépliants de sensibilisation;
- information personnalisée aux points de services municipaux (hôtel de ville, bureau de quartier ou d'arrondissement, Éco-quartier, déchetterie, éco-centre, centre d'expertise, etc.);
- affiches;
- brigades (employés municipaux, étudiants, bénévoles, etc.);
- lignes téléphoniques d'information (personnalisée ou automatisée);
- information inscrite sur les outils de collecte (sacs imprimés, bacs de recyclage, etc.);
- rencontres collectives (soirées d'information, journées portes ouvertes, etc.);
- outils multilingues adaptés à la diversité de la population.



Chapitre 3

Mesures retenues par la CMM dans le plan métropolitain de gestion des matières résiduelles (PMGMR)

Pour atteindre les objectifs fixés par la loi, dans son plan métropolitain de gestion des matières résiduelles, la CMM adopte toute une série de mesures devant être mises en place progressivement. Les mesures du plan sont fondées sur le tri à la source des matières résiduelles et impliquent d'abord une mise à niveau de la collecte sélective sur l'ensemble du territoire et, par la suite, l'implantation graduelle de la collecte à trois voies des matières recyclables. Les mesures retenues dans le PMGMR sont inspirées des constats suivants :

- les expériences passées de tri en usine des matières résiduelles en vrac dans certaines municipalités nord-américaines et européennes n'ont pas donné les résultats escomptés (principalement en terme de qualité des matières à valoriser);
- la collecte sélective est le moyen privilégié de récupérer les résidus de consommation d'origine domestique dans la plupart des pays industrialisés; elle est largement pratiquée, dans plusieurs pays européens, avec un financement entier ou partiel des entreprises, en respect du principe de la responsabilité élargie des producteurs;
- depuis plusieurs années, la population du Québec a déjà consenti des efforts importants en terme de collecte sélective des matières recyclables;
- plusieurs études démontrent que les avantages économiques et écologiques sont liés à l'efficacité de l'organisation des activités de recyclage; or, la collecte sélective représente le système le plus efficace, le plus économique et le plus souple pour détourner un maximum de matières résiduelles de l'élimination;
- la collecte sélective est considérée comme un système de participation équitable pour l'ensemble des citoyens, alors que l'élimination de la collecte sélective des matières recyclables serait perçue par la population comme un recul environnemental.

C'est pour ces principales raisons que les mesures présentées dans ce chapitre sont basées sur le tri à la source et que les autres approches de récupération et de valorisation, sans tri à la source, n'ont pas été retenues. Pour la CMM, les programmes de réemploi, de récupération et de valorisation sont ainsi plus en mesure d'atteindre les résultats escomptés avec ce choix du tri à la source.

Les études produites dans le cadre de l'élaboration du PMGMR ont permis à la CMM de bien comprendre les multiples avantages et inconvénients de toutes les autres solutions et technologies existantes pour atteindre les objectifs fixés par la loi. C'est notamment le cas des différentes variantes de collectes, de la fréquence de ces collectes, des difficultés particulières selon les types de matières à récupérer, dont les matières recyclables, les matières putrescibles (résidus verts et alimentaires), les résidus domestiques dangereux (RDD), les textiles et les encombrants, tout comme c'est le cas des différentes méthodes et outils utilisés. L'analyse des « avantages et inconvénients » des autres solutions possibles a été publiée sous forme d'annexe au présent document⁶.

Ce chapitre comprend aussi les quantités et les taux de récupération anticipés à la suite de la mise en place des principales mesures du PMGMR. Les quantités et les taux anticipés sont introduits immédiatement à la suite de la présentation des différentes mesures applicables, entre autres, aux matières recyclables, aux matières putrescibles, aux résidus domestiques dangereux, ainsi qu'aux textiles et encombrants. Les tableaux indiquent que les mesures proposées permettent d'atteindre les objectifs de récupération et de valorisation des matières résiduelles fixés par la loi.

6 Document annexe au chapitre 3 du PMGMR, Avantages et inconvénients de diverses mesures de gestion des matières résiduelles, CMM, 2003

3.1 Réduction à la source et réemploi

Puisqu'une tonne de matières résiduelles non produite et non collectée n'a pas à être gérée ni ne coûte rien, le PMGMR vise à mettre en place et développer, le plus tôt possible, les moyens permettant de réduire les matières résiduelles produites. La réduction à la source et le réemploi concernent les mesures intervenant lors de la production des matières résiduelles ou lors de l'achat des produits de consommation ou de services. Ces mesures visent essentiellement des changements dans les habitudes de consommation des citoyens, des services municipaux et de tous les types de consommateurs. Ces changements peuvent être incités par les moyens suivants :

- l'adoption de politiques environnementales comprenant des politiques d'achats, d'octroi de contrats, d'émission de permis de construction, de rénovation ou de démolition respectueuses de l'environnement;
- des campagnes continues de sensibilisation et d'information comprenant, entre autres, la production de guides de gestion des matières résiduelles et plus particulièrement de guides de réduction à la source;
- des interventions gouvernementales auprès des producteurs et des distributeurs afin que des modifications soient apportées dans la fabrication des biens de consommation.

Les deux premiers moyens sont à la portée de la CMM et des autorités locales. Dès maintenant, les méthodes de travail, les procédures d'achats, les critères d'octroi de contrats et d'émission de permis peuvent être analysés afin d'y intégrer une approche plus respectueuse de l'environnement et des moyens pour réduire la quantité et la toxicité des matières résiduelles produites.

Les autorités locales et régionales du territoire de la CMM s'impliquent déjà dans des campagnes de sensibilisation et d'information, mais ces campagnes ne sont pas soutenues et de nombreux citoyens n'ont pas toujours facilement accès à l'information nécessaire pour participer aux programmes de réduction à la source et au réemploi. Le concept de réduction à la source est plus abstrait et, par le fait même, est moins facile à intégrer dans les pratiques de consommation. Pourtant, des contributions simples et accessibles aux citoyens comme l'herbicyclage, jumelées à une campagne de sensibilisation et d'information appropriée, donnent des résultats convaincants.

En ce qui a trait au troisième moyen, la CMM incite le gouvernement provincial à exercer le pouvoir qu'il possède pour réduire ou interdire l'utilisation de certaines matières dans la fabrication de contenants, de produits ou d'emballage, pour interdire l'élimination de matières à fort potentiel de valorisation et pour mettre en place la responsabilisation élargie des producteurs de biens pour inclure l'ensemble du cycle de vie de ces biens, « du berceau au tombeau », c'est-à-dire de la production des biens à leur mise en marché et à leur élimination après usage.

Modèle de politiques d'achat et d'octroi de contrats

La CMM adopte pour elle-même et incite les autorités locales à se doter d'une politique environnementale régissant les procédures d'exécution des opérations régulières ainsi que la rédaction des devis pour l'obtention de biens et de services.

Une telle politique environnementale trace les grands axes d'action pour les prochaines années, indique les engagements en matière de gestion de l'environnement et donne priorité à la mise en place de saines pratiques de gestion adaptées au milieu local et pouvant assurer la protection de l'environnement et favoriser le développement durable.



Une politique environnementale comprend la mise en œuvre de politiques d'achat et d'octroi de contrats de façon à :

- offrir, en ce qui concerne les activités régionales ou locales, des services qui minimisent les risques possibles pour l'environnement et pour la communauté (ex. : fourniture de poubelles lors de rassemblements publics);
- promouvoir l'amélioration continue de la performance environnementale en regard du milieu biophysique et de la santé humaine, et ce, dans le respect des lois, des règlements et des objectifs gouvernementaux;
- rechercher continuellement des moyens de réduire, de réutiliser ou de recycler/valoriser les matières résiduelles générées et de les éliminer de manière sûre et responsable;
- collaborer avec les autorités gouvernementales et les autorités locales à la recherche de solutions environnementales spécifiques aux services offerts à la population.

Cette politique environnementale doit régir le processus d'adoption de politiques d'achat et d'octroi de contrats pour l'ensemble des autorités locales du territoire de la CMM, en veillant à ce que certains éléments soient inclus :

- les matières recyclables : incitation des employés municipaux à réutiliser les matières recyclables (ex. utiliser le deuxième côté des papiers désuets comme papier brouillon), à éviter la consommation de matières difficiles à recycler (ex. : bannissement des verres de styromousse) et à réduire la consommation d'emballages (ex. : utilisation de grands formats de produits);
- les matières putrescibles : achat d'équipements facilitant la pratique de l'herbicyclage et achat de substrats horticoles incorporant l'utilisation de compost;
- les matériaux secs : rédaction de devis et octroi de contrats imposant l'utilisation de matériaux secs recyclés (granulats de vieux pavages et bétons, briques, etc.) et favorisant la déconstruction sélective pour récupérer ces types de matériaux;
- les biens divers : achat de biens durables et réutilisables, de produits recyclés, de produits fabriqués à partir de matières recyclées et de produits en vrac ou en grands formats;
- l'établissement d'une liste des principaux produits et services utilisés régulièrement par la CMM et les autorités locales afin de préciser les premières cibles, de respecter les pratiques actuelles déjà compatibles avec les objectifs visés par ces politiques d'achat et pouvant servir de modèle ou d'exemple;
- l'identification des produits recyclés et des équipements spécifiques disponibles sur le marché;
- la consultation des politiques d'achat et d'octroi de contrats déjà adoptées ailleurs;
- la préparation d'un modèle de politique « type » d'achat et d'octroi de contrats et sa diffusion auprès des autorités locales;
- la mise en place d'un mécanisme de suivi et de rétroaction permettant d'adapter et d'ajuster les nouvelles politiques.

Campagne continue de sensibilisation et d'information

Pour favoriser la réduction à la source et le réemploi, la CMM préparera divers outils types de sensibilisation et d'information, en collaboration avec les autorités locales. Elle préparera aussi un bottin électronique des ressources métropolitaines et réalisera enfin différentes campagnes de sensibilisation pour inciter les citoyens à la réduction à la source et au réemploi.

Les autorités locales pourront utiliser ces divers outils comme point de départ pour la réalisation de leurs propres campagnes locales de sensibilisation et d'information.



Le tableau suivant présente le sommaire des mesures de réduction à la source et de réemploi.

Tableau 3.1 Sommaire des mesures de réduction à la source et de réemploi

Description	CMM	Autorités locales
Politiques d'achat et d'octroi de contrats	<ul style="list-style-type: none"> Horizon : à partir de 2006 Modèles de politiques pour les autorités locales visant les biens divers et les matières résiduelles 	<ul style="list-style-type: none"> Horizon : à partir de 2006 Préparation des politiques locales visant les biens divers et les matières résiduelles
Politiques pour l'émission des permis de construction, rénovation et démolition	<ul style="list-style-type: none"> Horizon : 2006 Modèles de politiques pour les autorités locales visant le recyclage de matériaux secs 	<ul style="list-style-type: none"> Horizon : 2007 Préparation des politiques locales de permis de construction, rénovation et démolition; Diffusion des politiques des permis visant le recyclage de matériaux secs
Campagnes de sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> Horizon : annuel Campagne annuelle de sensibilisation et d'information pour inciter les citoyens et les employés municipaux à la réduction et au réemploi Préparation de divers outils pour les autorités locales Préparation d'un bottin électronique des ressources métropolitaines 	<ul style="list-style-type: none"> Horizon : annuel Campagne annuelle de sensibilisation et d'information plus ciblée et adaptée au contexte local pour inciter les citoyens et les employés municipaux à la réduction et au réemploi; Diffusion du bottin des ressources métropolitaines

3.2 Récupération et valorisation des matières recyclables

La collecte sélective porte-à-porte des matières recyclables est déjà acceptée par la population et est assez répandue sur le territoire de la CMM, mais 16 % des unités d'occupation ne sont toujours pas desservies⁷. L'atteinte de l'objectif de 60 % de récupération et de valorisation des matières recyclables requiert d'abord et avant tout que toutes les résidences du territoire soient desservies par un service performant de collecte sélective porte-à-porte.

Il est donc crucial de faire la mise à niveau de ce service, dès le 1^{er} janvier 2006, pour tous les citoyens du secteur résidentiel de huit logements et moins sur l'ensemble du territoire de la CMM, là où c'est possible sans bris des contrats en vigueur.

Mise à niveau de la collecte sélective porte-à-porte

La mise à niveau de la collecte sélective porte-à-porte aura pour effet de faire passer le rendement unitaire moyen de récupération des matières recyclables de 131 kg/u.o. (unité d'occupation) en 2001, à environ 370 kg/u.o. en 2007, et ce, sur l'ensemble du territoire. Ce rendement est réaliste, considérant le rendement maximum observé au Québec de 475 kg/u.o. avec l'utilisation de bacs roulants.

Cette mise à niveau consiste à étendre le service offert à toutes les unités d'occupation résidentielle par la voie de contrats de collecte devant être conclus par les autorités locales, lesquelles doivent aussi effectuer une relance systématique auprès de leurs citoyens et dans plusieurs cas procéder à une distribution de nouveaux contenants de récupération. La collecte par apport volontaire peut être conservée pour ces matières au gré des autorités locales, mais seulement en complément à la collecte porte-à-porte.

⁷ La municipalité d'Oka et la Ville de Mirabel, ainsi que l'arrondissement de Montréal-Nord, offrent seulement des dépôts volontaires. Des dépôts volontaires sont également installés dans plusieurs arrondissements de la Ville de Montréal ainsi qu'à Laval et à Terrebonne pour compenser le manque de collecte sélective porte-à-porte dans certains secteurs ou dans les tours d'habitation de plus de 6, 7 ou 9 étages, selon le territoire concerné. (CMM, Portrait sommaire de la situation 2001, DSI, page 4)



La mise à niveau de la collecte sélective porte-à-porte par les autorités locales consiste à offrir le service de récupération des matières recyclables à l'ensemble des unités d'occupation des secteurs résidentiels de leurs territoires respectifs, au plus tard le 1er janvier 2006. Cette mise à niveau de la collecte sélective nécessitera :

- la mise en place des moyens nécessaires pour offrir la collecte sélective à tous les citoyens, et particulièrement aux immeubles multifamiliaux (multi-logements), en collaboration avec les propriétaires;
- la détermination du type de contenants préconisés (petits bacs, bacs roulants, sacs);
- la détermination de la fréquence de collecte (1 fois par semaine ou 1 fois par deux semaines);
- la détermination de la méthode de collecte (pêle-mêle ou fibres séparées des contenants);
- la remise de bacs et de sacs de récupération à tous les citoyens qui en font la demande;
- l'amélioration de la collecte des matières recyclables mises au rebut dans le cadre des activités municipales (édifices publics appartenant aux autorités locales);
- la modification des documents d'appel d'offres pour le service de collecte, le transport, le tri et la mise en marché des matières recyclables.

De plus, la mise à niveau de la collecte sélective des matières recyclables nécessite l'ajout d'un petit bac de récupération pour les unités d'occupation déjà desservies par ce type de contenant, parce que la faible contenance d'un seul petit bac cause le plafonnement déjà observé des quantités récupérées. Ainsi, deux petits bacs seront nécessaires pour atteindre les objectifs gouvernementaux de récupération des matières recyclables.

Dans le cas des résidences multifamiliales ayant plus de 9 logements, le PMGMR propose l'utilisation d'un sac de récupération réutilisable par unité d'occupation et d'un bac roulant par quatre unités d'occupation.

Achat et distribution des bacs et des sacs réutilisables de récupération

Afin d'inciter tous les citoyens à participer à la collecte sélective porte-à-porte des matières recyclables, le PMGMR propose que les autorités locales fournissent les équipements nécessaires à cette fin, tels les bacs roulants ou non, les sacs réutilisables ou non. Ces équipements pourront être distribués aux citoyens lors de la mise à niveau de la collecte sélective ou lors du remplacement des vieux contenants de récupération.

L'achat et la distribution des contenants pour collecte sélective nécessiteront :

- la détermination du type et du nombre de contenants requis (bac de 64 litres ou bacs roulants de 240 ou 360 litres);
- l'adoption du budget nécessaire à la réalisation de cette mesure;
- la préparation des devis et l'octroi de contrats mettant ces mesures en application;
- la distribution des bacs par la municipalité, par un groupe communautaire, par une entreprise d'économie sociale ou par une entreprise privée;
- la distribution des sacs de récupération pour les locataires d'immeubles locatifs.

Afin de favoriser les économies d'échelle, les autorités locales sont encouragées à procéder à des achats regroupés des équipements de récupération.

Apport volontaire dans les éco-parcs

L'apport volontaire des matières recyclables dans les éco-parcs est une mesure complémentaire à la collecte à partir des points de vente. Il permet d'offrir un service continu et accessible en tout temps, particulièrement dans le cas des citoyens qui ont raté une collecte municipale ou qui ont un surplus ponctuel à l'occasion d'un déménagement ou d'une rénovation.

L'apport volontaire dans les éco-parcs implique :

- l'aménagement d'aires de récupération des matières recyclables sur les sites des éco-parcs (bacs roulants, cloches de récupération, îlots de récupération, bennes « Roll-on Roll-off »);
- la modification des documents contractuels de collecte pour y incorporer la collecte des matières recyclables accumulées dans les éco-parcs.

Campagnes continues d'information sur la collecte sélective des matières recyclables

La CMM mettra sur pied un programme de sensibilisation des citoyens à la récupération et la valorisation des matières recyclables. Les autorités locales doivent aussi mettre de telles campagnes continues sur pied, notamment pour la sensibilisation et l'information auprès des nouvelles unités d'occupation qui seront desservies par la mise à niveau.

Le tableau suivant présente le sommaire des mesures de récupération et de valorisation des matières recyclables.

Tableau 3.2 Sommaire des mesures de récupération et de valorisation des matières recyclables

Description	CMM	Autorités locales
Mise à niveau de la collecte sélective porte-à-porte	<ul style="list-style-type: none">• Non applicable	<ul style="list-style-type: none">• Le 1^{er} janvier 2006• Tous les citoyens doivent être desservis• Modalités de collecte au libre choix des autorités locales.
Achat et distribution des bacs et sacs de récupération	<ul style="list-style-type: none">• Non applicable	<ul style="list-style-type: none">• Horizon : annuel• Applicable aux « nouvelles » unités d'occupation à desservir et le remplacement annuel des bacs et sacs après leur durée de vie
Campagnes de sensibilisation	<ul style="list-style-type: none">• Horizon : annuel• Campagne annuelle métropolitaine pour inciter les citoyens à la collecte sélective porte-à-porte et à utiliser les éco-parcs	<ul style="list-style-type: none">• Horizon : 2006 et annuel pour les nouvelles unités d'occupation à desservir les années subséquentes• Campagnes annuelles ciblées et adaptées aux contextes locaux pour inciter les citoyens à participer à la collecte sélective
Apport volontaire dans les éco-parcs	<ul style="list-style-type: none">• Non applicable	<ul style="list-style-type: none">• Horizon : 2006• Permettre l'accès aux citoyens à des bacs de récupération aux éco-parcs



Quantités et taux de récupération anticipés des matières recyclables

Les quantités de matières recyclables à gérer par la collecte sélective ont été établies sur la base des hypothèses suivantes :

- les quantités de matières récupérées suivent l'évolution des taux de récupération anticipés, calculés à partir du taux de récupération de 27 % observé en 2001 et de l'objectif de 60 % visé lors de l'année horizon;
- le taux de refus moyen des matières récupérées dans les centres de tri est de 6,6 %.

Pour l'année de référence 2001, l'étude de l'état de situation a révélé l'atteinte d'un taux de récupération des matières recyclables de 27 % sur le territoire de la CMM. Le taux de récupération a ensuite été haussé graduellement pour atteindre les objectifs gouvernementaux en 2013.

Tableau 3.3 Évolution anticipée du taux de récupération et des quantités de matières résiduelles récupérées

	Taux de récupération (%)								
	2001	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Total matières recyclables récupérées	27 %	32 %	36 %	40 %	44 %	49 %	53 %	57 %	61 %
Papier	28 %	32 %	36 %	40 %	44 %	48 %	52 %	56 %	60 %
Carton	21 %	26 %	31 %	36 %	41 %	45 %	50 %	55 %	60 %
Verre	27 %	31 %	35 %	39 %	43 %	48 %	52 %	56 %	60 %
Plastique	15 %	21 %	27 %	32 %	38 %	43 %	49 %	54 %	60 %
Métaux	15 %	21 %	27 %	32 %	38 %	43 %	49 %	54 %	60 %
Contenants consignés	75 %	76 %	77 %	77 %	78 %	78 %	79 %	79 %	80 %
Matières recyclables éliminées	73 %	68 %	64 %	60 %	56 %	51 %	47 %	43 %	39 %

	Quantité (en milliers de tonnes)								
	2001	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Total matières recyclables récupérées	185	230	274	317	361	405	449	492	536
Papier	108	132	155	179	202	226	249	273	296
Carton	20	27	34	41	48	55	62	69	76
Verre	28	34	41	47	54	60	67	73	80
Plastique	6	8	11	14	17	19	22	25	28
Métaux	7	10	13	17	20	24	27	31	34
Contenants consignés	16	18	19	19	20	21	22	22	23
Matières recyclables éliminées	495	496	474	452	430	408	386	364	342

3.3 Récupération et valorisation des matières putrescibles

En ce qui a trait aux matières putrescibles, les expériences de plusieurs municipalités démontrent qu'il est plus simple et efficace d'offrir en premier lieu une collecte de résidus verts (feuilles, branches et résidus de jardin) à l'échelle municipale et, par la suite, d'offrir un service de collecte pour l'ensemble des matières putrescibles, en y ajoutant les résidus de table. L'annonce préalable de l'implantation d'un service de collecte des matières putrescibles et des tonnages prévus aura comme conséquence l'arrivée et l'implantation de technologies de valorisation de ces matières (principalement par compostage, mais aussi par digestion anaérobie et par d'autres modes de valorisation).

Puisque la collecte à trois voies avec récupération séparée des résidus de table n'est pas éprouvée en Amérique du Nord dans les habitations multi-logements à plus de huit logements par immeuble, un projet-pilote métropolitain sera nécessaire pour en évaluer la faisabilité et pour préciser les modalités d'application appropriées à ce type d'immeuble résidentiel. L'implantation généralisée de la collecte des matières putrescibles dans les immeubles de neuf logements et plus n'est donc pas prévue dans le présent PMGMR.

La mise en place progressive de la collecte porte-à-porte des résidus de jardin, à compter du 1^{er} janvier 2006 et des résidus de table à compter du 1^{er} janvier 2007, favorisera globalement l'implantation graduelle, à partir de 2006, de nouvelles installations de compostage et un changement de comportement à court terme de la population à l'égard des résidus verts. La transition sera ainsi plus facile vers le tri à la source et la collecte sélective des résidus de table, qui présentent comparativement plus de difficultés. Ce calendrier d'implantation donne également le temps aux autorités locales de préciser les modalités les plus appropriées aux contextes locaux pour la collecte des résidus de table et de favoriser, s'il y a lieu, l'implantation de solutions régionales concertées à cet égard, tant au niveau des modalités de collecte que des centres de valorisation.

La mesure générale retenue pour favoriser l'atteinte des objectifs gouvernementaux de valorisation des matières putrescibles est la collecte sélective porte-à-porte :

- des résidus verts d'avril à novembre, à compter de 2006;
- de l'ensemble des matières putrescibles, soit les résidus verts et les résidus de table, dans le cadre de la collecte à trois voies dans les immeubles d'habitation résidentielle de huit logements et moins, à partir du 1^{er} janvier 2007 ou, selon le cas, à l'échéance des contrats actuels de gestion des déchets ultimes.

Mise en service de la collecte sélective porte-à-porte des résidus verts

Les autorités locales doivent mettre en place, en 2006, une collecte sélective porte-à-porte des résidus verts d'avril à novembre, pour toutes les unités d'occupation desservies par la collecte municipale des ordures, selon les modalités suivantes :

- détermination, en 2005, des modalités de collecte les plus appropriées à leur localité : fréquences de collecte selon la période de l'année, le type d'habitation, les contenants permis ou le mode de disposition à la rue (branches en fagots par exemple), les matières acceptées et refusées, etc.;
- lancement d'appels d'offres selon les clauses harmonisées;
- mise en place des mesures de contrôle visant à faire respecter les contrats et la réglementation applicable, à vérifier les quantités récupérées et effectivement valorisées par un suivi auprès des responsables concernés.



En déterminant les modalités de collecte, les autorités locales pourront ajuster les fréquences de collecte afin de les adapter au contexte d'urbanisation qui leur sont propres (zones rurales, zones urbaines).

Mise en service de la collecte sélective porte-à-porte des matières putrescibles

Pour obtenir les rendements élevés de mise en valeur des matières putrescibles demandés dans le PMGMR, les autorités locales doivent implanter une collecte sélective porte-à-porte de l'ensemble des matières putrescibles (collecte à trois voies) dans les habitations de huit logements et moins, durant toute l'année, à compter du 1^{er} janvier 2007 ou à l'expiration des contrats de collecte d'ordures existants si elle survient après.

La collecte porte-à-porte de matières putrescibles dans les multi-logements de 9 logements et plus n'est pas demandée dans le présent PMGMR; la CMM réalisera pour ce type d'habitation un projet-pilote de collecte à trois voies permettant de statuer sur les modalités de collecte à appliquer dans ce cas.

Les autorités locales pourront choisir l'intégration de l'ensemble des matières putrescibles dans une même collecte sélective, utilisant, pour ce faire, un contenant suffisamment grand pour les récupérer ensemble, comme le bac roulant de 240 ou 360 litres. Ce type de bac a été retenu comme hypothèse aux fins d'estimation des coûts de mise en œuvre du PMGMR. L'estimation des coûts prend aussi pour hypothèse que des collectes spéciales additionnelles (en moyenne huit) seront offertes à quelques reprises durant l'année, au printemps, à l'automne et en janvier pour récupérer les quantités excédentaires au bac roulant, soit les feuilles et le gazon, les branches et les arbres de Noël.

Le rendement unitaire moyen de récupération des résidus verts (avant l'implantation de la collecte à trois voies) peut varier considérablement d'une autorité locale à l'autre en raison des caractéristiques d'aménagement (densité d'arbres mature, superficies en pelouses, etc.) très variables d'une localité à l'autre. Il en est de même pour la collecte de l'ensemble des matières putrescibles, si la collecte des résidus verts et des résidus de table est combinée comme dans une collecte mécanisée des matières en vrac par bac roulant de 240 ou 360 litres.

La mise en service de la collecte à trois voies devrait faire passer le rendement unitaire moyen de récupération des matières putrescibles de 33 kg/u.o. en 2001 à environ 351 kg/u.o. à l'année horizon pour l'ensemble de la CMM. Ce rendement est possible, compte tenu du rendement maximum déjà observé de 400 kg/u.o. avec l'utilisation de bacs roulants et du taux actuel de production per capita de matières résiduelles.

Achat et distribution des bacs roulants aérés de 240 ou 360 litres

Les autorités locales doivent prévoir l'achat et la distribution aux citoyens des contenants nécessaires à la collecte sélective des matières putrescibles. Dans l'hypothèse où le type de contenant retenu est le bac aéré de 240 ou 360 litres, les autorités locales sont encouragées à favoriser les économies d'échelle par un achat regroupé de ces contenants.

Apport volontaire dans les éco-parcs

L'apport volontaire des matières putrescibles dans les éco-parcs permettra d'offrir un service complémentaire mais essentiel aux citoyens durant les périodes de pointes de production, soit à la suite d'un émondage d'arbres ou à toute autre situation favorable à ce type de récupération.

L'apport volontaire dans les éco-parcs implique :

- l'installation de conteneurs de récupération et d'une petite déchiqueteuse sur place pour broyer les branches acheminées en vrac à l'éco-parc;
- la modification des devis pour la collecte par les entrepreneurs des matières putrescibles déposées dans les éco-parcs.

Campagnes continues d'information sur la collecte sélective des matières putrescibles

La CMM mettra sur pied différentes campagnes de sensibilisation pour inciter les citoyens à la récupération et à la valorisation des matières putrescibles.

Les autorités locales doivent emboîter le pas et effectuer des campagnes continues de sensibilisation et d'information lors des deux premières années de mise en service de cette collecte sélective.

Réalisation d'un projet-pilote de collecte à trois voies dans les immeubles multi-logements de plus de neuf logements

La collecte sélective des matières putrescibles dans le cadre d'une collecte à trois voies présente des difficultés particulières dans les édifices d'habitations multiples en raison de contraintes d'espace, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, pour l'entreposage temporaire des contenants de matières putrescibles en attendant la collecte municipale. La collecte des matières putrescibles dans les habitations de type multifamilial n'est pratiquement pas développée en Amérique du Nord. Des systèmes de récupération sont en application dans des tours d'habitation dans quelques pays européens, d'autres sont à l'étape d'étude ou de développement dans quelques régions au Canada. Dans les municipalités où la collecte sélective des matières putrescibles a été implantée à grande échelle, ce sont essentiellement des habitations de six logements et moins qui sont desservies.

Il est donc prématuré d'implanter, dès maintenant, la collecte à trois voies dans les tours d'habitation à cause des inconnues importantes quant au succès des méthodes. La CMM prévoit donc réaliser un projet-pilote afin de déterminer comment ce type de collecte peut être implanté avec succès dans ce type d'habitation. Le projet a pour objectif de :

- faire le point sur l'état de développement des modes de gestion ailleurs en Amérique du Nord et en Europe;
- documenter les modalités possibles d'implantation de la collecte à trois voies dans les habitations de neuf logements et plus;
- définir les secteurs à l'étude et identifier des immeubles typiques et représentatifs de ces catégories d'habitations multiples pour lesquelles des contraintes majeures d'implantation de la collecte à trois voies existent;
- identifier et expérimenter les approches de collecte les plus prometteuses dans ces habitations ciblées;
- fixer les paramètres à adopter par la CMM pour l'implantation de la collecte sélective dans les tours d'habitation.



La CMM prévoit réaliser le projet-pilote selon les modalités suivantes :

- mise en place d'un comité consultatif formé de représentants municipaux et de propriétaires d'immeubles à logements multiples pour l'identification des modes de gestion applicables pour la récupération des matières putrescibles dans ces habitations (2005);
- identification des secteurs visés par le projet-pilote (2005);
- préparation d'un devis d'appel d'offres pour le projet-pilote (2005);
- réalisation du projet-pilote de collecte à trois voies dans les multi-logements (2006);
- révision du PMGMR selon les conclusions du projet-pilote retenues par la CMM (2007);
- directives aux autorités locales en vue de la collecte sélective dans les immeubles à logements multiples (à compter du 1^{er} janvier 2008).

Le tableau suivant présente le sommaire des mesures de récupération et de valorisation des matières putrescibles.

Tableau 3.4 Sommaire des mesures de récupération et de valorisation des matières putrescibles

Description	CMM	Autorités locales
Mise en service de la collecte sélective porte-à-porte des résidus verts	<ul style="list-style-type: none"> • Non applicable 	<ul style="list-style-type: none"> • Horizon : 2006 • Tous les citoyens doivent être desservis
Mise en service de la collecte sélective porte-à-porte des matières putrescibles	<ul style="list-style-type: none"> • Non applicable 	<ul style="list-style-type: none"> • Horizon : à partir du 1^{er} janvier 2007 et après l'échéance des contrats actuels • Tous les citoyens du secteur résidentiel doivent être desservis par une collecte hebdomadaire, sauf pour les multi-logements de plus de huit logements • Collectes complémentaires pour les feuilles, les branches et autres résidus verts d'ici 2006 • Remplacer une collecte d'ordures par une collecte des matières putrescibles
Achat et distribution des bacs et sacs de récupération	<ul style="list-style-type: none"> • Non applicable 	<ul style="list-style-type: none"> • Horizon : dès la mise en service de la collecte des matières putrescibles et annuel par la suite pour le remplacement des bacs après leur durée de vie
Apport volontaire dans les éco-parcs	<ul style="list-style-type: none"> • Non applicable 	<ul style="list-style-type: none"> • Horizon : 2006 • Permettre la récupération des résidus verts aux éco-parcs
Campagnes de sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> • Horizon : annuel • Campagne annuelle métropolitaine pour inciter les citoyens à la collecte sélective porte-à-porte et à utiliser les éco-parcs 	<ul style="list-style-type: none"> • Horizon : 2006 pour la collecte des résidus verts • Horizon : les deux premières années de mise en service de la collecte des matières putrescibles • Inciter les citoyens et employés municipaux à l'herbicyclage • Inciter les citoyens au compostage domestique
Projet-pilote de collecte à trois voies dans les multi-logements	<ul style="list-style-type: none"> • Horizon : 2006 • Permettre de statuer sur la collecte à trois voies dans les multi-logements • Identifier les meilleures modalités possibles d'implantation • Identifier et expérimenter les approches de collecte les plus prometteuses dans ces habitations ciblées 	Non applicable

Quantités et taux de récupération des matières putrescibles

Les quantités de matières putrescibles à gérer ont été prévues sur la base des effets attendus de la mise en application du PMGMR :

- une diminution graduelle, dès 2006, des quantités de matières putrescibles mises à la rue est souhaitée et, principalement, attribuée à la pratique de l'herbicyclage qu'adopteront de plus en plus de citoyens au fil des années; jusqu'à 15 % des quantités de résidus verts produits seront gérées sur place en 2013, essentiellement du gazon coupé laissé au sol, mais également des matières valorisées sur place par le compostage résidentiel;
- une augmentation rapide des taux de récupération au cours des cinq premières années de la mise en place des nouveaux services, jusqu'à l'atteinte en 2013, de 80 % de récupération des résidus verts produits ne pouvant être laissés au sol et, globalement, 60% de récupération et de valorisation de l'ensemble des matières putrescibles en 2013;
- les immeubles de neuf logements et plus ne contribuent pas à l'atteinte des objectifs du PMGMR pour les matières putrescibles et ne sont pas considérés comme des unités d'occupation desservies par la collecte à trois voies;
- les habitations de type unifamilial produisent typiquement plus de résidus verts que les unités d'occupation de type multi-logements, et contribuent davantage à l'atteinte des objectifs de récupération des matières putrescibles; les calculs ont pris en compte un taux plus élevé de récupération dans ces secteurs;
- un taux de refus de 5 % des matières reçues aux centres de compostage.

Le tableau suivant présente les quantités de matières putrescibles et les proportions de résidus verts et de résidus de table qui pourront être récupérés et valorisés par la mise en place des nouveaux services de collecte auprès des citoyens. Ces chiffres constituent donc les besoins de la CMM en infrastructures de compostage et de valorisation.

Tableau 3.5 Quantités de matières putrescibles récupérées et valorisées, et taux de récupération

	Taux de récupération (%)								
	2001	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Taux de récupération total	7 %	7 %	10 %	14 %	24 %	32 %	49 %	52 %	60 %
Réduction à la source	2 %	2 %	2 %	5 %	8 %	10 %	11 %	12 %	15 %
Herbe et feuilles	13 %	12 %	18 %	24 %	38 %	52 %	66 %	71 %	76 %
Résidus alimentaires	0 %	0 %	0 %	0 %	4 %	8 %	29 %	30 %	40 %
Matières putrescibles éliminées	93 %	93 %	90 %	86 %	76 %	68 %	51 %	48 %	40 %

	Quantités récupérées (1000 tonnes)								
	2001	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Tonnage total récupéré	43	46	70	100	173	243	378	409	498
Réduction à la source	5	6	7	18	29	38	42	47	62
Herbe et feuilles	42	40	62	81	128	177	227	245	269
Résidus alimentaires	1	1	1	1	15	29	109	117	167
Matières putrescibles éliminées	600	641	632	617	560	506	387	372	332



3.4 Récupération et valorisation des résidus domestiques dangereux (RDD)

Certains résidus domestiques, tels les huiles usées, certaines peintures et solvants, les pesticides et les piles ont un caractère de dangerosité et il faut donc impérativement les détourner de l'élimination et les valoriser lorsque cela est possible.

Le gouvernement prévoit adopter des règlements obligeant les entreprises qui fabriquent et mettent en marché des produits ayant un caractère de dangerosité à les récupérer et à les traiter. Pour s'acquitter de cette obligation, les entreprises pourront mettre en place un système de récupération approprié sur une base individuelle ou déléguer cette responsabilité à un organisme les représentant, agréé par le ministre de l'Environnement.

La CMM entérine les objectifs de cette démarche, appuie et incite le gouvernement à mettre rapidement en application les principes mis de l'avant dans la loi visant la responsabilisation totale de l'industrie productrice, du producteur-payeur et de l'internalisation des coûts totaux dans le prix de vente des produits. La CMM et les autorités locales n'ont pas juridiction pour agir dans ce domaine et sont incapables d'améliorer leur gestion des RDD, dont le coût unitaire est considérablement élevé.

D'ici l'entrée en vigueur des règlements gouvernementaux, la CMM encourage les citoyens à donner priorité au retour des RDD à leurs points de vente respectifs dans le but de sensibiliser davantage les distributeurs de ces produits à leur responsabilité environnementale dans la mise en marché de ces produits dangereux après usage.

En deuxième priorité, la CMM demande aux citoyens de ne pas jeter les RDD avec les ordures, mais de les apporter dans les dépôts permanents de leurs localités.

La CMM prévoit l'ouverture à des heures convenables de tous les dépôts permanents à partir du 1^{er} janvier 2007. Par la suite, les autorités locales pourraient choisir de discontinuer les collectes itinérantes ou annuelles actuelles. Le rendement de ce processus sera mesuré et, s'il est insuffisant, il pourra donner lieu à une révision éventuelle des prescriptions du PMGMR pour demander, entre autres, aux autorités locales d'offrir un service complémentaire à la collecte par apport volontaire, d'augmenter les heures d'ouverture des dépôts permanents, d'ajouter des dépôts permanents ou d'organiser des journées de collectes spéciales de RDD.

À l'année horizon, le rendement moyen prévu est d'environ 4 kg/u.o. pour toute la CMM.

Apport volontaire dans les dépôts permanents

Les autorités locales doivent planifier l'aménagement d'un dépôt permanent dans leur municipalité, arrondissement ou secteur administratif de façon à offrir un service continu et accessible à des heures convenables de réception des RDD aux citoyens et, si elles le désirent, des petites ICI. Les éléments suivants doivent être pris en compte dans la planification :

- la localisation : l'implantation d'un dépôt permanent à même un éco-parc est avantageuse parce que les citoyens peuvent alors apporter leurs RDD et leurs autres matières recyclables à un même endroit;
- les heures d'ouverture : le succès de l'utilisation d'un dépôt permanent par les citoyens dépend très fortement des heures d'ouverture, qui doivent être convenables pour eux;
- l'accessibilité au secteur ICI : les autorités locales peuvent choisir de rendre leur dépôt permanent disponible pour recevoir les RDD provenant des petites et moyennes ICI, contre paiement d'un tarif approprié qu'elles doivent alors fixer de manière à ce que cette gestion supplémentaire n'alourdisse pas la charge financière imposée à la taxation foncière;
- la préparation des documents d'appels d'offres pour la collecte et le traitement des RDD, incorporant les clauses types préparées par la CMM.

Campagnes continues de sensibilisation et d'information

La CMM sensibilisera la population à la nécessité de disposer des RDD d'une manière adéquate, en accord avec les grands principes environnementaux.

Les autorités locales devront diffuser régulièrement de l'information sur les procédures et les moyens en vigueur dans leurs localités pour la valorisation et l'élimination des RDD.

Le tableau suivant présente le sommaire des mesures de récupération et de valorisation des RDD.

Tableau 3.6 Sommaire des mesures de récupération et de valorisation visant les RDD

Description	CMM	Autorités locales
Apport volontaire dans les dépôts permanents	<ul style="list-style-type: none">• Non applicable	<ul style="list-style-type: none">• À compter du 1^{er} janvier 2007• Aménagement des dépôts permanents• Déterminer : localisation, heures d'ouverture, accessibilité au secteur ICI• Préparation des appels d'offres de collecte et traitement des RDD selon le devis type de la CMM
Campagnes de sensibilisation	<ul style="list-style-type: none">• Horizon : annuel• Campagne annuelle métropolitaine pour inciter les citoyens à l'utilisation des points de vente et à utiliser les dépôts permanents	<ul style="list-style-type: none">• Horizon : 2006• Inciter les citoyens à l'utilisation des points de vente et des dépôts permanents



Quantités et taux de récupération anticipés des RDD

L'estimation des quantités de RDD récupérés a été établie sur la base des hypothèses suivantes :

- la quantité de RDD récupérés suit l'évolution des taux de récupération anticipés, interpolés à partir du taux de récupération observé en 2001 et des taux fixés dans le PMGMR à l'année horizon, soit 75 % pour les peintures, les huiles, les pesticides et 60 % pour les autres RDD;
- la composition des résidus domestiques dangereux est établie sur la base de la quantité de RDD récupérés par les collectes itinérantes de la RIGDIM® en 2000; cette composition est illustrée dans la figure suivante.

Figure 3.1 Composition des résidus domestiques dangereux

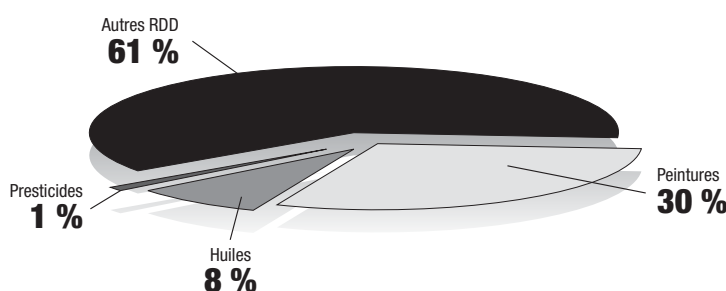


Tableau 3.7 Évolution anticipée des taux de récupération et des quantités des RDD récupérés

	Taux de récupération (%)								
	2001	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Taux de récupération total	28 %	33 %	44 %	47 %	50 %	52 %	56 %	59 %	66 %
Huiles usées	28 %	29 %	51 %	54 %	57 %	60 %	65 %	67 %	76 %
Peintures	27 %	30 %	50 %	55 %	57 %	60 %	65 %	67 %	75 %
Pesticides	24 %	33 %	55 %	53 %	52 %	61 %	60 %	69 %	74 %
Autres résidus domestiques dangereux	26 %	34 %	40 %	44 %	45 %	47 %	50 %	53 %	60 %
RDD éliminés	72 %	67 %	56 %	53 %	50 %	48 %	44 %	41 %	34 %

	Quantité (tonnes)								
	2001	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Tonnage récupéré total	1 800	2 300	3 100	3 400	3 700	3 900	4 300	4 600	5 500
Huiles usées	150	170	300	330	350	380	420	440	530
Peintures	530	630	1 070	1 210	1 280	1 370	1 520	1 600	1 900
Pesticides	20	30	50	50	50	60	60	70	80
Autres résidus domestiques dangereux	1 000	1 400	1 700	1 900	2 000	2 100	2 300	2 500	3 000
RDD éliminés	4 700	4 600	4 000	3 800	3 700	3 600	3 400	3 200	2 800

3.5 Récupération et valorisation des textiles et encombrants

La CMM prévoit une mesure complémentaire à la gestion des textiles et des encombrants par les entreprises d'économie sociale, soit l'apport volontaire dans des éco-parcs.

Cette mesure demande aux autorités locales de mettre en place tous les éco-parcs requis et de les rendre opérationnels au 1^{er} janvier 2007. Par la suite, les collectes actuelles d'objets encombrants pourront être maintenues ou discontinuées au gré des autorités locales.

Les résidus de travaux de construction, de rénovation et de démolition domiciliaire font partie des encombrants. Les citoyens qui ne peuvent disposer de ces résidus autrement pourront les apporter aux éco-parcs, selon les modalités financières fixées par les autorités locales.

À l'année horizon, le rendement moyen prévu des éco-parcs est d'environ 53 kg/u.o. pour l'ensemble de la CMM.

Apport volontaire dans les éco-parcs

La réception des textiles et des encombrants apportés par les citoyens dans les éco-parcs doit prendre en compte les éléments suivants :

- l'implantation d'infrastructures d'entreposage adéquates pour la récupération des textiles et des objets encombrants par l'utilisation de conteneurs (pour brique, granulats, béton, bois, gypse, résidus verts), de cloches pour les textiles, d'un abri temporaire ou de bennes fermées pour les matelas, les meubles rembourrés et les électroménagers en bon état ou en attente d'enlèvement des CFC, de bacs roulants pour les matières recyclables, etc.;
- la décision locale en ce qui a trait à la réception ou non d'autres matières que les textiles et les encombrants, tels les résidus verts, les matières recyclables et les matières éventuellement visées par les filières de traitement actuellement planifiées par Recyc-Québec;
- la décision locale concernant la réception ou non des matières provenant des petites ICI, et établissement du tarif approprié, le cas échéant;
- l'implantation des éco-parcs à des endroits faciles d'accès pour les citoyens et implantation d'une signalisation routière appropriée;
- la planification des heures d'ouverture à des moments convenables pour encourager l'utilisation par les citoyens;
- la planification d'un lieu de diffusion d'information, de sensibilisation et d'éducation du public sur les saines pratiques de gestion des matières recyclables, compostables et des RDD;
- la révision des documents d'appels d'offres pour les entrepreneurs de collecte et de valorisation des textiles et des encombrants.

Les autorités locales peuvent, à leur gré, décider d'offrir le service de cloches de récupération des textiles partout sur leur territoire, en complément des éco-parcs.



Achats et distribution de sacs de récupération uniservices pour les textiles

Afin que tous les citoyens puissent participer à la collecte des textiles, il est nécessaire que les autorités locales fournissent les équipements nécessaires pour récupérer les textiles ou pour faciliter la collecte par apport volontaire aux éco-parcs ou aux organismes actuels dans ce domaine. Les autorités locales doivent planifier l'achat et la distribution des sacs uniservices en prenant les éléments suivants en compte :

- l'estimation du nombre de sacs requis et l'adoption du budget approprié;
- la préparation des devis et l'octroi de contrats d'approvisionnement;
- la distribution des sacs par la municipalité, par des groupes communautaires, par une entreprise d'économie sociale ou par une entreprise privée.

Campagnes continues de sensibilisation et d'information

La CMM a la responsabilité de sensibiliser la population à la nécessité de recycler et de valoriser les textiles et les encombrants.

Les autorités locales devront diffuser régulièrement de l'information sur les procédures et les moyens en vigueur dans leurs localités pour la récupération et la valorisation de ces matières.

Le tableau suivant présente le sommaire des mesures de récupération et de valorisation des textiles et des encombrants.

Tableau 3.8 Sommaire des mesures de récupération et de valorisation des textiles et des encombrants

Description	CMM	Autorités locales
Achat et distribution de sacs de récupération pour le textile	<ul style="list-style-type: none">• Non applicable	<ul style="list-style-type: none">• Horizon : 2007 après la mise en service des éco-parcs et annuel par la suite pour le remplacement des sacs
Apport volontaire dans les éco-parcs	<ul style="list-style-type: none">• Non applicable	<ul style="list-style-type: none">• À compter du 1^{er} janvier 2007• Aménagement des éco-parcs• Déterminer : matières permises, localisation, heures d'ouverture, accessibilité au secteur ICI, services offerts, etc.• Préparation des appels d'offres de collecte et valorisation des matières selon le devis type de la CMM
Campagnes de sensibilisation	<ul style="list-style-type: none">• Horizon : annuel• Campagne annuelle métropolitaine pour inciter les citoyens à l'utilisation des points de vente et des dépôts permanents	<ul style="list-style-type: none">• Horizon : annuel• Inciter les citoyens à l'utilisation des organismes existants et des éco-parcs

Quantités et taux de récupération anticipés des textiles et des encombrants

La récupération des encombrants comprend notamment les meubles, les appareils électroménagers et les résidus de construction, de rénovation et de démolition d'origine résidentielle. L'estimation de la quantité future de textiles et d'encombrants récupérés a été effectuée sur la base des hypothèses suivantes :

- le taux de récupération utilisé est interpolé entre le taux observé en 2001 (17 % et 15 % respectivement) et du taux objectif à l'année horizon (60 %), tout en maintenant constant le taux de 2001 jusqu'à l'année d'implantation du service de récupération;
- la caractérisation utilisée pour établir les fractions parmi les autres matières est celle établie dans l'étude de Chamard- CRIQ-Roche.

Le tableau suivant présente l'évolution anticipée des taux de récupération et des quantités de textiles et des encombrants récupérés.

Tableau 3.9 Évolution anticipée des taux de récupération et des quantités de textiles et des encombrants récupérés

	Taux de récupération (%)								
	2001	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Taux de récupération total	15 %	26 %	30 %	34 %	38 %	40 %	43 %	47 %	56 %
Textiles et accessoires vestimentaires	17 %	25 %	30 %	32 %	35 %	37 %	40 %	42 %	50 %
Résidus encombrants	15 %	26 %	31 %	35 %	40 %	42 %	45 %	50 %	60 %
Matières éliminées	85 %	74 %	70 %	66 %	62 %	60 %	57 %	53 %	44 %

	Quantités (en milliers de tonnes)								
	2001	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Tonnage récupéré total	16	29	65	41	47	50	55	61	77
Textiles et accessoires vestimentaires	7	11	13	14	16	17	19	20	26
Résidus encombrants	10	19	23	27	31	33	36	41	52
Matières éliminées	91	85	81	79	76	75	72	69	60

3.6 Élimination des déchets ultimes

Lorsque la collecte à trois voies sera implantée, la CMM autorisera la réduction de la fréquence des collectes d'ordures (c'est-à-dire la troisième voie pour les déchets ultimes) pour l'ensemble des autorités locales, lorsque cette mesure est applicable, par l'abolition d'une collecte d'ordures sur deux.

Cette mesure est non seulement déjà en vigueur ailleurs de manière efficace, mais permettra de plus aux autorités locales de réaliser des économies qui pourront être réaffectées au financement de la collecte additionnelle proposée (c'est-à-dire la deuxième voie pour les matières putrescibles).



Quantités et taux anticipés de matières devant être éliminées

Les quantités anticipées de matières à éliminer ont été établies sur la base des hypothèses suivantes :

- la quantité de déchets ultimes provenant de la collecte des ordures, des conteneurs municipaux (déchets et matériaux secs) et des refus des centres de tri et des centres de compostage a été calculée à partir de la différence entre la quantité de matières résiduelles produites et la quantité de matières récupérées (ou valorisées);
- la proportion entre la quantité de résidus ultimes provenant de la collecte régulière des ordures et celle provenant des conteneurs municipaux a été maintenue constante.

Le tableau suivant présente la synthèse de l'évolution globale des taux de récupération pour l'ensemble des matières résiduelles. On y trouve aussi l'évolution des taux anticipés de matières qui prendront la filière de l'élimination.

Tableau 3.10 Évolution anticipée des taux de récupération et des quantités de matières récupérées et de matières éliminées

	Taux de récupération (%)								
	2001	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Taux de récupération total	17 %	20 %	24 %	29 %	36 %	40 %	50 %	51 %	60 %
Matières recyclables	25 %	30 %	35 %	40 %	45 %	45 %	50 %	50 %	60 %
Matières putrescibles	7 %	7 %	10 %	14 %	24 %	32 %	49 %	52 %	60 %
RDD	27 %	33 %	44 %	48 %	50 %	52 %	56 %	59 %	66 %
Textiles et résidus encombrants	15 %	26 %	30 %	34 %	38 %	40 %	43 %	47 %	56 %
Élimination	85 %	83 %	79 %	76 %	70 %	66 %	57 %	56 %	49 %

	Qualités (en milliers de tonnes)								
	2001	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Tonnage récupéré total	246	308	381	459	583	665	852	898	1 118
Matières recyclables	185	230	271	313	358	366	413	421	536
Matières putrescibles	43	46	70	100	173	243	378	409	498
RDD	2	2	3	3	4	4	4	5	6
Textiles et résidus encombrants	16	29	36	41	47	50	55	61	78
Élimination	1 435	1 487	1 454	1 416	1 334	1 294	1 148	1 143	1 053

Synthèse globale des matières récupérées

Enfin, le tableau suivant présente l'estimation des quantités prévues de matières résiduelles récupérées par catégorie de matières. À la lumière de ce premier tableau, on peut observer que la quantité totale de matières résiduelles récupérée en 2001 a été de 246 000 tonnes, ce qui représente un taux global de récupération (toutes catégories confondues) de 17 %.

À l'atteinte des objectifs gouvernementaux, soit en 2013, la quantité anticipée de matières récupérées sera de 1 117 000 tonnes, soit un taux de récupération global anticipé de 60 %. On peut également observer que le taux de récupération global pour l'année 2008, l'année visée par le gouvernement pour l'atteinte des objectifs fixés par la loi, n'est que de 40 %. Ce résultat s'explique, en partie, par le fait que plusieurs municipalités de la CMM mettront en place les mesures proposées après la fin des contrats actuellement en vigueur.

Tableau 3.11 Estimation des quantités anticipées de matières résiduelles récupérées par catégorie

Type de matière	Récupération CMM		
	2001	2008	2013
Papier	108 200	200 200	295 600
Carton	20 400	51 300	75 800
Emballages de verre	27 800	54 300	80 200
Métaux ferreux	6 000	21 100	31 200
Emballages d'aluminium	700	1 700	2 600
Emballages plastiques rigides	5 600	19 100	28 200
Contenants consignés récupérés	16 400	19 900	22 600
Sous-total matières recyclables	185 100	367 600	536 200
Résidus alimentaires	1 000	92 300	248 600
Herbe et feuilles	42 000	150 900	249 500
Sous-total matières putrescibles	43 000	243 200	498 100
Huiles, peintures, pesticides	700	1 600	2 200
Autres RDD	1 000	2 400	3 300
Sous-total RDD	1 700	4 000	5 500
Textiles et encombrants	16 300	50 100	77 700
Autres résidus	0	0	0
Total	246 100	664 900	1 117 500
Taux de récupération	17 %	40 %	61 %



3.7 Plan global de communication et campagnes de sensibilisation

La CMM propose la mise sur pied d'un plan de communication et d'une campagne de sensibilisation et d'éducation tant au niveau métropolitain pour la promotion des objectifs et du développement durable, qu'au niveau local pour l'information sur les procédures et les moyens locaux de mise en œuvre.

A. Sous la responsabilité de la CMM

Campagnes annuelles de publicité

Les campagnes métropolitaines annuelles sensibiliseront l'ensemble de la population aux grands enjeux du développement durable et de la saine gestion des matières résiduelles en privilégiant les médias locaux sur son territoire. Les thèmes de la campagne pourront être ajustés chaque année afin de s'arrimer aux enjeux et à l'échéancier du PMGMR.

Le tableau suivant présente les thèmes proposés et les années correspondantes.

Tableau 3.12 Thèmes proposés pour les campagnes de sensibilisation de 2006 à 2010

2006	<p>Sensibiliser la population et le milieu scolaire au nouveau Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles (PMGMR) et à la réduction à la source</p> <p>Ainsi, afin de changer les habitudes de consommation des citoyens, la CMM les incitera, lors de sa campagne annuelle, notamment à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • éviter d'acheter des contenants individuels; • acheter des produits en vrac; • réutiliser, lorsque possible, les matières avant de les jeter; • acheter des biens durables. <p>La CMM lancera également des messages génériques pour faire connaître le nouveau PMGMR, mettant l'accent sur sa volonté d'agir dans une perspective de développement durable dans la région métropolitaine.</p>
2007	<p>Sensibiliser la population à la réduction à la source et à la récupération des résidus verts (gazon et feuilles)</p> <p>En plus de poursuivre ses efforts de sensibilisation entrepris auprès de la population en matière de réduction à la source, la CMM encouragera les citoyens et les employés municipaux à laisser le gazon coupé au sol – l'herbicyclage – et incitera les citoyens à pratiquer le compostage domestique.</p> <p>Compte tenu de l'important besoin d'information et de sensibilisation à l'égard des pratiques d'herbicyclage et autres mesures de réduction à la source, et que la grande majorité des autorités locales offrent peu de services de récupération des résidus verts, la CMM incitera le plus grand nombre possible de citoyens et d'employés municipaux à adhérer à des pratiques de réduction à la source applicables.</p>
2008	<p>Sensibiliser la population au recyclage et à la disposition sécuritaire des résidus domestiques dangereux (RDD)</p> <p>La CMM informera les citoyens sur les dangers liés aux RDD et les incitera à privilégier des solutions de remplacement, à choisir des produits moins dangereux ou à n'acheter que les quantités nécessaires.</p>
2009	<p>Sensibiliser la population au réemploi et à la réduction à la source</p> <p>Poursuivant ses efforts de sensibilisation à la réduction à la source, la CMM fera également la promotion de mesures concrètes de réemploi. Elle pourra, par exemple, inciter les citoyens à adopter des méthodes écologiques de disposition de vieux vêtements et de meubles. Elle encouragera notamment la population à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • éviter de jeter les vêtements, les meubles et les électroménagers; • donner les matières à des organismes sans but lucratif (entreprises d'économie sociale, ressourceries, etc.); • faire ramasser les vieux électroménagers lors de la livraison de nouveaux.
2010	<p>Favoriser la participation à la collecte sélective à trois voies</p>

Production d'outils types pour les municipalités

Pour faciliter le travail des autorités locales, la CMM se chargera de produire une série d'outils de communication types, tels que calendriers de collecte, dépliants, communiqués, pages dédiées sur le site Web de la CMM, affiches, autocollants et annonces publicitaires.

Les autorités locales pourront, par la suite, adapter ces outils à leurs réalités en modifiant soit le contenu (horaire, fréquence, type d'outils de collecte, etc.), la forme ou la langue pour atteindre des publics définis.

Préparation d'un bottin électronique des ressources métropolitaines

Afin d'appuyer les efforts des municipalités, la CMM produira un bottin électronique des ressources métropolitaines, répertoriant les intervenants du domaine de la gestion des matières résiduelles : infrastructures, entreprises d'économie sociale, organismes communautaires, groupes environnementaux, entreprises et organismes de réemploi, de récupération et de valorisation des matières recyclables. La version électronique permettra une meilleure souplesse d'utilisation, facilitera les mises à jour et permettra aux autorités locales de n'utiliser que les informations jugées utiles.

Production d'un guide de gestion des matières résiduelles

La CMM produira également un guide de gestion des matières résiduelles destiné aux autorités locales. Le document donnera des informations utiles sur tous les domaines reliés aux matières résiduelles, que ce soit les approches de réduction à la source, les modes de collecte, les modes de traitement, les produits de transformation, etc.

Production d'un guide d'implantation municipale de la collecte à trois voies

La collecte à trois voies est un élément majeur du PMGMR. Afin de s'assurer de la réussite de cette méthode de collecte des matières résiduelles, la CMM fournira aux autorités locales un guide d'implantation complet de la collecte à trois voies. Ce guide présentera toutes les étapes suggérées pour instaurer avec succès ce type de collecte, et visera à :

- faire connaître à la population le fonctionnement et l'utilité de la collecte à trois voies;
- responsabiliser et sensibiliser les citoyens à une participation accrue et à l'atteinte des objectifs fixés dans le PMGMR;
- encourager la création de brigades, par la tenue de séances d'information, par la distribution de dépliants, ou par d'autres méthodes adéquates.



Ce guide comprendra, notamment :

- des communiqués types pour tout le processus d'implantation;
- des messages types à reprendre dans les communications des élus municipaux;
- des annonces types pour tout le processus d'implantation;
- des calendriers de collecte types;
- des autocollants, dépliants, accroche-portes types;
- des publicités types pour les médias locaux;
- des indications pour la mise en place d'une brigade;
- des scénarios de séances d'information;
- des messages types pour les lignes téléphoniques;
- des informations pour des pages Web.

Les autorités locales devront adapter la formule d'implantation à leurs besoins.

B. Sous la responsabilité des autorités locales

Campagnes locales continues de sensibilisation et d'information

Le PMGMR propose que les autorités locales augmentent substantiellement les efforts déployés pour sensibiliser et informer la population afin de susciter sa participation. Plusieurs moyens peuvent être utilisés pour parvenir à informer adéquatement les citoyens sur les comportements à adopter, comme la diffusion de chroniques dans le bulletin municipal, la rédaction de pages relatives à la gestion des matières résiduelles sur le site Web municipal, la distribution de dépliants, d'affiches, d'accroche-portes ou d'aide-mémoire, la diffusion de publicités, la mise en place de lignes téléphoniques dédiées, la publication d'outils multilingues, l'utilisation des outils types développés par la CMM, etc. Il sera également important de tenir la population informée des résultats obtenus et des progrès réalisés en ce qui a trait à la gestion des matières résiduelles.

Chaque autorité locale doit adopter une stratégie de communication adaptée à son milieu, en considérant notamment :

- la distribution d'un guide de tri pour les bacs à recyclage (là où la collecte en deux fractions est utilisée);
- l'information régulière quant aux horaires des différentes collectes;
- l'ajout d'une section relative à la gestion des matières résiduelles sur le site Web;
- la mise sur pied d'une ligne téléphonique avec une personne-ressource compétente;
- l'information régulière quant aux lieux et aux horaires des dépôts, notamment pour les RDD;
- l'organisation de campagnes d'information sur l'herbicyclage durant l'été, sur la récupération des feuilles à l'automne et sur la récupération des sapins à Noël;
- la distribution de dépliants et l'organisation de séances d'information sur le compostage;
- l'information quant aux modes et aux infrastructures de collecte des textiles, des encombrants et autres matières à collecte particulière;
- la publication des coordonnées et des modes de collecte des entreprises d'économie sociale;
- la publication de renseignements sur les entreprises commerciales acceptant de recevoir différentes matières usagées ou périmees.

Les messages envoyés à la population peuvent cibler différents thèmes, par exemple :

- inciter les citoyens à acheter des biens de consommation durables;
- inciter les citoyens à faire du compostage domestique;
- informer les citoyens sur les dangers liés à l'utilisation et à l'élimination non sécuritaire des résidus domestiques dangereux;
- éviter de jeter les vêtements, les meubles et les électroménagers.
- Cependant, les messages locaux devront être conçus de façon moins générique en y ajoutant notamment des informations utiles au niveau local, comme les horaires, les modes, la fréquence ou les lieux des collectes, ou en traitant d'enjeux locaux, par exemple :
- promouvoir la localisation des éco-parcs, des dépôts permanents ou autres infrastructures, de même que leurs heures d'ouverture et les services offerts;
- rappeler l'interdiction de jeter les résidus verts, les RDD, les textiles et les encombrants avec les ordures ménagères lorsque le service de collecte des encombrants n'est pas offert;
- inciter les citoyens à acheminer leurs textiles et les encombrants aux éco-parcs ou à utiliser les services offerts par les organismes de récupération existants.

Les autorités locales devront également adapter à leurs besoins le bottin de ressources métropolitaines préparé par la CMM et le diffuser à la population afin de faire connaître les organismes œuvrant dans le domaine de la récupération et de la mise en valeur des matières recyclables.

Implantation d'un nouveau service

Lors de l'implantation d'un nouveau service relatif aux matières résiduelles, les autorités locales disposent de nombreux moyens pour informer la population. Par souci d'efficacité, elles doivent se doter d'une stratégie de communication efficace afin d'atteindre le plus grand nombre possible de citoyennes et de citoyens.

Un plan d'action couvrant chaque étape du projet doit être élaboré pour mener à terme l'implantation du nouveau service.

Les infrastructures de sensibilisation de proximité

Les autorités locales peuvent mettre en place des infrastructures qui permettront d'adopter une approche centrée sur la sensibilisation, la formation et la participation de la communauté et sur l'amélioration de la qualité de vie qui en résulte; en milieu urbain, lorsque l'étendue du territoire le justifie, ces infrastructures peuvent être localisées dans différents quartiers. Ainsi, il est plus facile de mobiliser la population et de l'inciter à changer de comportement.

Le tableau suivant présente le sommaire des mesures de sensibilisation et d'information.



Tableau 3.13 Sommaire des mesures de sensibilisation et d'information

Description	CMM	Autorités locales
Campagne métropolitaine annuelle de publicité	<ul style="list-style-type: none"> • Horizon : à partir de 2006 • 2006 : Sensibiliser la population au PMGMR et à la réduction à la source • 2007 : Sensibiliser la population à la réduction à la source et à la récupération des résidus verts • 2008 : Sensibiliser la population au recyclage et à la disposition sécuritaire des RDD • 2009 : Sensibiliser la population au réemploi et à la réduction à la source • 2010 : Favoriser la participation à la collecte sélective à trois voies 	
Production d'outils types (calendriers, dépliants, accroche-portes, affiches, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> • Production annuelle à partir de 2006 	<ul style="list-style-type: none"> • Adaptation et utilisation constante des outils types à compter de 2006
Préparation d'un bottin électronique des ressources métropolitaines	<ul style="list-style-type: none"> • Production annuelle à partir de 2006 • Mise à jour annuelle 	<ul style="list-style-type: none"> • Adaptation locale et diffusion aux citoyens à compter de 2006
Production d'un guide de gestion des matières résiduelles	<ul style="list-style-type: none"> • Production en 2006 • Mise à jour annuelle 	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation du guide
Production d'un guide d'implantation municipale de la collecte à trois voies	<ul style="list-style-type: none"> • Production en 2006 	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation du guide lors de l'année d'implantation de la collecte à trois voies
Campagnes continues de sensibilisation et d'information (messages adaptés localement aux infrastructures, modes, fréquence, horaires de collecte, etc.)		<ul style="list-style-type: none"> • Production continue à partir de 2006

3.8 Contribution des gouvernements supérieurs

Sous plusieurs aspects, les conditions de succès du PMGMR dépendent des paliers supérieurs de gouvernement. C'est le cas notamment en ce qui concerne la mise en place de mesures qui ne sont pas sous la juridiction de la CMM ou qui ne sont pas de sa compétence. La CMM interpelle donc le gouvernement pour qu'il appuie le succès du PMGMR en collaborant avec la CMM sur divers sujets qui ne relèvent pas spécifiquement de sa compétence.

Réduction ou interdiction de certaines matières

La CMM demande au gouvernement de mettre en place une réglementation interdisant ou réduisant l'utilisation de certaines matières nuisibles à la récupération ou à la valorisation. Cette réglementation viserait également les matières utilisées conjointement dans la fabrication de contenants, d'emballages ou d'autres produits qui rendent plus difficile et plus coûteuse la gestion des matières résiduelles par les municipalités.

Responsabilisation des producteurs de biens et normes de durabilité

La CMM demande au gouvernement de mettre en place une réglementation permettant de faire porter par les producteurs de biens le fardeau financier et technique pour l'élimination de ces produits une fois hors d'usage. Cette réglementation obligerait les producteurs à internaliser, dans le coût des produits, tous les frais reliés à la totalité du cycle de vie, « du berceau au tombeau », des biens mis en marché et encouragerait les producteurs à réduire les quantités de matières utilisées et à allonger la durée de vie des produits par une conception plus durable.

Obligation de récupérer certaines matières ou interdiction de les éliminer

La CMM demande au gouvernement d'utiliser son pouvoir de réglementation afin d'uniformiser, dans l'ensemble de la province, l'obligation des autorités locales de récupérer certaines matières ou de les bannir de l'élimination, par exemple les résidus verts, par la mise en place d'une réglementation interdisant l'enfouissement des résidus verts ou obligeant les autorités locales à les récupérer aux fins de valorisation.

Compensation à la CMM et aux autorités locales

La CMM demande au gouvernement d'instaurer une formule de compensation financière aux autorités municipales pour la prestation de services aux industries à titre d'agents collecteurs des matières résiduelles résultant de la mise au rebut de leurs produits, dont, à titre d'exemple, la collecte des matelas.

La CMM demande au gouvernement que les règles d'application de la loi 102 soient modifiées pour verser au Fonds métropolitain de gestion des matières résiduelles 100 % des frais encourus pour la collecte et la valorisation des emballages et des imprimés.

En outre, la CMM demande au gouvernement que les municipalités n'aient pas à payer la taxe à l'enfouissement des matières mises au rebut prévue par la loi 130 à l'intention des ICI et des CRD, étant donné que la loi prévoit le remboursement de cette taxe aux municipalités.

De plus, la CMM demande au gouvernement de verser au Fonds métropolitain de gestion des matières résiduelles, à même les sommes payées par les ICI et CRD, des subventions pour le compostage.

Mise en place de filières dédiées à certaines matières

La CMM demande au gouvernement d'accélérer la mise sur pied des filières de traitement de certaines matières déjà amorcée par Recyc-Québec, d'étendre la portée de ces filières à toutes les matières présentant un potentiel de valorisation ou ayant un caractère de dangerosité et de favoriser le développement de marchés pour les matières résiduelles récupérées en fonction des contrats municipaux.



3.9 Suivi, surveillance et veille technologique

Un programme de monitoring sera instauré par la CMM pour analyser l'application du PMGMR. Pour le bon fonctionnement de ce programme, les autorités locales devront transmettre tous les renseignements pertinents à la CMM. Le programme sera élaboré par la CMM qui publiera un guide d'information relatif à son fonctionnement.

De plus, la CMM effectuera une « veille technologique » afin d'identifier et de diffuser une information à jour sur les technologies et les approches de gestion utilisées et en développement dans d'autres régions. Cette « veille » permettra également de comparer les résultats du PMGMR avec certaines expériences, tant nationales qu'internationales de gestion des matières résiduelles, et ainsi de mettre en place, le cas échéant, des projets d'innovation technologique.

Tableau 3.14 Sommaire des mesures de suivi et de contrôle

Description	CMM	Autorités locales
Programme de suivi et de surveillance	<ul style="list-style-type: none"> Horizon : 2007 Préparation d'un programme de suivi et de surveillance pour les autorités locales : méthodes de calcul standardisées, guide d'information Obligation des autorités locales d'effectuer des bilans quantitatifs annuels 	<ul style="list-style-type: none"> Non applicable
Implantation de mécanismes locaux de suivi	<ul style="list-style-type: none"> Non applicable 	<ul style="list-style-type: none"> Horizon : 2007 Harmonisation du programme de suivi et de surveillance avec celui de la CMM
Bilans annuels	<ul style="list-style-type: none"> Horizon : annuel Compilation des informations Diffusion des résultats 	<ul style="list-style-type: none"> Horizon : annuel Compilation des informations Transmission à la CMM
Révision quinquennale	<ul style="list-style-type: none"> Horizon : tous les 5 ans Permet de vérifier l'atteinte des taux de récupération de la CMM Revue des mesures le cas échéant 	<ul style="list-style-type: none"> Horizon : tous les 5 ans Permet de vérifier l'atteinte des taux de récupération au niveau local Revue des mesures le cas échéant
Révision des méthodes de collecte	<ul style="list-style-type: none"> Horizon : 2010 Permet de vérifier l'atteinte des taux de récupération de la CMM Revue des mesures le cas échéant Revue de la réglementation 	<ul style="list-style-type: none"> Horizon : 2010 Permet de vérifier l'atteinte des taux de récupération de la CMM Revue des mesures le cas échéant Mise en place de la réglementation ou d'une tarification à l'acte
Veille technologique	<ul style="list-style-type: none"> Horizon : annuel et continue Mise à jour des technologies disponibles de gestion des matières résiduelles 	<ul style="list-style-type: none"> Non applicable

Conclusion

Pour atteindre les objectifs de valorisation et de récupération fixés par la loi, la CMM a axé les principales mesures à mettre en œuvre autour des cinq priorités suivantes :

- La mise à niveau de la collecte sélective porte-à-porte des matières recyclables pour tous les citoyens du secteur résidentiel sur l'ensemble du territoire de la CMM. Selon l'échéancier prévu, cette mesure devra être effective à compter du 1^{er} janvier 2006 dans tous les immeubles de huit logements et moins, partout où c'est possible sans bris de contrat.
- L'implantation graduelle de la deuxième voie, c'est-à-dire de la collecte sélective des matières putrescibles (les résidus de jardin et les résidus de table). Cette deuxième voie sera implantée en deux temps : d'abord la collecte des résidus de jardin à compter du 1^{er} janvier 2006, ensuite la collecte des résidus de table à compter du 1^{er} janvier 2007.
- En ce qui a trait à la troisième voie, c'est-à-dire la collecte des matières devant être acheminées vers les sites d'enfouissement, elle est effective dès la mise à niveau de la collecte sélective porte-à-porte à compter du 1^{er} janvier 2006. Toutefois, à compter du 1^{er} janvier 2007, il y aura interdiction d'y inclure les résidus domestiques dangereux.
- Pour éviter que les RDD se retrouvent dans les sites d'enfouissement, la CMM introduit une mesure complémentaire visant à récupérer les RDD. À cet effet, à compter du 1^{er} janvier 2007, tous les RDD devront être acheminés dans les sites désignés pour les accueillir. L'implantation de cette mesure nécessite l'installation de dépôts permanents capables de recueillir les RDD. Lorsque ces installations seront en service, les autorités locales pourront alors choisir de discontinuer les collectes itinérantes ou annuelles actuelles.
- Enfin, la CMM accorde une priorité importante à la sensibilisation et à l'information du grand public. La CMM aura, entre autres, la responsabilité d'organiser des campagnes métropolitaines de sensibilisation, tandis que les autorités locales auront la responsabilité d'informer et de sensibiliser le public sur les procédures et les moyens locaux qui seront mis en place pour atteindre les objectifs.

Les mesures retenues pour la mise en œuvre du PMGMR sont importantes et elles devraient permettre de réduire la production de matières résiduelles, de promouvoir la récupération et la valorisation des matières résiduelles. L'ensemble devrait ainsi permettre de réduire les quantités de matières résiduelles devant prendre la filière de l'élimination.

Le tableau suivant indique le calendrier d'implantation des différentes mesures prévues au PMGMR de la CMM.



Tableau 3.15 Calendrier d'implantation des mesures du PMGMR de la CMM

Échéancier d'implantation du PMGMR												
Activité	Date	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Élaboration du PMGMR												
Adoption du Projet de PMGMR par le Conseil	2003/09/18	●										
Constitution de la CMCP par le Conseil	2003/09/18	●										
Avis public de consultations sur le Projet de PMGMR	2003/10/09	●										
Début des pré-consultations publiques / présentation du projet	2003/10/10	●										
Début de la consultation publique	2003/11/25	●										
Dépôt du rapport de la CMCP	2004/03/12		●									
Présentation du dossier à la Commission sur l'environnement	2004/04		●									
Adoption des révisions au Projet de PMGMR par le Conseil	2004/06		●									
Transmission au ministre du PMGMR et du rapport de la CMCP	2004/06		●									
Adoption du PMGMR final	2004/09		●									
Adoption par règlements municipaux par les municipalités	2005/04			●								
Rédaction des nouveaux devis municipaux d'appel d'offres pour la collecte	2005/09			●								
Rédaction des nouveaux devis municipaux pour la construction d'infrastructures	2005/09			●								
		2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013

Malgré les efforts consentis par la mise en place des mesures visant à réduire sensiblement la quantité de matières résiduelles devant être éliminées, le plan métropolitain de gestion fait clairement ressortir le fait que la CMM, à l'année horizon, devra tout de même assurer la gestion des 40 % de matières qui se retrouveront dans les lieux d'enfouissement sanitaire (LES). Le prochain chapitre aborde l'épineuse question des LES. La position de la CMM concernant les LES y est présentée et permettra aux citoyens, aux groupes et aux municipalités d'en discuter lors des consultations publiques.

Bien évidemment, il y a des coûts rattachés à l'implantation de toutes ces mesures. En 2001, sur le territoire de la CMM, la gestion municipale des matières résiduelles a coûté plus de 137 millions de dollars, sans compter les coûts administratifs, les frais de gestion et de surveillance des contrats ainsi que les dépenses reliées aux investissements ou à l'implantation d'infrastructures. La mise en œuvre des mesures décrites dans ce chapitre modifiera de façon radicale les méthodes traditionnelles de gestion et engendrera de facto de nouvelles dépenses pour assurer les nouveaux services à la population. Les coûts engendrés par l'implantation des mesures ainsi que le mode de financement retenu pour payer ces nouvelles dépenses sont abordés au chapitre 5.



Chapitre 4

Les infrastructures de gestion des matières résiduelles

La planification à long terme de nouveaux modes de gestion des matières résiduelles du secteur municipal implique l'examen des infrastructures existantes et des besoins de nouvelles infrastructures pour, le cas échéant, la récupération, la valorisation et l'élimination de ces matières.

Or, bien que les infrastructures existantes peuvent encore répondre à la demande actuelle en termes de traitement, de valorisation et d'élimination, force est de constater qu'elles ne pourront pas toujours suffire et qu'un certain nombre de nouvelles infrastructures de récupération devront être implantées.

Cette éventualité de mettre en place de nouvelles infrastructures pour la récupération, la valorisation et l'élimination des matières résiduelles soulève à la fois la problématique d'autonomie de la CMM à l'égard de la disposition des déchets ultimes et celle de l'éventuel exercice du droit de regard des MRC et de la CMM sur la provenance des matières résiduelles. Se trouve également posé le défi du partage régional équitable du fardeau de la gestion des matières résiduelles.

4.1 Infrastructures requises : portrait général

À très court terme, des infrastructures de récupération dites plutôt de services de proximité aux citoyens, soit des éco-parcs pour les résidus encombrants et des dépôts permanents pour les RDD, devront être implantées sur tout le territoire non desservi de la CMM. À moyen terme, il s'agira de prévoir l'implantation de centres de valorisation des matières putrescibles pour répondre à la demande résultante de la mise en œuvre des collectes de résidus verts en 2006 et de la collecte à trois voies dès 2007.

Pour ce qui est des centres de tri de matières recyclables, tout porte à croire qu'ils seront en mesure de répondre aux besoins anticipés d'ici 2013. Puisque ce type d'infrastructures ne requiert pas de certificat d'autorisation et que le processus d'approbation de ce genre d'installation est beaucoup moins contraignant, de nouveaux centres de tri peuvent voir le jour à tout moment. Ils s'installent en réponse aux nouveaux contrats de collecte sélective.

À plus long terme, bien qu'il faille commencer à y travailler dès maintenant compte tenu des délais d'implantation, il serait indiqué de prévoir l'installation de centres de transfert et de lieux d'élimination de déchets ultimes sur le territoire de la CMM afin de diminuer la dépendance de la CMM envers les lieux d'élimination de l'extérieur du territoire.

Il importe de noter qu'afin de favoriser l'implantation d'infrastructures de traitement, de valorisation et d'élimination sur son territoire, la CMM devrait en tenir compte lors de la révision du schéma d'aménagement et des réglementations de zonage, ainsi que dans le cadre de tout autre exercice de planification visant l'implantation de nouvelles infrastructures. Des zones propices à ce genre d'infrastructures devraient être identifiées en collaboration avec les autorités locales concernées. Il va de soi qu'à ce titre la CMM devrait également identifier des mesures de compensation pour inciter les autorités locales et la population à les accepter. Ces mesures de compensation sont plus souvent qu'autrement des compensations financières qui peuvent prendre diverses formes et servir aux fins de la communauté locale.

Bien que toutes ces infrastructures puissent être de propriété publique ou privée, l'expérience au Québec démontre que les éco-parcs et les dépôts permanents font partie d'infrastructures municipales et ne desservent normalement que les résidents. Il arrive quelques fois qu'on y desserve aussi les entreprises privées moyennant certains frais liés à la quantité et à la nature des matières qui y sont déposées. Dans ce contexte, le PMGMR ne vise que la récupération de matières en provenance du secteur résidentiel et des petits générateurs ICI déjà desservis par les services municipaux.

Pour ce qui est des autres grandes infrastructures, au contraire des autres sections du présent document, il importe de noter que les besoins de valorisation et d'élimination des matières résiduelles en provenance de tous les secteurs, soit celui des ICI, des CRD et celui du résidentiel, ont été pris en compte. Ainsi, le PMGMR se limite à l'évaluation des besoins et à l'identification de zones devant être desservies pour tous les secteurs d'activités. À cette étape de planification, des études de faisabilité et de localisation n'étant pas encore nécessaires et prenant en considération les conclusions de l'enquête sur les préoccupations de la population par rapport aux infrastructures de gestion des matières résiduelles, les infrastructures ont seulement été réparties de façon équitable sur tout le territoire.

Les infrastructures compatibles avec les orientations retenues par la CMM sont présentées aux sections suivantes.

4.2 Infrastructures municipales de récupération

Deux types d'infrastructures municipales de récupération sont prévus dans le PMGMR, soit les éco-parcs pour la récupération des résidus encombrants et les dépôts permanents pour la récupération sécuritaire des RDD. Ces infrastructures sont décrites ci-après.

4.2.1 Éco-parcs

Comme mentionné à la section des mesures proposées, l'atteinte des objectifs gouvernementaux pour les textiles et les encombrants sera favorisée notamment par l'implantation d'éco-parcs sur tout le territoire de la CMM.

Un éco-parc est un lieu de dépôt volontaire où les citoyens peuvent venir déposer certaines matières résiduelles en vue de leur récupération ou d'une gestion adéquate. Il est normalement réservé à l'usage exclusif des citoyens, mais peut également servir aux petits générateurs ICI, voire aux déchets issus du secteur CRD. Généralement, on peut y déposer des résidus réutilisables ou recyclables dont le bois, les métaux, les matériaux de construction, la terre et les gravats, les meubles, les électroménagers, le matériel informatique, les vélos et autres encombrants. Un éco-parc complet comprend également un dépôt permanent de RDD et des contenants pour les textiles et accessoires vestimentaires en plus des contenants communautaires pour les matières recyclables et les résidus verts. Ce lieu permet ainsi d'augmenter le taux de récupération des autres matières résiduelles et permet également le réemploi d'une grande variété d'objets.

L'éco-parc doit être installé à proximité des citoyens. À cet égard, les citoyens acceptent plus facilement de petites installations de tri desservant directement leur communauté. Il doit également être bien visible et facilement accessible. Les horaires d'ouverture doivent favoriser l'accès aux citoyens dans le but d'obtenir le plus grand taux de récupération possible des matières concernées.



Bien que certaines adaptations puissent être faites au niveau local, l'estimation du nombre d'éco-parcs a été calculé comme suit :

- Pour les autorités locales de plus de 100 000 citoyens : un éco-parc par arrondissement ou par secteur administratif;
- Pour les autres autorités locales : un éco-parc par environ 50 000 citoyens, ce qui occasionnera certains regroupements municipaux, si les autorités locales le désirent, afin de mettre l'infrastructure en commun et, ainsi, de partager les coûts d'implantation et de gestion.

Un éco-parc par environ 50 000 citoyens a été prévu sur le territoire des autorités locales de moins de 100 000 résidents afin de faciliter l'accès de l'infrastructure aux citoyens et dans le but de diminuer les distances qu'ils auront à parcourir, puisque dans ces entités une plus grande étendue de territoire est observée.

Ainsi, étant donné la présence actuelle d'éco-parcs dans certaines municipalités, il a été estimé qu'au total 62 éco-parcs seraient requis pour couvrir les besoins du territoire, dont 45 nouveaux. Il est donc souhaité que les parcs à conteneurs existants soient convertis en éco-parc complet. Cette mise à niveau permettra de conserver les habitudes de récupération développées au fil des ans par les citoyens. Le tableau 4-1 présente les infrastructures requises tandis que la carte 4-7 les localise approximativement. Il importe toutefois de mentionner que cette localisation doit être interprétée de façon indicative seulement, puisque les regroupements municipaux pourront différer de ceux proposés.

Tableau 4.1 Estimation du nombre d'éco-parcs requis

Secteur de la CMM	Éco-parcs	
	Existants	Nouveaux
Île de Montréal	7	20
Laval	0	6
Longueuil	2	5
Couronne nord	7	6
Couronne sud	1	8
TOTAL	17	45

Le site de l'éco-parc est disposé de façon à faciliter la circulation des véhicules des citoyens ainsi que des camions de collecte des matières dont des camions de transport pour conteneurs transrouliers. Il doit comprendre le nombre de conteneurs requis en vue de la récupération et de la valorisation par matière. Plus le tri sera bien effectué, plus la matière aura de la valeur.

Il doit comprendre également un abri pour les matières susceptibles d'être réemployées telles quelles ou susceptibles d'être abîmées par les intempéries. C'est le cas des meubles, des électroménagers et des matelas, à titre d'exemple. Les appareils de réfrigération et de climatisation pourront y être placés en attendant la récupération des CFC.

Il comprend aussi un bureau ou un bâtiment pour le personnel et les besoins administratifs afférents à ses activités. Par mesure de sécurité, il doit être clôturé et inaccessible en dehors des heures d'ouverture. Les autorités locales devront ainsi voir à la planification des éco-parcs telle que présentée ci-après.

Les services offerts

Les autorités locales devront se pencher sur la pertinence d'aménager un lieu d'information, de sensibilisation et d'éducation afin de profiter de cette infrastructure pour diffuser les informations nécessaires à la participation aux différentes mesures de récupération, de valorisation des matières recyclables et des RDD.

Leur localisation

Il sera primordial de localiser ces infrastructures dans des endroits facilement accessibles aux citoyens.

Les heures d'ouverture

Il sera également important que les autorités locales planifient un nombre minimum d'heures (comme la CMM l'aura spécifié dans son règlement sur la récupération des textiles et des encombrants élaboré en concertation avec les autorités locales), pour s'assurer que les citoyens puissent utiliser cette infrastructure à des heures convenables et ainsi obtenir leur participation. Un minimum de 35 heures par semaine devrait être prévu.

L'accessibilité au secteur ICI

Les autorités locales pourront, à leur guise, déterminer si les éco-parcs pourront recevoir des matières provenant du secteur ICI (petits et moyens générateurs) moyennant une contribution financière. En permettant son accessibilité à ce secteur, les autorités locales pourraient avoir recours à une source de revenu supplémentaire pour la gestion de ces matières. Le cas échéant, les autorités locales devront déterminer le montant de la contribution financière et les moyens de contrôle associés.

L'exploitation

Les autorités locales pourront, à titre d'exemple, décider d'exploiter l'éco-parc elles-mêmes ou de la sous-traiter à une entreprise ou à un organisme. Lorsque la Ville de Montréal a implanté ses éco-centres, elle a choisi d'en laisser l'exploitation à des éco-quartiers.

L'installation

Les autorités locales devront les concevoir, préparer les plans et devis, procéder aux appels d'offres et les faire construire.

Il importe de noter que, si l'éco-parc remplit les fonctions pour lesquelles il est prévu, les autorités locales ont toute la latitude quand viendra le temps de choisir le type de construction qu'elles désirent.

Cependant, pour l'estimation des coûts en capital pour cette infrastructure, il importe de noter que les coûts unitaires d'aménagement de 75 000 \$ par éco-parc sans dépôt de RDD et de 100 000 \$ par éco-parc comprenant un dépôt de RDD ont été considérés.



4.2.2 Dépôts permanents de RDD

Le dépôt permanent est un lieu de dépôt volontaire où les citoyens peuvent apporter leurs RDD toute l'année, selon un horaire fixe. Ce lieu comprend un bâtiment fermé et pouvant être cadenassé pour permettre un entreposage temporaire et sécuritaire des matières dangereuses avant leur acheminement vers un lieu autorisé de recyclage, de valorisation ou d'élimination spécialisée.

Comme il a été indiqué précédemment pour les éco-parcs, il est nécessaire que ces infrastructures soient bien localisées et facilement accessibles à la population.

Puisque le principal objectif d'un dépôt permanent pour les RDD est de créer l'habitude chez le citoyen de ne plus mettre les RDD dans les ordures ménagères et de les récupérer, il faut qu'il soit facilement accessible et qu'il permette une gestion constante et immédiate de la matière. Le citoyen doit être incité à l'utiliser avec un minimum de contrainte.

Puisqu'il s'agit d'infrastructures de moindre envergure que les éco-parcs et que les RDD constituent des matières de gestion plus fréquente et plus dangereuse pour la santé et l'environnement que les encombrants, chaque éco-parc devra comprendre un dépôt permanent. Notons toutefois qu'il y aura plus de dépôts permanents que d'éco-parcs compte tenu des objectifs de récupération et de valorisation visés et de la performance de ce genre d'infrastructures.

Bien que certaines adaptations puissent être faites dans certains cas particuliers au niveau local, l'estimation du nombre de dépôts permanents a été réalisée de la façon suivante :

- Pour les autorités locales de plus de 100 000 citoyens : un dépôt permanent par arrondissement ou par secteur administratif (l'éco-parc doit comprendre un dépôt permanent);
- Pour les autres autorités locales : un dépôt permanent par autorité locale ou un dépôt permanent desservant environ 25 000 citoyens.

Il a été jugé que l'aménagement d'un dépôt permanent par autorité locale était préférable pour favoriser l'atteinte des objectifs. En effet, il est plus économique d'aménager un dépôt permanent et d'offrir des heures convenables aux citoyens que d'offrir des collectes ponctuelles dans le temps. Toutefois, si certaines municipalités veulent se regrouper, il est recommandé que le dépôt permanent ne desserve pas plus de 25 000 citoyens. Il faudra toutefois tenir compte du fait que l'expérience en cette matière démontre qu'une distance à parcourir de plus de 10 km limite la participation.

Ainsi, étant donné la présence actuelle de dépôts permanents dans certaines municipalités, il a été estimé que 102 dépôts permanents seraient requis sur le territoire, dont 86 nouveaux. Le tableau 4-2 présente le nombre de dépôts permanents requis par secteur de la CMM tandis que la carte 4-8 les localise approximativement.

Tableau 4.2 Estimation du nombre de dépôts permanents requis

Secteur de la CMM	Dépôts permanents	
	Existants	Nouveaux
Île de Montréal	6	21
Laval	0	6
Longueuil	2	5
Couronne nord	8	16
Couronne sud	0	38
Total	16	86

De façon à pouvoir implanter le nombre requis de dépôts permanents, les autorités locales devront identifier leur localisation, tout en prenant en compte la possibilité d'utiliser les éco-parcs.

Un dépôt permanent pour les RDD peut se limiter à un conteneur maritime aménagé à cette fin et muni d'un équipement de chauffage et de ventilation. Ces conteneurs sont disponibles neufs ou reconditionnés. Par mesure de sécurité, il doit être clôturé sauf lorsqu'il est situé dans un éco-parc et que ce dernier est lui-même clôturé.

Les autorités locales devront voir à la planification des dépôts permanents comme présenté ci-après.

Leur localisation

Lorsqu'un éco-parc est aménagé sur le territoire de l'autorité locale, le dépôt permanent doit y être installé. Dans les autres cas, il est préférable que le dépôt permanent soit localisé tout près ou sur le terrain de services municipaux comme la cour de voirie ou la station d'épuration lorsque c'est possible. De toute manière, en règle générale, il faut prévoir que cette installation soit facilement accessible à la population.

Les heures d'ouverture

Il est primordial que les autorités locales planifient un nombre minimum d'heures (comme la CMM l'aura spécifié dans son règlement sur la récupération des RDD élaboré en concertation avec les autorités locales), pour s'assurer que les citoyens puissent utiliser cette infrastructure à des heures convenables tout en s'assurant de la bonne participation de ceux-ci. Un minimum de 25 heures par semaine devrait être prévu.

L'exploitation

Comme pour les éco-parcs, les autorités locales pourront choisir d'exploiter le dépôt permanent elles-mêmes ou de le donner à contrat. L'exploitation du dépôt permanent requiert du personnel spécialement formé pour la manipulation des matières dangereuses.

Elles devront également décider si les RDD y seront triés ou non, bien qu'un tri minimal soit nécessaire par mesure de sécurité pour garder les matières incompatibles séparées. Ce tri est normalement effectué en conformité avec les directives de l'entrepreneur de récupération.

L'achat et l'installation

Les autorités locales devront faire les plans et les devis, les appels d'offres et donner le contrat pour l'installation.



Contrats de collecte, de transport et de traitement des RDD

Les autorités locales devront procéder à des appels d'offres pour obtenir les services d'entreprises spécialisées dans la collecte, le transport et le traitement des RDD.

Valorisation / compostage des matières putrescibles

Les informations recueillies à l'étape du portrait de la situation de l'année 2001 indiquent que, sur le territoire de la CMM et dans les MRC avoisinantes, les infrastructures de compostage existantes sont peu nombreuses et ne pourront suffire à la demande que créera la mise en œuvre de mesures de récupération des matières putrescibles permettant d'atteindre les objectifs de la *Politique*. Leur capacité résiduelle (autorisée par le MENV) était insuffisante au moment de l'élaboration du PMGMR. De nouvelles infrastructures de valorisation devront donc être implantées pour desservir le secteur municipal, ainsi que le secteur des ICI sur le territoire de la CMM.

Compte tenu des grandes orientations retenues par la CMM pour l'élaboration du PMGMR, il est à prévoir que les infrastructures additionnelles seront privées et que les coûts de leur implantation seront assumés par l'entreprise privée. Les municipalités auront néanmoins un rôle à jouer pour favoriser l'implantation sur leur territoire d'infrastructures de traitement et de valorisation, et orienter judicieusement le choix de technologies de traitement appropriées afin d'assurer un développement durable de ce mode de valorisation des matières putrescibles.

L'approche générale de récupération des résidus putrescibles mise de l'avant dans le PMGMR et les modalités de collecte qui seront choisies par les autorités locales auront certes un impact sur l'implantation de nouveaux centres de valorisation, en termes notamment de choix de technologies de traitement, de capacité et de localisation des infrastructures et, d'une certaine façon, sur le potentiel de mise en valeur des produits à valoriser.

Les options de collecte suivantes ont une influence sur la mise en place des infrastructures de compostage¹⁰ (ou de digestion anaérobie) nécessaires à la mise en valeur des matières putrescibles récupérées dans le secteur municipal et ICI :

- La collecte séparée ou combinée des résidus verts et des résidus de table;
- La collecte des résidus verts et des résidus de table en sacs de plastique ou en vrac (par bac roulant ou en sacs de papier biodégradable);
- Les phases d'implantation des diverses collectes.

Rappelons que l'approche générale du PMGMR prévoit :

- La collecte sélective porte-à-porte des résidus verts d'avril à novembre dès 2006;
- La collecte sélective porte-à-porte de l'ensemble des matières putrescibles (résidus verts et résidus de table) implantée dès le 1^{er} janvier 2007, au renouvellement des contrats actuels de gestion des matières destinées à l'élimination.

¹⁰ Les termes « infrastructures de compostage » sont utilisés de façon générique dans cette section pour désigner les infrastructures de valorisation, par compostage principalement, mais possiblement par digestion anaérobie ou autre mode de valorisation (énergétique), notamment pour les résidus de table ou les branches.

4.3 Centres de compostage sur le territoire

Dans une perspective où le PMGMR favorise et propose des mesures qui tendent vers l'autonomie régionale (CMM) au niveau des infrastructures de valorisation, les autorités locales devront créer des conditions favorables à l'implantation de nouveaux centres de valorisation sur leur territoire, même si ces centres sont de propriété et d'exploitation privées. Plus spécifiquement, chacun des secteurs de la CMM devrait accueillir sur son territoire d'ici 2013 au moins une installation de traitement.

En accueillant sur leur territoire des centres de compostage, les autorités locales pourront bénéficier localement des avantages découlant de la présence d'une entreprise de compostage. Ces avantages potentiels sont principalement :

- Réduction des coûts de transport;
- Possibilité que le centre de compostage serve à sensibiliser et à inciter les citoyens à participer aux diverses collectes et leur donne facilement accès à du compost pour leurs besoins horticoles;
- Création d'emplois et contribution au développement économique régional.

Les éléments suivants devront en particulier être pris en considération lors de la révision du schéma d'aménagement et des réglementations municipales, ainsi que dans le cadre de tout autre exercice de planification visant l'implantation de nouvelles infrastructures de traitement :

- La taille de l'installation projetée; les infrastructures de petite à moyenne capacité (20 000 à 30 000 tonnes et moins) sont généralement plus faciles à implanter, comportent des risques de nuisances moins grands (odeurs, circulation et autres) et permettent le compostage de tous les types de matières par la technologie des andains retournés sur aire ouverte à moindre coût de traitement;
- Les technologies de compostage sur aire ouverte comportent a priori un risque de nuisance potentielle d'odeurs plus grand que les technologies en système confiné avec captage et traitement de l'air. Toutefois, il peut en être autrement selon la compétence et l'expérience de l'exploitant, des facteurs tout aussi déterminants;
- Le type de matières reçues influence considérablement le risque de nuisance potentielle d'odeurs; les résidus verts étant généralement reconnus comme des matières comportant relativement moins de risque à cet égard.

Les infrastructures fermées (compostage ou digestion anaérobie) sont particulièrement adaptées aux résidus de table dont les quantités varient peu tout au long de l'année, contrairement aux résidus verts produits de façon irrégulière d'avril à novembre. Et d'une année à l'autre, elles sont plus coûteuses, demandent des investissements importants, ont habituellement des capacités de traitement plus grandes pour une superficie donnée, ce qui favorise une implantation en zone industrielle. Or, elles requièrent une planification de plusieurs années d'où l'importance, pour les autorités locales, d'établir dès 2004 les modalités de collecte et, dans la mesure où cela est possible, dans un cadre de concertation régionale, afin de planifier la mise en place des infrastructures requises à l'implantation des collectes à trois voies incluant les résidus de table (en plus des résidus verts).

Il importe de noter que plusieurs autres facteurs sont susceptibles d'influencer le nombre, la capacité de traitement, le territoire desservi et le type d'infrastructures qui seront implantées aux fins de valorisation des matières putrescibles. Également, d'autres approches technologiques que le compostage peuvent être retenues, notamment la digestion anaérobie avec production de compost et de méthane, en vue de la mise en œuvre de la collecte à trois voies.



Afin d'illustrer l'ampleur des efforts requis au niveau de l'implantation de nouvelles infrastructures de traitement des matières putrescibles, lors de l'atteinte des objectifs de la *Politique* en 2013, le nombre d'installations de compostage de capacité annuelle moyenne d'environ 30 000 à 40 000 tonnes de matières putrescibles qui seraient nécessaires à cette échéance est indiqué au tableau 4-3. Certains types d'infrastructures fermées de valorisation permettent des capacités de traitement plus grandes, sous certaines conditions. C'est le cas notamment des usines de digestion anaérobie et dans certains cas de compostage. Leur implantation exige toutefois une concertation régionale et une planification municipale à moyen et long terme.

Le tableau 4.3 présente le nombre approximatif d'infrastructures de compostage qui seraient nécessaires sur le territoire de la CMM pour desservir le secteur municipal et le secteur ICI, dans un contexte d'autonomie régionale complète. Ainsi, 12 nouveaux centres de compostage, en plus de celui prévu et annoncé par BFI (décret gouvernemental) à l'usine de triage Lachenaie à Terrebonne (secteur Lachenaie), seront nécessaires pour les besoins du secteur municipal et 7 centres de compostage supplémentaires permettront de desservir également le secteur des ICI. Leurs localisations indiquées au tableau 4-3 correspondent aux besoins de chacun des secteurs et illustrent l'ampleur des efforts à réaliser à l'échelle de ces dernières. Ces hypothèses de localisation ont été considérées pour l'évaluation des impacts du transport par la mise en place du PMGMR et ne sont fournies ici qu'à titre indicatif.

Tableau 4.3 Infrastructures de compostage nécessaires considérant une capacité de traitement de 40 000 tonnes par année

Secteur de la CMM	Nombre de centres de compostage requis	
	Secteur municipal	Secteur municipal et ICI
Montréal	6 nouveaux	10 nouveaux
Laval	1 nouveau	2 nouveaux
Longueuil	1 nouveau	2 nouveaux
Couronne nord	1 nouveau, 1 existant (BFI)	1 nouveau, 1 existant (BFI)
Couronne sud	3 nouveaux	3 nouveaux
Total	12 nouveaux, 1 existant	19 nouveaux, 1 existant

4.4 Enfouissement des déchets ultimes

Même avec l'adoption des différentes mesures prévues au PMGMR visant une plus grande récupération et valorisation des matières résiduelles produites sur le territoire métropolitain, une fraction significative de ces matières ne pourra toujours pas être mise en valeur et devra, par conséquent, être éliminée. Du coup, se pose la délicate question de l'enfouissement des déchets ultimes et la pertinence de l'ouverture ou non de nouveaux lieux d'enfouissement sanitaires (LES) sur le territoire métropolitain.

4.4.1 Autonomie régionale et droit de regard sur la provenance des matières résiduelles

En matière d'enfouissement des déchets ultimes, la tendance récente observée ces dernières années à l'échelle du Québec est de diminuer le nombre de LES et, en même temps, d'augmenter leur capacité d'enfouissement. Ainsi, de 1992 à 2000, leur nombre est passé de 69 à 63 tandis que leur capacité totale a augmenté de 37 %.

En ce qui concerne la CMM, les matières résiduelles produites par le secteur municipal, et qui sont non valorisées, sont actuellement dirigées vers cinq sites d'enfouissement sanitaires soit : Terrebonne (secteur Lachenaie), Lachute, Saint-Nicéphore, Sainte-Sophie et Saint-Thomas.

Certains autres sites, dont le Complexe environnemental Saint-Michel, le site de Pierrefonds et le site de Sainte-Cécile-de-Milton, répondent surtout à certains besoins d'enfouissement des industries, commerces et institutions, et ne reçoivent pas des matières résiduelles municipales en quantités importantes.

Au total, on recense donc sur le territoire de la CMM un seul site d'enfouissement sanitaire mais de grande capacité, soit celui de Terrebonne (secteur Lachenaie), par contraste avec quatre autres sites situés dans le territoire métropolitain.

Physiquement, les propriétaires des cinq sites desservant la CMM détiennent suffisamment d'espace pour satisfaire les quantités prévues d'enfouissement pour de nombreuses années. Cependant, pour la majorité d'entre eux, les capacités autorisées selon les certificats actuellement en vigueur sont déjà ou seront bientôt atteintes et des projets d'agrandissement sont en processus d'examen pour autorisation.

En raison du moratoire imposé par le gouvernement en 1995 quant aux projets d'agrandissement de LES et du fait que le projet de règlement déposé en 2000 par le gouvernement sur de nouvelles normes plus sécuritaires d'aménagement des LES n'est pas encore en vigueur, le processus d'autorisation de projets d'agrandissement a subi des ralentissements importants, ce qui a entraîné des délais dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets d'agrandissement de LES. Comme les taux de production de matières résiduelles n'ont pas diminué durant ce temps, le résultat mathématiquement inévitable de ces délais est l'épuisement graduel des stocks d'espaces autorisés et la situation de pénurie prochaine appréhendée d'espace pour enfouissement à cause du non-renouvellement des stocks.

Le portrait des capacités autorisées résiduelles est précisé dans le tableau 4.4. Cette situation est cependant très changeante avec le temps, parce que les arrivages aux différents sites peuvent être adaptés au fur et à mesure que les certificats d'autorisation arrivent à expiration. La situation des arrivages en provenance des municipalités de la CMM est montrée pour 2001.

Tableau 4.4 Durée de vie autorisée et capacité résiduelle des LES desservant la CMM

Durées de vie autorisées résiduelles des LES desservant la CMM					
	Lachenaie	Lachute	Saint-Nicéphore	Sainte-Sophie	Saint-Thomas
Tonnage total reçu par année (1000 tonnes)	970	432	563	1 041	615
Tonnage reçu en 2001 des municipalités de la CMM (1000 tonnes)	397	75	229	302	223
Tonnage résiduel total disponible (en date de décembre 2002)	1 240	707	4 860	746	806
Date approximative d'atteinte de la capacité autorisée (en date d'août 2003)	Mars 2004	Octobre 2003	2009	Août 2003	Décembre 2004
Capacités supplémentaires demandées (1000 tonnes)	39 500	10 700	n.a.	8 300	7 900

Comme on a pu le constater lors des récentes audiences du BAPE sur le projet d'agrandissement du LES de Lachenaie, la présence d'un LES et la volonté d'augmenter la capacité de lieu d'enfouissement est loin de recevoir spontanément l'assentiment des citoyens, surtout lorsque sont concernées les populations résidant aux alentours de ce lieu d'enfouissement.



L'exemple de Lachenaie fait ressortir le fait que les citoyens redoutent les répercussions négatives liées à la présence d'un LES dans leur entourage – mauvaises odeurs, pollution de l'air, pollution par le bruit, impacts sur la santé, etc. Certains remettent en cause cette tendance à l'augmentation de la capacité des LES existants, plaidant pour l'ouverture de nouveaux sites de capacité moyenne plutôt que pour l'agrandissement des sites existants.

D'autres, enfin, jugent important d'ouvrir d'autres lieux d'enfouissement sanitaires sur le territoire métropolitain au nom du principe de l'autonomie régionale de la CMM à l'égard de la disposition des déchets ultimes. Une telle initiative aurait par ailleurs l'intérêt de garantir une plus grande équité régionale dans la répartition des infrastructures de gestion des matières résiduelles sur le territoire métropolitain.

Ces débats sont importants et se situent au cœur de l'élaboration du PMGMR. Il faut savoir en effet que dans le cadre de l'élaboration de son PMGMR, la CMM et les MRC avoisinantes doivent notamment prendre position quant à l'exercice en totalité ou en partie d'un droit de regard concernant l'élimination sur leur territoire de matières résiduelles en provenance de l'extérieur. Dans le cas de la CMM, ce droit de regard pourrait donc s'exercer à l'encontre du seul LES présent sur son territoire, soit le lieu d'enfouissement sanitaire de Usine de triage Lachenaie ltée, propriété de BFI, (ou évidemment dans d'autres installations d'élimination qui pourraient s'implanter au cours des années à venir). La CMM ou les MRC qui auraient résolu de recourir au droit de regard pourraient ainsi réserver ces installations au seul usage des citoyens du territoire.

Mais faut-il pour autant exercer ce droit de regard ?

En fait, il ne semble pas indiqué, a priori, ni pour la CMM ni pour les MRC hôtes de lieux d'élimination d'exercer leur droit de regard car une telle éventualité pourrait créer un climat d'incertitude qui détournerait l'attention de l'objectif d'atteinte des objectifs de la *Politique*.

En effet, l'exercice du droit de regard pourrait limiter, de façon drastique et à très court terme, l'élimination des matières résiduelles en provenance de la CMM, voire obliger tous les citoyens du territoire à utiliser le LES de BFI à Lachenaie et celui de Intersan à Saint-Nicéphore. Ce dernier ne sera assujéti au droit de regard de la MRC de Drummond que durant une période de près de sept ans selon sa vitesse de remplissage actuelle. Le détournement des matières résiduelles à éliminer vers ces deux lieux ferait en sorte de réduire considérablement leur durée de vie, d'amplifier la problématique et de créer une pression à la hausse sur les prix, sans compter l'augmentation du transport sur de grandes distances.

Il semble plus approprié pour la CMM de réduire graduellement sa dépendance envers les installations extérieures à son territoire et de favoriser l'implantation d'installations d'élimination sur son territoire. En effet, il apparaît avantageux, tant des points de vue économique et environnemental que sur le plan de l'autonomie régionale, de favoriser l'implantation, sur le territoire de la CMM, de nouveaux lieux d'enfouissement technique et au besoin, de nouveaux centres de transfert, compte tenu de la réduction globale des distances de transport des matières à éliminer et, par le fait même, de la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Afin de limiter les impacts négatifs potentiels de ces nouveaux lieux d'enfouissement, il serait souhaitable de privilégier des sites de capacité moyenne et bien répartis sur le territoire en fonction des centres de gravité de la population.

Il va sans dire qu'en conformité avec le second objectif fondamental poursuivi par la Politique, tout lieu d'enfouissement devra être sécuritaire pour les personnes et l'environnement. En ce sens, les lieux d'enfouissement devront être conformes au nouveau *Règlement sur l'élimination des matières résiduelles* qui devrait être mis en vigueur sous peu.

4.4.2 Besoins et scénarios pour l'enfouissement des matières résiduelles

Compte tenu du fait que l'exercice du droit de regard ne se limite pas aux déchets ultimes en provenance du secteur municipal, mais englobe également les déchets ultimes des secteurs ICI et CRD, pour évaluer les besoins en enfouissement pour l'horizon du PMGMR, il a été nécessaire de tenir compte des déchets ultimes de tous les secteurs.

En 2001, un peu plus de 3,8 millions de tonnes de matières résiduelles ont été destinées à l'élimination, soit à l'enfouissement sanitaire. Or, si le droit de regard était exercé par toutes les MRC hôtes de lieux d'enfouissement, tout ce tonnage devrait être éventuellement enfoui sur le territoire de la CMM. Lors de l'atteinte des objectifs de récupération et de valorisation de la Politique, ce sont plutôt un peu plus de 2,5 millions de tonnes de matières résiduelles par année qui devront y être enfouies.

Comme il s'agit d'infrastructures coûteuses, on évalue généralement leur capacité sur une durée de vie suffisamment longue, soit une durée minimale de 15 ou 20 ans. Or, de 2004 à 2024, ce sont plus de 59 millions de tonnes qui devront être enfouies en provenance du territoire de la CMM. Compte tenu du fait qu'on doit allouer au moins sept ans avant qu'un nouveau lieu d'enfouissement soit mis en exploitation à compter du début des études, on doit plutôt établir la capacité nécessaire de futurs lieux d'enfouissement. Ainsi, il a été calculé que la capacité d'enfouissement devrait être minimalement de 59 millions de tonnes de matières résiduelles pour combler les besoins des 20 années de 2010 à 2030. Dans le cas de l'atteinte des objectifs plus rapidement que prévu, la durée de vie des installations en serait d'autant prolongée. Dans le cas contraire, on devra avoir recours à des agrandissements ou à de nouvelles installations.

Le tableau 4.5 ci-dessous illustre les besoins d'enfouissement annuels et pour une période de 20 ans, par secteur d'activité et par secteur géographique du territoire de la CMM.

Tableau 4.5 Besoins d'enfouissement en 2013 et pour une période de 20 ans de 2010 à 2030

Secteur	2013				Somme 2010-2030			
	Municipal	I.C.I.	CRD	Total	Municipal	I.C.I.	CRD	Total
Montréal Ouest	147 000	n.d.	91 000	n.d.	3 620 000	n.d.	1 957 000	n.d.
Montréal Centre	166 000	n.d.	105 000	n.d.	4 105 000	n.d.	2 258 000	n.d.
Montréal Est	202 000	n.d.	130 000	n.d.	4 985 000	n.d.	2 792 000	n.d.
Sous-total Île de Montréal	515 000	526 000	326 000	1 367 000	12 710 000	11 481 000	7 007 000	31 198 000
Laval	107 000	94 000	64 000	264 000	2 657 000	2 055 000	1 378 000	6 091 000
Nord Ouest	85 000	65 000	47 000	197 000	2 136 000	1 437 000	1 040 000	4 613 000
Nord Est	67 000	56 000	41 000	164 000	1 645 000	1 247 000	904 000	3 796 000
Sous-total Couronne Nord	259 000	215 000	152 000	625 000	6 438 000	4 739 000	3 322 000	14 500 000
Longueuil	112 000	101 000	68 000	281 000	2 693 000	2 212 000	1 450 000	6 354 000
Sud Ouest	27 000	23 000	16 000	66 000	675 000	501 000	347 000	1 524 000
Sud Centre	36 000	37 000	26 000	98 000	877 000	812 000	552 000	2 241 000
Sud Est	47 000	43 000	30 000	121 000	1 163 000	944 000	652 000	2 758 000
Sous-total Couronne Sud	222 000	204 000	140 000	566 000	5 408 000	4 469 000	3 001 000	12 877 000
Communauté métropolitaine de Montréal	996 000	945 000	618 000	2 558 000	24 556 000	20 689 000	13 330 000	58 575 000



Dans le cadre de la démarche d'élaboration du PMGMR, et conformément aux orientations retenues par la CMM, l'implantation de lieux d'enfouissement et de centres de transfert n'est pas planifiée en termes de localisation. D'autre part, les investissements en capital sont généralement assumés par le secteur privé et non par la CMM ou par les autorités municipales. Ces coûts sont tout de même transférés aux utilisateurs puisqu'ils sont compris dans le tarif d'accueil à l'enfouissement.

Puisqu'il apparaît souhaitable de favoriser l'implantation de nouveaux lieux d'enfouissement sur le territoire, autant du point de vue environnemental (minimisation de la circulation et, par le fait même, de la production de gaz à effet de serre), du point de vue économique (diminution probable des coûts de transport) que du point de vue de l'acceptabilité sociale (syndrome « pas dans ma cour »), deux variantes ont été analysées, à savoir :

- **Scénario 1** : Collaboration interrégionale pour l'enfouissement des matières résiduelles sur le territoire de la CMM et des MRC environnantes;
- **Scénario 2** : Autonomie complète en termes d'enfouissement des matières résiduelles sur le territoire de la CMM et de ses secteurs (advenant notamment l'exercice par la CMM ou les MRC avoisinantes de leur droit de regard sur la provenance des déchets).

1. Scénario de la « collaboration interrégionale »

Ce scénario mise sur la continuité des pratiques actuelles d'octroi de contrats d'élimination et vise l'utilisation des mêmes lieux d'enfouissement qu'en 2001, mais avec une légère minimisation des transports en empêchant la circulation de camions de collecte sur les ponts majeurs. Il se caractérise par le libre marché et la libre circulation des matières résiduelles destinées à l'élimination.

Ce scénario implique notamment :

- L'abolition du droit de regard de la CMM et des MRC environnantes;
- La coopération et le partenariat avec tous les intervenants;
- La maximisation des infrastructures déjà en place dont le renouvellement des capacités autorisées;
- Certains inconvénients reliés au transport sur des distances considérables;
- La nécessité d'utiliser des infrastructures d'élimination pour diminuer les coûts de transport (centres de transfert).

À court terme, ce scénario est souhaitable et justifiable puisqu'il donne le temps aux autorités locales de mettre leur énergie sur la mise en œuvre des mesures de récupération favorisant l'atteinte des objectifs de la *Politique* et d'organiser l'installation d'infrastructures d'élimination sur le territoire, compte tenu du fait que la procédure actuelle d'autorisation pour ce genre d'installations s'échelonne sur une période de près de sept ans.

Aucun nouveau lieu d'enfouissement n'est prévu pour ce scénario du PMGMR. Par ailleurs, un nouveau centre de transfert est à prévoir sur l'île de Montréal afin de limiter les impacts du transport sur les ponts, dans la situation où le taux de production des matières résiduelles par personne continuait de s'accroître au rythme de l'augmentation observée dans la région de Montréal au cours des années 90 soit de 1,8 % par année).

La carte 4-10 présente les lieux d'enfouissement sanitaire et les centres de transfert nécessaires au scénario 1. Comparativement à la situation en 2001 ou à la situation actuelle, le scénario 1 représenterait une réduction négligeable du transport pour les matières résiduelles en provenance du secteur municipal (moins de 5 %), l'analyse n'ayant pas pu être effectuée pour les secteurs ICI et CRD en raison d'un manque d'information à cet égard.

Il a été ainsi calculé que la seule interdiction des camions de collecte des déchets ultimes en provenance du secteur municipal de la Ville de Montréal n'aurait pas d'impact significatif sur la circulation au niveau des ponts majeurs.

2. Scénario de l'« autonomie métropolitaine »

Ce deuxième scénario donne priorité à l'autonomie métropolitaine pour l'élimination des matières résiduelles. Les matières résiduelles destinées à l'élimination sont éliminées là où elles sont produites. Ce scénario vise la gestion de l'élimination des déchets ultimes par secteur de la CMM. Il implique notamment :

- Un consensus de la population locale pour l'implantation de nouveaux lieux d'élimination;
- Une perspective de diminution des coûts de transport puisque les matières ne sont plus transportées sur de longues distances;
- L'élimination de la dépendance envers les régions extérieures puisque l'ensemble des déchets ultimes est éliminé sur le territoire de la CMM;
- La définition de zones de desserte sous-régionales pour les nouvelles installations afin de minimiser le transport.

Ce scénario nécessite l'implantation de nouvelles infrastructures d'élimination, mais n'exige pas de nouveaux centres de transfert en plus de ceux existants. En fait, il réduit l'exploitation de centres de transfert existants de façon drastique puisqu'à l'exception de celui du secteur de la Couronne-Sud, les autres centres n'ont plus d'utilité. Les entreprises de collecte pourront continuer leur exploitation, si elles le jugent opportun. Ainsi, un nouveau lieu d'enfouissement a été prévu pour chacun des secteurs de la CMM de façon à ce qu'ils gardent leurs déchets ultimes. Chacune de ces infrastructures dessert le secteur des ICI et CRD en plus du secteur municipal pour l'élimination des déchets ultimes (après réduction, récupération, recyclage et valorisation) produits sur le territoire de la zone concernée.

Pour ce scénario, cinq nouveaux lieux d'enfouissement seraient donc requis. Le tableau 4.6 présente les infrastructures d'élimination proposées tandis que la carte 4-11 (annexe au chapitre 4) présente la répartition des besoins en capacité d'élimination par secteur de la CMM de 2010 à 2030.

Tableau 4.6 Infrastructures d'élimination requises – Scénario 2

Grande région	Lieux d'enfouissement	Centre de transfert
Île de Montréal	1 nouveau	Aucun
Laval	1 nouveau	Aucun
Longueuil	1 nouveau	Aucun
Couronne nord	1 nouveau 1 existant : UTL à Lachenaie de BFI	Aucun
Couronne sud	1 nouveau	1 existant
Total	5 nouveaux 1 existant	Aucun



Par rapport à la situation actuelle, le scénario 2 permettrait de réduire le transport d'environ 30 % pour le seul secteur municipal puisqu'elle en permet l'optimisation et réduit la nécessité de transfert. Ceci représente des économies de transport d'environ 55 %.

Ce scénario représente une situation idéale comportant des contraintes en contexte de libre marché puisqu'on devrait empêcher le transport de déchets ultimes d'un secteur à l'autre.

Par ailleurs, l'autonomie métropolitaine à l'égard des déchets ultimes pourrait également être atteinte sans que ne soit nécessaire l'établissement d'un nouveau lieu d'enfouissement dans chacun des cinq grands secteurs géographiques de la CMM ainsi que le prévoit le scénario 2. Dans un tel contexte, caractérisé par la collaboration intra-métropolitaine, le nombre de sites d'enfouissement sur le territoire de la CMM pourrait être inférieur à cinq en introduisant des sites inter-sectoriels sans mettre pour autant en péril les avantages recherchés tels que la diminution des coûts de transport et l'élimination de la dépendance envers les régions extérieures.

Bien entendu, ces approches doivent faire l'objet d'études et d'analyses quant à leur faisabilité et quant à la localisation des sites potentiels.

4.4.3 Un choix de société : Choisir l'autonomie et la collaboration interrégionale

L'analyse des deux scénarios tel qu'exposés précédemment permettra à la CMM de connaître les tenants et les aboutissants de chacune de ces deux options. Observons toutefois que le premier scénario représente l'option la plus réaliste à retenir à court terme et qu'il qualifie la situation actuellement observée. De son côté, le second scénario constitue surtout un absolu à atteindre, notamment dans le contexte de l'exercice du droit de regard aussi bien par la CMM que par les MRC avoisinantes.

Compte tenu des très longs délais et des coûts importants associés à la mise en place d'un nouveau lieu d'enfouissement, en plus du fait que de nombreux contrats de gestion ne se termineront que dans plusieurs années et qu'il faut tenir compte des capacités d'élimination requises pour le secteur des ICI et celui des CRD, la perspective d'une CMM autonome au plan de l'élimination de ses déchets ultimes demeure encore lointaine. En ce sens, toute solution visant une autonomie plus ou moins relative de la région à l'égard de la disposition des matières résiduelles ne pourra que s'implanter graduellement.

Certes, l'exercice du droit de regard de la CMM ou des MRC avoisinantes quant à la provenance des matières résiduelles aurait pour effet de bousculer le processus vers l'autonomie de la CMM quant à la disposition de ses déchets ultimes. Mais le recours de ce droit de regard, répétons-le, ne nous apparaît pas approprié.

Nous suggérons plutôt qu'à court terme ou d'ici l'installation de nouveaux lieux d'enfouissement sur le territoire de la CMM, le droit de regard des MRC hôtes de lieu d'enfouissement, recevant des déchets ultimes en provenance du territoire de la CMM, ne puisse être exercé. Ce délai permettrait à des promoteurs intéressés de s'organiser, de procéder en collaboration avec la CMM et les autorités locales, à la localisation de sites potentiels, de faire les études appropriées et de suivre les procédures gouvernementales requises (notamment étude d'impact, audience publique, demande de certificat d'autorisation).

Dans tous les cas, un choix de société devra être affirmé et des opinions devront s'exprimer. Car derrière la proposition de dépendre moins étroitement des LES situés à l'extérieur de la région se trouvent posées la question de la responsabilisation des milieux locaux face à la gestion des matières résiduelles et celle du partage régional équitable du fardeau de l'enfouissement des déchets ultimes. Or, ces deux questions demeurent particulièrement d'actualité à la suite de la publication du rapport du BAPE sur l'agrandissement du LES de Lachenaie et à ses conclusions sur les impacts sociaux relatifs à ce type d'équipements.

4.5 Mesures de gestion des boues résiduelles

La *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008* prévoit que les PGMR devront contenir un plan directeur de gestion des boues municipales qui permettra d'identifier la provenance, la quantité et la qualité des boues générées sur le territoire et de déterminer, dans la mesure où cela est avantageux du point de vue environnemental, si leur valorisation peut être privilégiée. La *Politique* précise également qu'éventuellement aucune boue ne devrait être éliminée sans démonstration qu'il n'est pas économiquement viable de la valoriser.

On peut classer en deux grands groupes les boues résiduelles générées par les activités résidentielles et municipales, et concernées par les mesures de gestion élaborées dans le PMGMR soit, les boues des installations septiques des résidences isolées, communément appelées les boues de fosses septiques, et les boues engendrées par les stations municipales de traitement des eaux usées des réseaux d'égouts municipaux. La présente section résume pour chacun de ces deux groupes de boues les mesures de gestion disponibles pour atteindre les objectifs de la *Politique*. Contrairement aux autres matières résiduelles concernées par cette *Politique*, aucun pourcentage de mise en valeur n'a été fixé pour les boues. Toutefois, puisque la *Politique* précise qu'aucune boue ne devrait être éliminée si elle peut être valorisée à un coût viable, on peut dire qu'éventuellement 100 % des boues pourraient être valorisées.

À part quelques exceptions, les boues de fosses septiques ne sont pas gérées par les municipalités membres de la CMM, alors que les boues des stations de traitement des eaux usées sont gérées par les municipalités qui en sont propriétaires et, dans certains cas, également exploitantes.

Compte tenu des disparités très grandes existant entre les villes du territoire de la CMM à l'égard des boues de fosses septiques et des boues d'épuration, les mesures de gestion potentielles adhèrent le plus possible au principe d'autonomie locale des municipalités membres de la CMM tel que déjà évoqué dans d'autres sections du PMGMR.

4.5.1 Boues de fosses septiques

Cette section présente les mesures de gestion possibles pour les boues de fosses septiques produites sur le territoire de la CMM.

Une gestion appropriée des boues de fosses septiques entraîne plusieurs bénéfices pour l'environnement. Tout d'abord, la vidange à une fréquence appropriée des fosses prévient l'obstruction prématurée des champs d'épuration et assure une meilleure efficacité de leur pouvoir épurateur. L'implication des municipalités au respect du Q-2, r.8 permet de sensibiliser les citoyens concernés à l'importance d'une gestion appropriée des boues de fosses septiques sur le plan environnemental mais aussi économique.



L'implication des municipalités permet aussi de documenter les caractéristiques des installations septiques existantes sur leur territoire et surtout d'identifier les installations non conformes ou défectueuses qui requièrent des correctifs afin d'être efficaces sur le plan environnemental. Mais, surtout, l'adoption de mesures de gestion des boues de fosses septiques par les municipalités permet d'éviter des déversements de boues dans des sites de traitement peu appropriés ou directement dans l'environnement, sans traitement préalable.

Mesures disponibles

Rappelons d'abord les faits saillants suivants à l'égard des boues de fosses septiques générées sur le territoire de la CMM :

- Environ 38 000 résidences isolées non desservies par un réseau d'égout, donc dotées d'une installation septique individuelle, sont présentes sur le territoire de la CMM, soit à peine 2,7 % de l'ensemble des unités d'occupation, avec des écarts variant de 0 à 95 % selon les municipalités;
- Environ 1 040 ICI seulement ne sont pas raccordés à un réseau d'égout et ont une installation septique individuelle;
- Entre 60 000 et 100 000 m³ de boues de fosses septiques liquides sont produites par an (environ 2 % de m.s.), pratiquement toutes gérées à l'extérieur du territoire de la CMM par déshydratation et compostage ou enfouissement. Environ 45 % des boues de fosses septiques du territoire de la CMM sont produites dans les secteurs de la Couronne Nord, environ 40 % dans les secteurs de la Couronne Sud et la partie restante (15 %) est produite sur le territoire des villes de Laval, de Longueuil et de Montréal;
- Certaines stations d'épuration municipales possèdent une capacité résiduelle et sont susceptibles de combler un éventuel besoin de traitement de boues de fosses septiques.

Le PMGMR prévoit obliger les municipalités de son territoire à prendre les mesures appropriées pour que la vidange des fosses septiques sur leurs territoires respectifs respecte les exigences du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (Q-2, r.8). Deux mesures s'avèrent a priori appropriées. La première consiste pour l'autorité municipale à prendre en charge la vidange des installations septiques résidentielles, en mandatant, par appel d'offres, des entreprises privées spécialisées dans ce domaine. L'entrepreneur retenu sera alors tenu d'acheminer les boues dans un centre de traitement autorisé par le MENV qui valorise ces boues avec des méthodes reconnues (compostage, chaulage, etc.). L'autre mesure applicable consiste à exiger des propriétaires de résidences isolées qu'ils fournissent une preuve que la vidange de l'installation septique a été réalisée par un entrepreneur spécialisé, préalablement accrédité par la CMM en fonction du lieu de traitement où il achemine les boues aux fins de valorisation. Dans les deux cas, les villes doivent s'assurer que la fréquence de vidange prévue à la réglementation provinciale (Q-2, r.8) est respectée, selon le type de résidence. Elles doivent également vérifier dans le cadre de l'une ou l'autre de ces mesures de gestion de la conformité des installations septiques à la réglementation applicable et prendre les moyens requis pour que les installations non conformes soient corrigées dans un délai approprié.

Pour inciter les municipalités à ce sujet, le PMGMR prévoit que la CMM réalisera les activités suivantes :

- Élaboration et réalisation par la CMM en 2004 d'une campagne de sensibilisation de la population concernée, soit les propriétaires de résidences munies d'installations septiques, à l'importance de la vidange de leurs installations en regard d'aspects environnementaux mais également économiques (maintien de l'efficacité du champ d'épuration);
- Préparation par la CMM en 2005 d'un guide d'information à l'intention des municipalités concernées de son territoire sur la gestion adéquate des boues de fosses septiques et d'un règlement municipal type pour chacun des modes de gestion proposés;
- Sélection et mise en place par les autorités locales concernées d'ici 2008 du moyen de contrôle approprié de la vidange des fosses septiques qu'elles auront retenu à partir du guide d'information de la CMM mis à leur disposition et des recommandations y étant formulées. Le PMGMR prévoit que la CMM adoptera un règlement obligeant les autorités locales concernées à mettre en place le mode de gestion de leur choix au plus tard en 2008.

Les municipalités pourront adopter l'une ou l'autre des deux mesures de gestion discutées précédemment soit : la prise en charge des travaux de vidange des fosses septiques ou le contrôle de la vidange au moyen de preuve d'exécution soumise par les propriétaires concernés. Chaque mesure présente des avantages et des inconvénients pour la municipalité et/ou pour les citoyens.

La prise en charge des travaux de vidange se pratique déjà au Québec par de plus en plus de municipalités généralement confrontées avec une problématique environnementale plus évidente à ce sujet (résidence en bordure de lac ou de rivière, nombreux déversements illégaux, service de vidange inadéquat, etc.). Cette mesure de gestion comporte de nombreux avantages : elle assure une vidange régulière et appropriée, permet une inspection des installations par un représentant de la municipalité, contrôle le traitement et la valorisation des boues dans des installations appropriées et réduit significativement le coût de vidange, de transport et de traitement des boues comparativement à une vidange individuelle. Toutefois, elle nécessite des efforts non négligeables de la municipalité qui doit retenir un entrepreneur spécialisé, superviser et encadrer son travail, coordonner les activités en fonction d'un calendrier de vidange, faire le suivi avec le citoyen pour la préparation des lieux, gérer les situations conflictuelles avec les citoyens pour ce nouveau service, en plus d'administrer et de percevoir une taxe spéciale à ce sujet. Ainsi, certains milieux sont susceptibles d'apprécier ce nouveau service qu'offrirait une municipalité alors que d'autres pourraient le percevoir négativement pour différents motifs (taxe supplémentaire, contrôle des installations non conformes, etc.). Le choix de cette mesure de gestion, pour le moins efficace sur la base d'objectifs environnementaux, revient à la municipalité ou autre autorité locale désignée.

Sur le territoire de la CMM, plusieurs municipalités n'ont pas ou ont très peu de résidences ou d'immeubles du secteur ICI munis d'installations septiques à vidanger. D'autres municipalités, à caractère plus rural, ont une très forte proportion de leurs résidences dotées d'installations septiques à vidanger. Ainsi, le choix de la mesure de gestion doit tenir compte de ces particularités locales. La prise en charge de la vidange des fosses concerne davantage les municipalités où une très forte proportion des résidences ont une fosse septique. Dans les autres cas, le contrôle des vidanges à l'aide de preuve d'exécution des travaux, comme mesure de gestion des boues de fosses septiques, est plus simple d'application par la municipalité et permet d'atteindre les objectifs environnementaux. Toutefois, aucune économie d'échelle n'est obtenue pour les citoyens en regard des coûts de vidange des fosses comparativement à une prise en charge par la municipalité.



Cette seconde mesure de gestion consiste à exiger des propriétaires de résidences et de ICI non raccordés à un réseau d'égout public ou privé une preuve d'exécution de travaux de vidange de l'installation septique, selon la fréquence prévue au Q-2, r.8. Pour les ICI, seulement ceux assujettis au Q-2, r.8 se verront exiger cette preuve d'exécution. Les autres ICI doivent détenir une autorisation du MENV pour leurs installations septiques et la vidange et le traitement des boues sont contrôlés par le MENV par le biais des autorisations délivrées à ce sujet.

4.5.2 Boues des stations mécanisées

Il y a, sur le territoire de la CMM, 21 stations d'épuration des eaux usées municipales de type station mécanisée, c'est-à-dire que le traitement des eaux et la production des boues d'épuration se font dans des bâtiments fermés. Ces usines produisent au total environ 132 000 tonnes humides par année de boues déshydratées, dont la teneur en matière sèche varie beaucoup d'une usine à l'autre selon le type de procédé utilisé, soit de 12 % à 92 %.

Une bonne partie de ces boues, soit environ 50 000 tonnes humides, sont en fait des cendres issues de l'incinération des 95 000 tonnes humides de boues (à 32 % de m.s.) par année, par l'usine de la Ville de Montréal à Rivière-des-Prairies.

Cette usine prévoit produire en 2004 environ 8 000 tonnes (92 % de m.s.) de granulés avec une partie de ses boues et 38 000 tonnes de cendres à 70 % de matières sèches.

La Ville de Laval possède trois usines de traitement de ces eaux usées (Fabreville, Lapinière, Sainte-Rose-Auteuil). Une usine (Fabreville) est dotée d'un équipement de séchage-granulation qui génère environ 7 150 tonnes par année de granulés (à 92 % de m.s.) qui sont valorisés à contrat par une entreprise privée. Cette unité pourrait actuellement produire environ 4 850 tonnes de granulés supplémentaires à 92 % m.s.

Les boues d'épuration générées par la station d'épuration de Longueuil (36 500 t.h./an) sont toutes incinérées à la station d'épuration. Ceci génère environ 3 650 tonnes humides (à 30 % de m.s.) de cendres par année. Ces cendres sont utilisées par une entreprise privée pour la fabrication de ciment. On peut donc considérer que cette usine valorise en partie ses boues d'épuration.

Les autres stations d'épuration compactes, à l'exception de la station de La Prairie, génèrent par année des quantités plus faibles de boues, variant de quelques centaines de tonnes à environ 4 500 tonnes humides par année. La station de La Prairie génère à elle seule environ 24 000 tonnes humides par année de boues. À l'exception des boues de Beloeil-Saint-Hilaire qui sont actuellement valorisées par compostage, toutes ces boues étaient éliminées dans des lieux d'enfouissement en 2001.

Les modes de valorisation de boues déshydratées générées par des stations mécanisées comme celles retrouvées sur le territoire de la CMM dépendent de leurs caractéristiques physico-chimiques. Or, peu d'information sur ces caractéristiques ont été obtenues des municipalités ou du moins peu d'informations complètes permettant de définir de façon précise la faisabilité d'un mode de valorisation particulier.

D'une façon générale, on valorise une boue lorsqu'on la transforme en un nouveau produit utile comme par exemple un amendement pour le sol. Les boues peuvent également être utilisées pour la production de biogaz dans des digesteurs anaérobies, ce qui est en soi une forme de valorisation mais, pour être complète, le digestat issu de ces digesteurs doit également être mis en valeur pour éviter de l'acheminer à l'élimination. L'incinération avec récupération d'énergie, comme le pratique la Ville de Longueuil avec ses boues, est aussi une forme intéressante de valorisation, particulièrement dans ce cas puisque les cendres sont également mises en valeur pour la production de ciment.

A priori, les boues municipales générées par les stations mécanisées du territoire de la CMM devraient posséder de bonnes caractéristiques pour être valorisées, notamment comme amendements pour les sols, après avoir subi au préalable un traitement de stabilisation visant à détruire les micro-organismes pathogènes s'y trouvant. Les traitements les plus courants sont le compostage, la stabilisation chimique par ajout de chaux et le séchage-granulation.

Les villes de Montréal et de Laval possèdent déjà des systèmes de mise en valeur d'une partie de leurs boues par séchage et granulation. Les granulés doivent servir comme fertilisants soit pour le marché agricole soit pour le marché de l'horticulture ornementale. Selon les informations obtenues des responsables de ces systèmes de séchage-granulation, des mises au point restent à apporter pour les rendre plus efficaces.

A. Mesures de valorisation disponibles

Il existe plusieurs mesures pour mettre en valeur les boues des stations municipales mécanisées présentes sur le territoire de la CMM. Certaines mesures de valorisation sont déjà utilisées par quelques stations et permettent d'atteindre en tout ou en partie les objectifs de mise en valeur. C'est le cas des usines de Montréal et de Laval qui transforment une partie de leurs boues en granulés dans le but de les mettre en valeur comme amendements et fertilisants pour le sol. Cette approche technologique est utilisée par des usines qui produisent de grandes quantités de boues d'épuration parce que les coûts d'immobilisation sont très élevés et la viabilité économique dépend principalement des économies réalisées sur les coûts d'élimination de grandes quantités de boues humides.

Les granulés sont habituellement destinés à être utilisés comme amendements pour les sols. Au Québec, une norme sur ces granulés a été développée par le Bureau de normalisation du Québec (BNQ) en collaboration avec le gouvernement, les municipalités visées et les acteurs pertinents du secteur privé. Elle précise les critères de qualité à respecter au niveau des caractéristiques physiques, chimiques et biologiques des granulés en fonction des usages projetés.

Le moyen utilisé, par contre, le plus fréquemment pour mettre en valeur les boues est leur transformation en compost utilisable comme amendement pour les sols agricoles, sylvicoles, dégradés, horticoles ou autres. Le compostage est une méthode éprouvée et reconnue de stabilisation (destruction des pathogènes) des boues d'épuration. Pour être transformées en compost, les boues doivent posséder des caractéristiques appropriées en termes de contenu en métaux lourds et en contaminants organiques potentiellement présents (dioxines et furannes, BPC, etc.). Disons toutefois que, a priori, la très grande majorité des boues municipales ont des caractéristiques physico-chimiques appropriées pour leur transformation en compost de bonne qualité. Certaines exceptions existent cependant là où des industries rejettent dans le réseau d'égout municipal des produits chimiques en quantités suffisantes (ou de compositions particulières) de telle sorte que les boues alors générées sont inaptes à toute forme de valorisation comme amendement pour le sol.

B. Mesures proposées

Les mesures de valorisation des boues de stations mécanisées retenues doivent être ciblées pour chaque station puisque leurs caractéristiques sont, dans certains cas, très différentes d'une usine à l'autre. De plus, certaines stations, comme nous l'avons vu précédemment, ont déjà mis en place des moyens de valorisation d'une partie ou de la totalité des boues qu'elles génèrent.



Pour les stations de traitement des villes de Montréal et de Laval, déjà dotées de systèmes de séchage-granulation, les mesures proposées sont les suivantes :

- Prendre les moyens appropriés pour que les granulés respectent les critères de qualité de la Norme BNQ sur les granulés afin d'améliorer le potentiel de mise en valeur et la demande pour ces granulés comme amendements et fertilisants pour les sols;
- Optimiser le système de séchage-granulation pour transformer en granulés valorisables le maximum de boues générées par les stations d'épuration;
- Dans le cas de Laval, inclure dans les prochains appels d'offres pour la disposition des boues, d'autres modes de valorisation supplémentaires, pour les boues ne pouvant pas être transformées en granulés en raison de la capacité limitée du système de séchage-granulation. L'implantation de centres de compostage ou de digestion anaérobie pour le traitement d'autres résidus organiques générés sur le territoire de la CMM devrait favoriser également la valorisation d'une partie des boues générées par les stations municipales, tel que discuté plus loin.

La Ville de Longueuil valorise une partie de ces boues d'épuration, sous forme de cendres. L'incinération des boues constitue un moyen d'élimination. La récupération de l'énergie dégagée par l'incinération des boues permettrait de considérer cette étape d'incinération comme de la valorisation énergétique. Une évaluation des besoins en énergie de ce type dans le secteur de la station d'épuration validerait cette possibilité. Autrement, il serait nécessaire de valoriser les boues par d'autres moyens, tel le séchage-granulation ou le compostage, ce qui signifierait l'abandon ou du moins la diminution des quantités de boues incinérées et probablement des dépenses additionnelles.

Les autres villes dotées de stations d'épuration mécanisées, à l'exception de celle située à La Prairie, devront inclure dans leur devis d'appel d'offres pour la disposition des boues une option de valorisation, soit par compostage ou par tout autre mode de valorisation disponible au moment de l'échéance des contrats de gestion en vigueur. Si, lors de l'appel d'offres, les installations de valorisation nécessaires n'étaient toujours pas disponibles, les municipalités verront à conclure des contrats sans valorisation, dont la durée permettra d'aller vers la valorisation dans les meilleurs délais après l'implantation des infrastructures de valorisation aptes à recevoir des boues.

Dans le cas de la station située à La Prairie, la quantité de boues qu'elle génère est suffisamment importante pour prévoir une installation de traitement spécifiquement pour ces boues qui les mettra en valeur par compostage, par digestion anaérobie, par stabilisation chimique à la chaux, ou par tout autre moyen ou combinaison de moyens appropriés pour mettre en valeur un maximum de boues générées par cette station. Une étude détaillée des moyens disponibles pour la mise en valeur de ces boues devra être réalisée afin d'identifier le plus approprié, en fonction d'un historique suffisant des caractéristiques physico-chimiques des boues puisqu'une grande proportion de la charge traitée par cette usine (30-50 %) est d'origine industrielle.

La propriété et/ou l'exploitation de cette installation de traitement des boues générées par la Ville de La Prairie, à l'instar de l'ensemble des infrastructures supplémentaires prévues dans le cadre de la mise en application du PMGMR, pourra être publique et/ou privée, selon la formule la plus avantageuse pour l'autorité locale, au choix de cette dernière.

Le PMGMR prévoit que la CMM obligera, par réglementation, les autorités locales à inclure dans leur devis d'appel d'offres pour la gestion des boues de leur station d'épuration mécanisée au moins une option pour la mise en valeur des boues, et ce, dès 2005. Également, à compter de 2005, les municipalités devront caractériser leurs boues en fonction de tous les critères du MENV à l'égard de la valorisation afin de statuer sur leur potentiel de mise en valeur. De plus, au renouvellement des contrats de gestion des boues, une autorité locale devra faire approuver au préalable, par la CMM, l'option de gestion des boues envisagée (valorisation ou élimination) et justifier sa position en regard de critères techniques, environnementaux et économiques si l'élimination est l'option retenue.

4.5.3 Boues des étangs aérés municipaux

Sur le territoire de la CMM, 27 stations d'épuration des eaux usées municipales de types étangs aérés ont été identifiées. Selon une estimation très approximative, ces stations accumulent annuellement environ 48 000 m³ de boues liquides (environ 2 % de matières sèches) dans leurs étangs. La vidange de ces étangs se fait à des fréquences très variables d'une usine à l'autre. Selon les informations transmises par les exploitants de ces stations, les fréquences de vidange se font dans certains cas tous les 3 ou 4 ans alors que pour d'autres, et c'est la majorité, elles sont prévues à des intervalles de plus de 10 ans. La planification dans le cadre du PMGMR de mesures de gestion de ces boues spécifiques à chacune des stations du territoire est difficile à réaliser puisque le contexte au moment de la réalisation des travaux est appelé à changer. Néanmoins, des mesures générales de mise en valeur de ces boues sont proposées dans le PMGMR pour que les responsables de ces stations les prennent en compte le plus tôt possible dans leur processus de planification des travaux de vidange à venir.

A. Mesures disponibles

Les boues d'étangs municipaux sont généralement valorisées sous forme liquide, c'est-à-dire sous la forme où elles se retrouvent dans les stations de traitement au moment où elles doivent être évacuées. Compte tenu du fait que cette évacuation se fait après plusieurs années d'accumulation, ces travaux sont généralement confiés à des entreprises spécialisées possédant les équipements requis (système de pompage et dragage, camions citernes, etc.). Une fois extraites des étangs, ces boues liquides (2 à 4 % de matières sèches) peuvent être valorisées par épandage directement sur les sols agricoles, forestiers ou autres, dans la mesure où elles sont de bonne qualité et que les centres retenus sont appropriés en fonction des critères de valorisation déjà prévus à ce sujet par le ministère de l'Environnement (MENV). Chaque activité de valorisation de boues municipales requiert au préalable un certificat d'autorisation du MENV et doit être conforme à la réglementation municipale où auront lieu les travaux de valorisation par épandage direct. Cette approche de valorisation se planifie et se prépare longtemps à l'avance (6 à 12 mois).

Cette mesure de valorisation nécessite des superficies d'épandages de plusieurs dizaines d'hectares et se réalise plus souvent qu'autrement sur des terres agricoles, où elles apportent des éléments fertilisants bénéfiques aux cultures. Toutefois, les critères pour le choix de sites agricoles, sylvicoles ou autres sont très contraignants et réduisent de façon importante les superficies propices à ce type de valorisation de boues liquides. La disponibilité des centres de valorisation est fonction également de l'acceptation des propriétaires de sites d'épandage et des voisins de ces sites, plus souvent qu'autrement réfractaires à ce type d'activité de valorisation.

Pour les municipalités dotées d'étangs aérés où la valorisation directe des boues au sol est fortement contrainte par l'insuffisance d'espaces disponibles, la déshydratation des boues sur place, par une entreprise spécialisée dans ce domaine, et la valorisation des boues solides (à environ 20 à 25 % de matière sèche) par compostage ou autre moyen, dans un centre spécialisé, constituent des mesures de gestion plus simple au niveau des démarches et des autorisations requises, et dans plusieurs cas, aussi avantageuses sur le plan des coûts.



La valorisation des boues liquides des étangs municipaux coûte environ 15 à 20 \$ par m³ de boues liquides pompées et épandues sur les terres agricoles. Ces coûts sont généralement attribués à des projets de valorisation où les espaces nécessaires sont disponibles à faibles distance des étangs, réduisant les démarches agronomiques pour identifier et faire autoriser ces espaces d'épandage, et du même coup les coûts de transport des boues jusqu'au centre de valorisation. Ces coûts peuvent donc facilement atteindre au moins 25 \$ par m³ dans le cas de sites plus difficiles à identifier ou plus éloignés.

La déshydratation sur place des boues d'étangs au moyen de centrifugeuses ou autres, montées dans des équipements mobiles, est une approche qui se pratique de plus en plus au Québec. Après avoir passé en revue quelques contrats de ce type réalisés dans la région de Montréal au cours des dernières années, les prix pour la déshydratation, le transport des boues solides et leur disposition dans un centre d'enfouissement varient de 15 à 25 \$ par m³ de boues liquides traitées, selon la quantité de boues traitées. Ces coûts comprennent la disposition par enfouissement des boues déshydratées, à environ 25 \$ par tonne. Les coûts pour l'enfouissement des boues augmentent dans la région de Montréal et se situent actuellement à environ 30 à 35 \$ par tonne. À ce coût, le compostage dans les centres de compostage prévus devrait être compétitif. Les boues des étangs municipaux pourraient donc être déshydratées sur place et prendre le chemin de la valorisation par la voie du compostage au lieu d'être épandues sur des terres agricoles ou autres.

D'autres méthodes de déshydratation des boues peuvent s'avérer avantageuses sur le plan des coûts et favoriser une valorisation des boues. C'est le cas notamment de la déshydratation par lit de séchage, une méthode utilisée sur le territoire.

B. Mesures proposées

Une étude de faisabilité des approches de valorisation discutées précédemment (épandues liquides ou déshydratées et compostées). Cette étude devra être faite pour chaque station, le moment venu, soit au minimum un an avant la date projetée de l'activité de vidange, et devrait comprendre les activités suivantes :

- Une caractérisation physique, chimique et biologique des boues, selon les critères en vigueur du MENV et une évaluation des volumes à vidanger;
- Une recherche de zones favorables à l'épandage direct des boues liquides (agricoles et/ou sylvicoles);
- Une étude comparative des coûts de la valorisation liquide et des coûts de la déshydratation sur place avec compostage des boues déshydratées;
- Une recommandation du mode le plus avantageux sur le plan économique, mais également sur le plan social en regard des préoccupations du milieu au moment prévu de la vidange.

Au terme de cette étude, si les boues des étangs ne peuvent être valorisées sous formes liquides ou solides à un coût compétitif comparativement au coût de leur élimination, elles pourraient donc suivre cette dernière filière de gestion. La mesure de gestion de ces boues retenue par la municipalité devra respecter le PMGMR et favoriser la valorisation, dans la mesure où cette mesure de gestion est économiquement viable.

Comme dans les cas des stations mécanisées, les municipalités devront caractériser leurs boues d'étangs en fonction de tous les critères du MENV à l'égard de la valorisation afin de statuer leur potentiel de mise en valeur, et ce, dès 2005. Le moment venu, toute municipalité qui prévoit procéder à la vidange d'étangs de traitement devra faire approuver au préalable, par la CMM, l'option de gestion des boues envisagée (valorisation ou élimination) et justifier sa position en regard de critères techniques, environnementaux et économiques si l'élimination est l'option retenue.

Chapitre 5

Le cadre financier¹¹

Le financement de la gestion des matières résiduelles et, en particulier, du surcoût engendré par la mise en œuvre du PMGMR, doit être considéré dans la perspective où les municipalités souhaitent diversifier leurs sources de revenus en raison des limites de la taxation foncière pour capter la croissance de la nouvelle économie.

En 2001, le coût total de la gestion des matières résiduelles était de 137,4 M\$ sur le territoire de la CMM. Ce coût augmentera graduellement jusqu'à 250 M\$ en 2013, en tenant compte des coûts découlant de la mise en œuvre du PMGMR. Ces coûts sont évidemment des estimés utilisés pour les fins du projet de PMGMR. Ce sont les coûts réels provenant des municipalités et de la CMM pour l'implantation du plan qui seront utilisés pour fixer le financement proposé par le présent cadre financier.

Afin de financer cette augmentation, la CMM demande au gouvernement un amendement législatif afin qu'il lui verse les revenus prévus par les lois 102 et 130, lesquels sont estimés à près de 46 M\$ en 2013. Ces revenus, qui seraient déposés dans un fonds métropolitain de gestion des matières résiduelles, ne permettront toutefois pas de financer la totalité de l'augmentation prévue par la mise en œuvre du PMGMR.

L'écart entre le coût total de la mise en œuvre du PMGMR et l'ensemble des revenus prévus (revenus municipaux en plus de ceux provenant des lois 102 et 130), le surcoût net, devra être financé par une autre source de revenus. À cette fin, la CMM a évalué différentes hypothèses, dont :

- une subvention gouvernementale à la CMM;
- la taxation foncière générale;
- une taxe métropolitaine sur la collecte ou sur l'enfouissement;
- une tarification des services de gestion des déchets ultimes;
- une tarification à la source.

Pour la CMM, le mode de financement qui sera privilégié devra tenir compte de la capacité de payer des contribuables tout en favorisant la réduction des matières résiduelles produites.

Ce chapitre analyse les coûts estimés pour la mise en place du PMGMR et les diverses hypothèses de financement en plus de présenter le mode de financement privilégié par la Communauté.

11 Ce chapitre s'appuie sur les analyses qui se retrouvent à l'annexe du chapitre 5.



5.1 Coûts de mise en œuvre du PMGMR

En 2001, la gestion municipale des matières résiduelles sur le territoire de la CMM a coûté 137,4 M\$, sans compter les coûts administratifs, les frais de gestion et de surveillance des contrats ainsi que les dépenses reliées aux investissements ou à l'implantation d'infrastructures. La mise en œuvre des mesures du PMGMR, décrites dans les chapitres précédents, augmentera de façon substantielle la portée des méthodes de gestion suivies jusqu'à aujourd'hui et, par conséquent, engendrera de nouvelles dépenses annuelles pour les services à offrir et les investissements nécessaires à la mise en place des infrastructures municipales¹².

5.1.1 Coûts en immobilisations

La mise en œuvre du PMGMR entraînera des dépenses pour l'acquisition et la construction d'équipements qui pourront être amortis sur quelques années¹³. Ces équipements sont essentiellement des :

- contenants spécialisés pour la collecte des matières résiduelles;
- nouvelles infrastructures de récupération municipales comme les éco-parcs pour la récupération des encombrants et d'autres matières;
- dépôts permanents pour les collectes de résidus domestiques dangereux.

La majeure partie des dépenses prévues concerne l'achat des bacs pour la collecte sélective des matières recyclables, en 2007, année visée pour la mise à niveau de ce service à toutes les unités d'occupation résidentielles.

Les bacs à matières putrescibles seront acquis en grande partie en 2007, 2008, 2009 et 2012, années correspondantes à la fin des contrats en vigueur. En 2008, l'achat des bacs pour les matières putrescibles devrait atteindre près de 40 millions de dollars. Cela dit, des économies substantielles pourraient être réalisées si la collecte s'effectuait avec des sacs plutôt qu'avec des bacs roulants aérés comme il est estimé actuellement.

Pour ce qui est des éco-parcs et des dépôts permanents, les dépenses associées à la planification, à la conception et à la préparation des plans et des devis sont prévues dès 2006 tandis que l'installation et la mise en exploitation sont prévues en 2008. Le coût de ces installations devrait atteindre un peu plus de 6 M\$.

Les tableaux 5.1 et 5.2 présentent l'ensemble des coûts en capital, puis en amortissement, des infrastructures et des équipements requis par année jusqu'à l'horizon du PMGMR. Ces coûts sont présentés selon l'année de la dépense.

12 Afin de produire des projections de coûts sur l'horizon du PMGMR, les quantités futures de matières à collecter et à traiter ont été estimées à l'aide des projections démographiques de la CMM et du taux historique de 1,8 % de croissance annuelle de la production de matières résiduelles par personne, observé dans la grande région de Montréal au cours des dix dernières années. Les estimations des coûts ont été faites en tenant compte des hypothèses suivantes : utilisation des prix unitaires actuels des marchés ; continuité des modalités de collecte en vigueur lorsque applicable; mise en place de nouvelles collectes selon des pratiques compatibles avec les modes de gestion en vigueur; utilisation de dollars constants de 2001; prise en compte des modifications qui pourraient survenir aux tarifs d'élimination en cas de l'exercice du droit de regard des MRC où sont localisés les lieux d'enfouissement ou en cas de mise en application d'une taxe à l'enfouissement; prise en compte des économies potentielles sur le prix unitaire à cause des regroupements municipaux; ne comprennent pas les coûts associés à la gestion et à la surveillance réelle sauf qu'une certaine marge de manœuvre a été incluse aux prix unitaires; ne comprennent pas les taxes TPS et TVQ.

13 Les coûts en capital des grandes infrastructures, tels les centres de compostage, les centres de transfert, les centres de tri ou les lieux d'élimination n'ont pas été estimés séparément puisqu'ils sont déjà inclus dans les prix unitaires de traitement ou d'élimination pratiqués actuellement dans le commerce.

Tableau 5.1 Estimation des coûts en capital (en milliers de dollars constants de 2001)

		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nouveaux bacs Matières recyclables		1 515	606	279	113	113	113	124	113
Nouveaux bacs Matières putrescibles		2	38 704	3 664	13 568	347	347	1 711	349
Éco-parcs	Planification et conception	450	0	0	0	0	0	0	0
	Coût d'infrastructures	3 375	3 375	0	0	0	0	0	0
Dépôts permanents de RDD	Planification et conception	430	0	0	0	0	0	0	0
	Coût d'infrastructures	2 150	2150	0	0	0	0	0	0
Total		7 922	39 310	3 943	13 681	460	460	1 835	462

**Tableau 5.2 Coûts amortis des infrastructures et des équipements
(en milliers dollars constants de 2001)**

Amortissement et intérêts	Taux	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Amortissement		600	5 241	4 993	6 351	6 127	6 093	6 259	6 260
Intérêts 5 ANS	4,70 %	17	54	31	26	20	16	15	15
Intérêts 10 ANS	5,49 %	0	18	206	890	832	768	769	687
Intérêts 20 ANS	6,02 %	320	612	291	280	269	257	244	230
Total		1 817	5 925	5 521	7 547	7 248	7 134	7 287	7 192

5.1.2 Coûts d'exploitation annuels

Avec la mise en œuvre des mesures prévues par le PMGMR, les coûts annuels d'exploitation passeront de 137,4 M\$ (2001) à environ 243,6 millions de dollars annuellement en 2013. Cette augmentation inclut les coûts associés à la mise en œuvre du PMGMR.

Entre 2006 et 2013, les coûts qui seront associés à des activités relevant de la CMM varieront de 1,1 M\$ à 1,6 M\$.



La CMM, qui interviendra au niveau du financement, de la coordination et de la planification, aura la responsabilité des volets suivants :

- les programmes de communication, soit les campagnes annuelles de sensibilisation et d'information, la production d'outils types pour les municipalités locales (bottin de ressources métropolitaines, guide de gestion des matières résiduelles, guide d'implantation de la collecte à trois voies, etc.);
- l'administration et le suivi des clauses contractuelles types;
- le suivi et la surveillance (mécanismes et éléments de suivi, bilans annuels, révisions quinquennales);
- la préparation de politiques d'achat et d'octroi des contrats;
- la réalisation du projet-pilote de collecte à trois voies dans les multi-logements;
- éventuellement, la gestion des revenus provenant des lois 102 et 130.

Pour leur part, les municipalités locales gèreront l'essentiel des budgets. Elles auront la responsabilité de toutes les activités relatives à la gestion et à l'application du plan, soit :

- les programmes de communication : campagnes annuelles de sensibilisation et d'information;
- l'administration : harmonisation de la réglementation, adoption de politiques environnementales d'achat et d'octroi de contrats, harmonisation contractuelle, implantation de mécanismes et d'éléments de suivi et publication du bilan annuel;
- les matières recyclables : campagnes annuelles de sensibilisation et d'information, distribution des bacs et sacs de récupération, remplacement des bacs et sacs de récupération et collecte sélective porte-à-porte des matières recyclables;
- les matières putrescibles : campagnes annuelles de sensibilisation et d'information, distribution des bacs de récupération, remplacement des bacs de récupération, collecte sélective porte-à-porte des résidus verts, collecte complémentaire porte-à-porte des branches et autres résidus verts, collecte sélective des matières putrescibles (résidus verts et de table);
- les RDD : exploitation des dépôts permanents, collecte et traitement des RDD;
- les textiles et les encombrants : achat et distribution des sacs de récupération des textiles, exploitation des éco-parcs, collecte des encombrants, traitement/valorisation des textiles et des encombrants;
- les déchets ultimes : collecte/transport/élimination, gestion des conteneurs municipaux, élimination des déchets ultimes des éco-parcs.

Les coûts annuels associés à la mise en œuvre du PMGMR sont résumés dans le tableau suivant par activité à financer pour la CMM et pour les municipalités locales.

**Tableau 5.3 Estimation des coûts annuels du PMGMR
(en milliers de dollars constants de 2001)**

		2001	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Communauté métropolitaine de Montréal	Communication sensibilisation	-	1 055	1 075	1 055	1 055	1 075	1 055	1 055	1 075
	Administration et gestion	-	30	30	30	130	30	30	30	30
	Valorisation	Recyclables	-	-	-	-	-	-	-	-
		Putrescibles	-	20	5	-	-	-	-	-
		RDD	-	-	-	-	-	-	-	-
		Textiles encomb.	-	-	-	-	-	-	-	-
	Élimination	Ordures	-	-	-	-	-	-	-	-
		Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
	Sous-total CMM	-	1 110	1 110	1 090	1 190	1 110	1 090	1 090	1 110
Municipalités locales	Communication sensibilisation	3 280	7 140	7 190	7 240	7 270	7 310	7 350	7 390	7 430
	Mesures de gestion	-	390	20	100	-	-	-	-	-
	Valorisation	Recyclables	27 330	49 640	54 850	56 090	63 270	64 550	72 260	73 790
		Putrescibles	2 450	15 160	34 050	38 700	48 570	50 530	49 770	51 650
		RDD	2 220	5 720	5 970	6 240	6 610	6 960	7 260	7 560
		Textiles encomb.	840	10 890	10 940	11 000	11 040	11 090	11 140	11 180
	Élimination	Ordures	92 920	102 655	91 378	89 991	78 341	78 365	77 224	77 071
		Autres	8 400	8 077	7 439	7 310	6 401	6 362	6 102	5 771
	Sous-total municipalités locales	137 440	199 670	211 840	216 670	221 500	225 170	231 120	234 710	242 460
	1000 \$	137 440	200 780	212 950	217 760	222 690	226 280	232 210	235 800	243 570
	\$ / u.o. / année	100 \$	141 \$	148 \$	150 \$	153 \$	155 \$	158 \$	160 \$	164 \$

5.1.3 Coûts totaux et surcoût net à financer

Entre 2004 et 2013, les coûts totaux (somme des coûts en immobilisation et des coûts d'opération annuels) augmenteront graduellement jusqu'à un peu plus de 250 M\$.

Afin de fournir une base de comparaison solide, l'estimation des coûts a été également réalisée pour la situation du statu quo qui correspond à la continuité de la situation actuelle. Selon ce scénario, les coûts de la gestion des matières augmenteraient à un peu moins de 177 M\$.

L'estimation des coûts pour la situation du statu quo permettra d'isoler l'impact de la mise en œuvre du PMGMR sur les coûts de gestion des matières résiduelles, compte tenu du fait que les coûts seront affectés de toute manière par l'évolution démographique et l'augmentation de la production des matières résiduelles. Le statu quo fait l'hypothèse que les pratiques actuelles se poursuivent en incorporant la croissance démographique et l'augmentation tendancielle (en raison de la croissance du taux de génération per capita au rythme annuel de 1,8 %) des volumes de matières résiduelles générés.



Le tableau suivant présente ces coûts par année jusqu'en 2013. Il présente également le résultat de l'estimation des coûts pour la situation du statu quo.

Les coûts d'exploitation en dollars constants prévus au statu quo croissent au rythme annuel moyen de 2,12% sous l'influence combinée de la croissance démographique et de la génération du volume de matières résiduelles générées. D'un niveau de 137 M\$ en 2001, ils atteindraient près de 177 M\$ en 2013, une hausse de 40 M\$ en douze ans ou 3,3 M\$ en moyenne par année. Enfin, ces coûts se seraient de nouveau accru de 40 M\$ pour atteindre 217 M\$ en 2024, ce qui donne un accroissement annuel de l'ordre de 3,6 M\$ au cours de la période 2013 à 2024.

Les coûts d'exploitation du PMGMR croissent nettement plus fortement que ceux du statu quo, leur taux annuel moyen de croissance étant de 4,8 % sur la période 2001 à 2013. Ainsi, pour un même niveau de 137 M\$ en 2001, les coûts prévus atteignent près de 242 M\$ en 2013, une hausse de 105 M\$ sur douze ans, plus de deux fois et demie la hausse correspondante au statu quo. Par contre, entre 2013 et 2024, les coûts d'opération de ce scénario n'augmentent guère plus (environ 41 M\$) que ceux du statu quo, le PMGMR n'ayant donc plus d'impact significatif sur l'accroissement des coûts d'exploitation au cours de cette dernière période de la simulation.

Tableau 5.4 : Coût annuel de la gestion des matières résiduelles

		2001		2006		2007		2008		2009	
		M \$	\$/u.o.	M \$	\$/u.o.	M \$	\$/u.o.	M \$	\$/u.o.	M \$	\$/u.o.
PMGMR	Coût annuel d'exploitation	137,44	100	178,43	127	205,76	144	216,67	150	221,50	153
	Amortissement des coûts en capital (capital et intérêts)	n.d.	n.d.	0,91	1,82	2,00	5,93	4,00	4	7,55	5
	Coût total	137,44	100	180,25	128,50	211,69	148,00	222,19	154	229,05	158
STATU QUO	Coût annuel d'exploitation	137,44	100	155,07	110,50	160,03	112,50	163,88	114	166,35	115
	Amortissement des coûts en capital (capital et intérêts)	n.d.	n.d.	0,02	0,05	0,00	0,10	0,00	0	0,12	0
	Coût total	137,44	100	155,09	110,50	160,08	112,50	164,00	114	166,47	115
Coût excédentaire		0	0	25,16	18,00	51,61	35,50	43	40	62,58	43
		2010		2011		2012		2013			
		M \$	\$/u.o.	M \$	\$/u.o.	M \$	\$/u.o.	M \$	\$/u.o.		
PMGMR	Coût annuel d'exploitation	225,17	154	231,12	158	234,71	159	242,46	164		
	Amortissement des coûts en capital (capital et intérêts)	7,25	5	7,13	5	7,29	5	7,19	5		
	Coût total	232,42	159	238,25	163	241,30	164	249,65	169		
STATU QUO	Coût annuel d'exploitation	168,87	116	171,48	117	174,15	118	176,47	119		
	Amortissement des coûts en capital (capital et intérêts)	0,12	0	0,12	0	0,12	0	0,12	0		
	Coût total	168,99	116	171,60	117	174,27	118	176,59	119		
Coût excédentaire		63,43	43	66,65	45	67,73	46	73,06	49		

La comparaison entre les coûts totaux annuels de mise en œuvre du PMGMR et les coûts totaux annuels du statu quo permet de distinguer le coût excédentaire, ou le surcoût net, associé à la mise en œuvre du PMGMR.

L'estimation du surcoût a été effectuée comme suit :

Surcoût = coûts d'exploitation PMGMR + investissements PMGMR – coûts d'exploitation statu quo

Toutefois, le montant à financer par de nouvelles sources de revenus ne sera pas égal au surcoût puisque le gouvernement du Québec, par le biais des lois 102 et 130, a créé des revenus supplémentaires de manière concomitante aux objectifs qu'il impose dans sa *Politique*. Le montant à financer, appelé surcoût net PMGMR, est obtenu en déduisant du surcoût la somme des revenus municipaux générés par l'application des règlements prévus aux lois 102 et 130, soit :

Surcoût net = surcoût – revenus loi 102 – revenus loi 130

Les données nécessaires à l'estimation du surcoût sont présentées au tableau suivant.

**Tableau 5.5 Surcoût total et surcoût net PMGMR
(en dollars constants de 2001)**

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Population (millions)	3,39	3,42	3,43	3,45	3,46	3,47	3,47	3,48
Unités d'occupation (millions)	1,41	1,43	1,44	1,45	1,46	1,47	1,47	1,48
Coûts								
Coût d'application du PMGMR (millions \$)	178,4 \$	205,8 \$	216,7 \$	221,5 \$	225,2 \$	231,1 \$	234,7 \$	242,5 \$
INVESTISSEMENT (Amortissement et intérêt) (millions \$)	1,8 \$	5,9 \$	5,5 \$	7,5 \$	7,2 \$	7,1 \$	7,3 \$	7,2 \$
STATU QUO (millions \$)	155,1 \$	160,1 \$	163,9 \$	166,4 \$	168,9 \$	171,5 \$	174,2 \$	176,5 \$
Surcoût PMGMR (PMGMR + INV - STATU QUO) (millions \$)	25,2 \$	51,6 \$	58,3 \$	62,7 \$	63,5 \$	66,8 \$	67,8 \$	73,2 \$
Surcoût (\$ / unité occupation)	18,00 \$	51,61 \$	40,41 \$	43,22 \$	43,58 \$	45,55 \$	46,04 \$	49,40 \$
Recettes								
Recettes estimées - Loi 102 (millions \$)	16,1 \$	22,3 \$	24,4 \$	27,6 \$	28,2 \$	31,7 \$	32,3 \$	36,0 \$
Recettes estimées - Loi 130 (millions \$)	14,7 \$	13,6 \$	12,8 \$	10,2 \$	10,1 \$	10,7 \$	10,6 \$	10,1 \$
Total recettes 2 – Loi 102 et 130 (millions \$)	30,8 \$	35,9 \$	37,2 \$	37,9 \$	38,3 \$	42,3 \$	42,9 \$	46,1 \$
Solde								
Surcoût net 2 PMGMR (Surcoût - recettes totales 2) (millions \$)	- 5,7 \$	15,7 \$	21,2 \$	24,8 \$	25,3 \$	24,4 \$	24,9 \$	27,1 \$
Surcoût net (\$ / unité occupation)	-4,02 \$	11,01 \$	14,66 \$	17,12 \$	17,32 \$	16,66 \$	16,90 \$	18,29 \$

Les résultats des simulations montrent que le surcoût PMGMR est de 25,2 M\$ la première année du programme, augmente par paliers pour atteindre 73 M\$ en 2013 et atteint son niveau maximum de 75 M\$ en 2016 et diminue par la suite pour atteindre 67 M\$ en 2024.

Par contre, en tenant compte des revenus attendus des lois 102 et 130, le surcoût net serait de 15,7 M\$ en 2007 et atteindrait 27 M\$ en 2013. De nouvelles sources de revenus devront être trouvées pour financer ce surcoût net.



Il faut rappeler ici que les revenus supplémentaires attendus des lois 102 et 130 dépendent de règles qui ne sont pas encore appliquées, voire définies. Ces revenus ont été estimés sur la base d'hypothèses et pourraient donc devoir être revus s'il s'avérait que les règlements d'application diffèrent largement des hypothèses sous-jacentes aux estimations présentées¹⁴.

Il est ici utile de rappeler, en ce qui concerne la loi 130, que l'accroissement des recettes des municipalités locales proviendra uniquement des volumes de matières éliminées non municipales puisque les municipalités locales paieront un montant de taxe égal aux recettes fiscales qu'elles obtiendront sur les volumes de déchets ultimes municipaux.

5.2 Financement du PMGMR

Dans l'hypothèse où les municipalités doivent assumer la totalité du surcoût engendré par la mise en œuvre du PMGMR, l'augmentation de la richesse foncière des municipalités ne permettra pas de maintenir constant le taux de la taxe foncière dédié à la gestion des matières résiduelles. Les municipalités locales devraient donc consentir une part plus importante de leurs recettes à cette gestion¹⁵.

Par contre, si le coût du PMGMR est partiellement financé par les recettes supplémentaires créées par les lois 102 et 130, l'augmentation requise de la fraction de la taxe foncière consacrée à la gestion des matières résiduelles serait beaucoup moins importante. Toutefois, alors que la dépendance des municipalités envers la taxation foncière est trop élevée et que les municipalités demandent une diversification de leurs sources de revenus, la recherche de sources de financement alternatives est nécessaire.

Dans ce contexte, et afin de déterminer les modes de financement les plus susceptibles de financer le surcoût net du PMGMR tout en contribuant à l'atteinte des objectifs de réduction des matières résiduelles, la CMM a analysé plusieurs modes de financement (voir annexe 5).

À la suite de cette analyse, la CMM a retenu cinq modes de financement :

- subvention gouvernementale à la CMM;
- taxation foncière générale;
- taxe métropolitaine sur la collecte ou sur l'enfouissement;
- tarification des services de gestion des déchets ultimes;
- tarification à la source.

14 Les hypothèses ayant servi au calcul des recettes générées par les lois 102 et 130 sont les suivantes : pour la loi 102, la CMM reçoit 45 % du coût net de la collecte sélective, (c'est-à-dire le maximum de 50 % prévu par la loi moins les frais de gestion conservés par Recyc-Québec); et pour la loi 130, 10 % des recettes sont retenues par Recyc-Québec pour couvrir les frais d'administration de l'organisme responsable et 90 % du solde sera versé à la CMM pour le financement du surcoût PMGMR.

15 Le statu quo présume que les municipalités trouveront au fil des années, dans la fiscalité municipale, les recettes nécessaires pour faire face à la hausse des volumes découlant de la croissance démographique et de l'augmentation tendancielle du taux de génération des matières résiduelles. Cette présomption s'appuie sur l'évolution des rôles d'évaluation foncière qui permettra – à taux de taxation constant – des hausses de recettes dont une partie devrait être naturellement attribuée à la gestion des matières résiduelles. Il est intéressant, dans cette perspective, d'analyser l'évolution prévue du coût de gestion des matières résiduelles du PMGMR et des recettes municipales consacrées à ce poste de dépense. Pour ce faire, dans un premier temps, le « taux de taxe foncière MR » actuel est défini comme le ratio du coût de gestion des matières résiduelles (137 M\$ en 2001) sur la richesse foncière (156 milliards \$ en 2001), soit un taux de 0,085 %. Ce taux de taxe constant est ensuite appliqué aux valeurs prévues de la richesse foncière pour estimer la « recette MR » pour chacune des années. Enfin, ces recettes MR à taux constant sont comparées aux coûts prévus du PMGMR. Cette comparaison permet de voir si l'évolution de la richesse foncière de la CMM peut permettre aux municipalités de financer le coût ou le coût net du PMGMR, ce qui est désigné comme leur capacité de financement du PMGMR.

5.2.1 Subvention gouvernementale

Au niveau du *financement par une subvention du Québec*, des analyses ont été effectuées pour mesurer le financement du surcoût net par le biais d'une subvention totale, d'une subvention par tonne d'ordures municipales et d'une subvention par unité d'occupation. Ces subventions pourraient être accordées par le ministère de l'Environnement ou celui des Affaires municipales ou les deux dans le cadre de dépenses de programme.

La subvention par tonne d'ordures municipales passerait de 3 \$ en 2007 à 30 \$ en 2014, puis à 10 \$ en 2024.

Enfin, une subvention par unité d'occupation devrait varier entre 8 \$ à 17 \$.

5.2.2 Taxe foncière

Une taxe foncière de 3 \$ à 17 \$ par unité d'occupation permettrait de financer le surcoût net du PMGMR sur l'ensemble de la période.

5.2.3 Taxe métropolitaine sur la collecte ou sur l'enfouissement

Une taxe *métropolitaine sur la collecte* pourrait être imposée soit sur les véhicules de collecte, dont la flotte opérant sur le territoire métropolitain est estimée à 453 camions en 2001, soit sur le tonnage collecté. Le calcul de la taxe se fonde sur le tonnage non municipal, seules les recettes obtenues sur les déchets ultimes non municipaux servent à financer le surcoût.

Si le seul surcoût net devait être financé, la taxe par véhicule se situerait entre 18 000 \$ en 2006 et 81 000 \$ en 2013, tandis que la taxe par tonne passerait de 4 \$ en 2006 à 19 \$ en 2013.

Une *taxe métropolitaine sur l'enfouissement* des ordures non municipales donne les mêmes résultats que la taxe sur la collecte par tonne puisque le tonnage collecté est égal au tonnage enfoui.

5.2.4 Financement par le biais de la tarification

Dans cette hypothèse, les montants à financer comprennent, outre le surcoût et le surcoût net, les dépenses totales prévues de gestion des matières résiduelles selon le scénario PMGMR. Si la tarification était retenue, il serait en effet rationnel de financer ainsi l'ensemble des dépenses municipales de gestion des matières résiduelles, d'une part en raison des coûts requis pour mettre en place ce mode de financement par rapport au faible coût unitaire du surcoût ou du surcoût net à financer et, d'autre part, parce qu'il apparaît logique que les usagers paient la totalité et non seulement une faible partie des coûts des matières résiduelles qu'ils génèrent.

La tarification serait accompagnée d'une baisse des impôts fonciers ou spécifiques municipaux qui servaient auparavant à financer les services de gestion municipale. Les générateurs de matières résiduelles financeraient donc, par le biais de factures à payer, l'ensemble des coûts de gestion que leurs habitudes de consommation entraînent.

Les coûts unitaires du service de gestion des matières résiduelles sont estimés sur la base des quantités de déchets ultimes prévues au scénario PMGMR.



Les données nécessaires au calcul du coût unitaire de gestion des matières résiduelles pour les différentes options de tarification sont le tonnage des déchets ultimes municipaux (tarification au poids) et le nombre de sacs collectés (tarification au volume) ainsi que, pour la tarification à l'acte, les données relatives à la collecte (nombre d'unités d'occupation, u.o.) et nombre de levées (nombre u.o. par 52 semaines par année sous l'hypothèse d'une collecte par semaine).

La *tarification au volume* représente un prix par sac. Le coût par sac de 5,8 kg pour la gestion des matières résiduelles municipales varierait de 0,73 \$ au début de la période à 1,62 \$ en 2013/2014 puis à 1,51 \$ en 2024. À cela il faudrait ajouter le coût du sac et du service de tarification pour déterminer le prix par sac payé par les usagers.

L'unité de la *tarification au poids* est le kilogramme d'ordures collectées. Cette méthode de financement nécessiterait donc l'ajout d'instruments de pesée aux équipements de collecte. Le coût unitaire de gestion des matières éliminées au kilogramme ferait plus que doubler sur la période, passant de 0,13 \$ au début de la période à 0,28 \$ en 2014. Le prix aux usagers devrait également inclure le prix des bacs, le coût des nouveaux équipements pour les sociétés de collecte ainsi que le coût du service de facturation.

Enfin, une *tarification à la levée* (une collecte par semaine) de l'ordre de 2,20 \$ à 3,50 \$ assurerait le financement du coût total de la gestion des matières résiduelles sur l'ensemble de la période. Le prix aux usagers devrait aussi inclure le prix des sacs ou bacs ainsi que le coût administratif du service de tarification.

Compte tenu du faible niveau du coût unitaire à financer, notamment dans le cas du surcoût net, la tarification ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les quantités si les prix aux usagers étaient aussi faibles. Par contre, un niveau de prix qui reflète le coût unitaire de l'ensemble des coûts de gestion des matières résiduelles pourrait vraisemblablement avoir un impact notable sur les quantités générées.

Cela dit, si plusieurs experts considèrent que la tarification est le mode de financement le plus susceptible d'inciter l'utilisateur à réduire la quantité de déchets ultimes qu'il génère, la CMM a d'importantes réserves sur le recours à ce mode de financement en raison de ces effets régressifs.

Traditionnellement, la collecte des déchets domestiques a en effet été considérée comme un service essentiel payable par l'entremise de la taxation foncière générale. Or, même si la taxation foncière n'est pas purement redistributive, elle tient compte de la valeur de la propriété et, indirectement, des revenus des propriétaires. Au contraire, la tarification s'applique indistinctement selon le revenu des contribuables.

5.2.5 Financement par la tarification de l'industrie (à la source)

La CMM considère que la réduction de la production des déchets à la source est le meilleur moyen de diminuer la quantité de déchets produits. À cet égard, l'exemple allemand est évocateur.

L'Allemagne a innové, dès le début des années 1990, avec une nouvelle politique visant non seulement à recycler les déchets mais, surtout, à diminuer leur production à la source. Ainsi, depuis 1991, une loi prévoit le recyclage des emballages et limite leur production au strict nécessaire en obligeant les producteurs à récupérer et à recycler les emballages usagés.

Afin de dissuader l'utilisation d'emballages inutiles, les fabricants doivent payer une licence dont le prix est fonction du poids et de la taille de l'emballage. De leur côté, les consommateurs doivent séparer les emballages usagés des autres déchets ménagers. Les résultats de cette politique sont convaincants¹⁶.

Le principal impact positif de cette politique est de favoriser la disparition ou la réduction substantielle des emballages utilisés par les entreprises notamment les éco-recharges et les produits concentrés sont ainsi de plus en plus favorisés par les producteurs de lessives et de produits d'entretien.

Depuis 1996, une nouvelle loi étend ces principes à l'ensemble des biens de consommation et de la production. Elle a scellé la responsabilité du producteur sur le produit, de sa production à son élimination, et conféré à la limitation de la quantité de déchets le rang de priorité absolue, devant le recyclage, puis l'élimination selon des critères écologiques. Elle a aussi fait une distinction claire entre les déchets recyclables et les déchets à éliminer. Le principe de responsabilité du producteur sur son produit a également servi de modèle au développement d'une réglementation européenne en matière de politique des déchets.

S'inspirant de l'expérience allemande, la CMM privilégie ainsi que l'industrie assume 100 % des coûts de la collecte séparée des emballages et des imprimés. Ce mode de financement permettrait :

- d'inciter l'industrie à internaliser tous les coûts afférents aux biens qu'elle produit et met en marché;
- de réduire à la source les quantités d'emballages et d'imprimés.

Ce mode de financement demanderait une modification à la loi 102 qui prévoit actuellement que l'industrie assumera seulement 50 % des coûts découlant de la revalorisation des contenants, des emballages et des imprimés.

Selon les estimations de la CMM, les revenus supplémentaires qui lui seraient ainsi versés permettraient de financer la totalité du surcoût net en plus de constituer un fonds dont les sommes seraient réinvesties dans des mesures complémentaires à la mise en œuvre du PMGMR.

16 Entre 1990 et 1993, la quantité de déchets ménagers est passée de 50 à 43 millions de tonnes, selon le ministère fédéral de l'Environnement, soit une diminution de 14 %. Les chiffres sont plus frappants encore si l'on considère que, dans le même temps, la production a continué à augmenter et que les autres pays industrialisés ont continué à voir leurs décharges se remplir. De 1991 à 1998, la consommation d'emballages par habitant est tombée de 95 à 82 kg. Rien que de 1991 à 1995, elle a chuté de 900 000 tonnes au total. Quant à la proportion d'emballages recyclés, elle a augmenté de 17 % entre 1990 et 1993, pour atteindre 30 %. De 1991 à 1996, ce sont 20 millions de tonnes d'emballages qui ont été recyclées, selon le rapport d'activité de la société Duales System AG de 1996, société responsable de la gestion du système. Son dernier rapport cite le chiffre de 5,3 millions de tonnes pour la seule année 2001, soit 76,6 kg triés par habitant.



Conclusion

Entre 2001 et 2013, les coûts de la gestion des matières résiduelles sur le territoire de la CMM passeront de 137,4 M\$ à 250 M\$. Sans la mise en place du PMGMR (statu quo), le coût de gestion des matières aurait augmenté à 176,4 M\$. La différence entre les coûts du statu quo et les coûts de mise en œuvre du PMGMR, le surcoût, qui atteindra 73,1 M\$ en 2013, devra être financée par d'autres revenus.

Déjà, il est estimé qu'une partie de cette somme sera comblée par les revenus qui découleront des lois 102 et 130. Le solde (le surcoût net), qui atteindra 27 M\$ en 2013, devra toutefois être financé par des sources de revenus à identifier.

En ce qui concerne les revenus nécessaires au financement du surcoût net, cinq sources de revenus ont été plus particulièrement analysées par la CMM : (1) une subvention gouvernementale; (2) le recours à la taxation foncière; (3) la mise en place d'une taxe métropolitaine sur les véhicules de collecte des matières résiduelles ou sur l'enfouissement; (4) la mise en place d'une formule de tarification incitative auprès des citoyens; (5) une modification à la formule envisagée actuellement pour la contribution des industries telle que prévue par la loi 102.

Tableau 5.6 Sources de financement considérées pour financer le surcoût net du PMGMR

Source de financement	Description	Commentaires
Subvention gouvernementale	<ul style="list-style-type: none"> Subvention évaluée à 3 \$ par tonne d'ordures en 2007. 	<ul style="list-style-type: none"> Ne contribue pas à faire diminuer la production de matières résiduelles
Taxe foncière	<ul style="list-style-type: none"> Taxe entre 3 \$ et 17 \$ par unité d'occupation 	<ul style="list-style-type: none"> N'est pas souhaitable dans le contexte où la dépendance des municipalités envers cette source de revenus est déjà trop élevée Ne contribue pas à faire diminuer la production de matières résiduelles
Taxe métropolitaine	<ul style="list-style-type: none"> 81 000 \$ par camion annuellement en 2013 	<ul style="list-style-type: none"> Permet de couvrir le surcoût net Le contrôle et la gestion seraient complexes Le montant de la taxe semble démesuré
	<ul style="list-style-type: none"> 20 \$ par tonne de matières éliminées non municipale, en plus des huit dollars prévus par la loi 130 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation de 20 \$ par tonne en plus des 8 \$ prévus actuellement Si le gouvernement refuse d'amender la loi 130, la CMM devrait mettre en place cette taxe métropolitaine, ce qui pourrait s'avérer complexe
Tarification à l'usager	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'une formule de tarification 	<ul style="list-style-type: none"> Tarification de 37 \$ par unité d'occupation (2 sacs par semaine, 0,35 \$ par sac) permettrait de financer le surcoût net Incitatif de réduction de la mise au rebut par les citoyens Favorise le recyclage Nécessite la mise en place de nombreux points de vente Mode de gestion significativement plus complexe à gérer Alourdit davantage le fardeau fiscal des contribuables
Tarification à l'industrie par modification de la loi 102	<ul style="list-style-type: none"> 100 % des coûts de la récupération assumés par l'industrie 	<ul style="list-style-type: none"> 100 % des coûts de la récupération seraient assumés par l'industrie au lieu des 50 % prévus dans la loi actuelle Permet de couvrir la totalité du surcoût net et d'investir dans l'amélioration des services Incite l'industrie à internaliser tous les coûts afférents aux biens qu'elle produit et met en marché Réduit à la source les quantités importantes de contenants, d'emballages et d'imprimés

La CMM privilégie une modification législative à la loi 102 afin que l'industrie assume 100 % des coûts assumés par les municipalités pour la collecte séparée des contenants, des emballages et des imprimés. En plus d'assurer le financement du surcoût net, ce mode de financement permettrait :

- d'inciter l'industrie à internaliser tous les coûts afférents aux biens qu'elle produit et met en marché;
- de réduire à la source les quantités importantes de contenants, des emballages et des imprimés.

Le tableau suivant résume la proposition de la CMM à l'égard du financement du surcoût net.

Tableau 5.7 – Financement du surcoût et du surcoût net selon la proposition de la CMM

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Coûts								
Coût d'application du PMGMR (millions \$)	178,4 \$	205,8 \$	216,7 \$	221,5 \$	225,2 \$	231,1 \$	234,7 \$	242,5 \$
INVESTISSEMENT (Amortissement et intérêt) (millions \$)	1,8 \$	5,9 \$	5,5 \$	7,5 \$	7,2 \$	7,1 \$	7,3 \$	7,2 \$
STATU QUO (millions \$)	155,1 \$	160,1 \$	163,9 \$	166,4 \$	168,9 \$	171,5 \$	174,2 \$	176,5 \$
Surcoût PMGMR (PMGMR + INV - STATU QUO) (millions \$)	25,2 \$	51,6 \$	58,3 \$	62,7 \$	63,5 \$	66,8 \$	67,8 \$	73,2 \$
Recettes								
Recettes estimées - Loi 102 (millions \$)	16,1 \$	22,3 \$	24,4 \$	27,6 \$	28,2 \$	31,7 \$	32,3 \$	36,0 \$
Recettes estimées - Loi 130 (millions \$)	14,7 \$	13,6 \$	12,8 \$	10,2 \$	10,1 \$	10,7 \$	10,6 \$	10,1 \$
Total recettes 2 – Loi 102 et 130 (millions \$)	30,8 \$	35,9 \$	37,2 \$	37,9 \$	38,3 \$	42,3 \$	42,9 \$	46,1 \$
Solde								
Surcoût net 2 PMGMR (Surcoût - recettes totales 2) (millions \$)	- 5,7 \$	15,7 \$	21,2 \$	24,8 \$	25,3 \$	24,4 \$	24,9 \$	27,1 \$
Recettes supplémentaires avec modification à la loi 102 demandée par la CMM (millions \$)	17,9 \$	24,8 \$	27,1 \$	30,7 \$	31,3 \$	35,2 \$	35,9 \$	40,0 \$
Solde consacré à des mesures complémentaires à la mise en œuvre du PMGMR un fois le surcoût net payé (millions \$)	48,7 \$	9,0 \$	5,9 \$	5,9 \$	6,1 \$	10,8 \$	11,0 \$	12,9 \$

La CMM estime qu'un montant supplémentaire variant de 17 M\$ à 40 M\$, selon les années, serait ainsi remis à la CMM. Cette somme permettrait de financer le surcoût net en plus d'investir dans l'amélioration de l'efficacité des services en vue d'atteindre les objectifs de la *Politique*.

Afin d'assurer le financement qui soutiendra les objectifs du PMGMR, d'assurer que les revenus qui proviendront des lois 102 et 130 soient réservés à ces fins et, notamment, servent à rembourser les municipalités pour la mise en œuvre de toutes les mesures du PMGMR, la CMM privilégie la création d'un fonds métropolitain de gestion des matières résiduelles.

Ce fonds serait financé par les revenus provenant :

- des recettes découlant de la loi 102, telle que modifiée par la proposition de la CMM ;
- des recettes découlant de la loi 130.

Entre 2006 et 2013, plus de 550 M\$ seraient ainsi versés au fonds afin d'assurer le financement adéquat de la gestion des matières résiduelles sur le territoire de la CMM.

La CMM propose enfin d'être l'interlocutrice des associations accréditées, dans le cadre de la loi 102, pour la perception des fonds auprès de l'industrie et leur redistribution aux municipalités de la CMM.



Chapitre 6 • Échéancier d'implantation du PMGMR

Échéancier d'implantation du PMGMR												
Activité	Date	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Élaboration du PMGMR												
Adoption du Projet de PMGMR par le Conseil	2003/09/18	●										
Constitution de la CMCP par le Conseil	2003/09/18	●										
Avis public de consultations sur le Projet de PMGMR	2003/10/09	●										
Début des pré-consultations publiques / présentation du projet	2003/10/10	●										
Début de la consultation publique	2003/11/25	●										
Dépôt du rapport de la CMCP	2004/03/12		●									
Présentation du dossier à la Commission sur l'environnement	2004/04		●									
Adoption des révisions au Projet de PMGMR par le Conseil	2004/06		●									
Transmission au ministre du PMGMR et du rapport de la CMCP	2004/06		●									
Adoption du PMGMR final	2004/09		●									
Adoption par règlements municipaux par les municipalités	2005/04			●								
Rédaction des nouveaux devis municipaux d'appel d'offres pour la collecte	2005/09			●								
Rédaction des nouveaux devis municipaux pour la construction d'infrastructures	2005/09			●								
		2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013

Échéancier d'implantation du PMGMR

Activité

2003

2004

2005

2006

2007

2008

2009

2010

2011

2012

2013

Mise en œuvre du PMGMR

Mise à niveau de la collecte sélective porte-à-porte des matières recyclables

●

Sensibilisation : participation collecte des résidus verts

●

Implantation de la collecte des résidus de jardin

●

Sensibilisation : participation collecte des résidus de table

●

Implantation de la collecte des résidus de table

●

Interdiction de collecter le gazon coupé

●

Installation et mise en exploitation des dépôts permanents de RDD

●

Installation des écos-parcs

●

Exploitation des écos-parcs

●

Distribution de sacs de récupération des textiles par les municipalités

●

●

●

●

●

●

●

●

Campagnes de sensibilisation

Campagne CMM n° 1 : faire connaître le PMGMR et messages de valorisation

●

Campagne CMM n° 2 : message de réduction à la source et récupération de résidus verts

●

Campagne CMM n° 3 : message de sensibilisation au recyclage et à la récupération des RDD

●

Campagne CMM n° 4 : message de réduction à la source et de réemploi des matières

●

Campagne CMM n° 5 : message favorisant la collecte sélective de tous les putrescibles

●

Campagnes municipales : procédures à suivre et données locales dans la gestion

●

2003

2004

2005

2006

2007

2008

2009

2010

2011

2012

2013



Échéancier d'implantation du PMGMR

Activité	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Suivi et bilans											
Rédaction d'un guide de mécanismes et d'éléments de suivi de la progression du PMGMR		●									
Étude d'optimisation des méthodes de gestion		●									
Projet-pilote de collecte à trois voies dans les multi-logements		●	●								
Production de bilans mensuels				●	●	●	●	●	●	●	●
Mise à jour de la caractérisation des matières résiduelles produites				●					●		
Révision quinquennale du PMGMR					●					●	
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013

CONCLUSION

Le projet de plan métropolitain de gestion des matières résiduelles de la CMM propose de mettre en place les mesures nécessaires à l'atteinte globale des objectifs fixés par la loi.

Les objectifs de mise en valeur par type de matière résiduelle sont élevés et nécessitent l'adoption de plusieurs types d'intervention, dont la réduction à la source, l'augmentation de l'offre de services de collecte, la sensibilisation accrue de la population pour accroître son adhésion, le tri à la source de certaines matières, ainsi que l'interpellation du gouvernement pour appuyer la CMM dans ses efforts par des mesures réglementaires et financières.

L'implantation des mesures est progressive à la fois pour ne pas brusquer les changements comportementaux nécessaires et ne pas augmenter de façon trop rapide et draconienne les dépenses en gestion des matières résiduelles. L'échéance des contrats existants de collecte des matières résiduelles doit également être respectée, tout comme le principe de l'autonomie locale.

La CMM vise non seulement l'atteinte finale des objectifs de récupération et de valorisation fixés dans la loi, mais aussi leur implantation selon un échéancier graduel, réaliste et acceptable par la population. De plus, la CMM adhère au délai de 10 ans énoncé dans le titre même de la *Politique 1998-2008* et fixe donc l'année horizon à 2013, soit un échéancier de 10 ans.

Les principales mesures retenues

Pour atteindre les objectifs de valorisation et de récupération fixés par la loi, la CMM a axé les principales mesures à mettre en œuvre autour des cinq priorités suivantes :

- La mise à niveau de la collecte sélective porte-à-porte des matières recyclables pour tous les citoyens du secteur résidentiel sur l'ensemble du territoire de la CMM. Selon l'échéancier prévu, cette mesure devra être effective à compter du 1^{er} janvier 2006 dans tous les immeubles de huit logements et moins, partout où c'est possible sans bris de contrat.
- L'implantation graduelle de la deuxième voie, c'est-à-dire de la collecte sélective des matières putrescibles (les résidus de jardin et les résidus de table). Cette deuxième voie sera implantée en deux temps : d'abord la collecte des résidus de jardin à compter du 1^{er} janvier 2006, ensuite la collecte des résidus de table à compter du 1^{er} janvier 2007.
- En ce qui a trait à la troisième voie, c'est-à-dire la collecte des matières devant être acheminées vers les sites d'enfouissement, elle sera effective dès la mise à niveau de la collecte sélective porte-à-porte à compter du 1^{er} janvier 2006. Toutefois, à compter du 1^{er} janvier 2007, il y aura interdiction d'y inclure les résidus domestiques dangereux.
- Pour éviter que les RDD se retrouvent dans les sites d'enfouissement, la CMM introduit une mesure complémentaire visant à récupérer les RDD. À cet effet, à compter du 1^{er} janvier 2007, tous les RDD devront être acheminés dans les sites désignés pour les accueillir. L'implantation de cette mesure nécessite l'installation de dépôts permanents capables de recueillir les RDD. Lorsque ces installations seront en service, les autorités locales pourront alors choisir de discontinuer les collectes itinérantes ou annuelles actuelles.
- Enfin, la CMM accorde une priorité importante à la sensibilisation et à l'information du grand public. La CMM aura, entre autres, la responsabilité d'organiser des campagnes métropolitaines de sensibilisation, tandis que les autorités locales auront la responsabilité d'informer et de sensibiliser le public sur les procédures et les moyens locaux qui seront mis en place pour atteindre les objectifs.



Les mesures retenues pour la mise en œuvre du PMGMR sont importantes et devraient permettre de réduire la production de matières résiduelles, de promouvoir la récupération et la valorisation des matières résiduelles. L'ensemble devrait ainsi permettre de réduire les quantités de matières résiduelles devant prendre la filière de l'élimination.

Les infrastructures nécessaires à la réalisation du PMGMR

La mise en place des mesures proposées dans le PMGMR implique la disponibilité de nouvelles infrastructures pour atteindre les objectifs de valorisation, de récupération et d'élimination des matières résiduelles produites. Bien que les infrastructures existantes peuvent encore répondre à la demande actuelle, force est de constater qu'elles ne pourront pas toujours suffire et qu'un certain nombre de nouvelles installations devront être envisagées.

Les éco-parcs

Étant donné la présence actuelle d'éco-parcs déjà existants dans certaines municipalités, la CMM estime qu'un total de 62 éco-parcs seront requis pour couvrir les besoins du territoire, dont 45 nouveaux. À cet effet, les parcs à conteneurs existants devront être convertis en éco-parcs complets.

Les dépôts permanents

En ce qui a trait aux dépôts permanents, la CMM estime que 102 dépôts permanents seront requis sur le territoire pour atteindre les objectifs, dont 86 nouveaux. La CMM est d'avis que l'aménagement d'un dépôt permanent par autorité locale est souhaitable et qu'un dépôt permanent ne devrait pas desservir plus de 25 000 citoyens.

Bien que des adaptations puissent être faites dans certains cas, l'estimation du nombre de dépôts permanents a été réalisée de la façon suivante :

- Pour les autorités locales de plus de 100 000 citoyens : un dépôt permanent par arrondissement ou secteur administratif, en considérant que l'éco-parc doit comprendre un dépôt permanent.
- Pour les autres autorités locales : un dépôt permanent par autorité locale ou un dépôt permanent desservant environ 25 000 citoyens.

Les centres de compostage

La mise en place progressive des services de collecte porte-à-porte des matières putrescibles (résidus de jardin et résidus de table) nécessitera l'implantation graduelle de nouvelles installations de compostage.

Ainsi, la CMM estime que 19 nouveaux centres de compostage seront requis pour faciliter l'atteinte des objectifs visés. De ce nombre, 12 de ces nouveaux centres seront nécessaires pour les besoins spécifiques du secteur municipal et 7 autres centres supplémentaires seront requis pour desservir le secteur des ICI.

Les lieux d'enfouissement sanitaire (LES)

En plus des infrastructures précédentes, le projet de PMGMR reconnaît que la question de l'élimination des déchets ultimes est fondamentale.

Cinq lieux d'enfouissement sanitaire desservent actuellement la CMM : BFI-UTL à Terrebonne (secteur Lachenaie), EBI à Sainte-Geneviève-de-Berthier, la Régie intermunicipale Argenteuil-Deux-Montagnes à Lachute, Intersan à Sainte-Sophie et Intersan à Saint-Nicéphore. Seul le LES de Lachenaie est situé sur son territoire et la CMM y achemine 39 % des matières résiduelles du secteur municipal. Le reste est dirigé vers les autres lieux d'enfouissement situés à l'extérieur du territoire de la CMM.

La Loi sur la qualité de l'environnement accorde aux municipalités régionales le droit de limiter ou de refuser toute quantité de matières résiduelles destinée à l'élimination provenant de l'extérieur de son territoire. À cause de ce droit de regard, la CMM se doit, dans son PMGMR, de choisir entre l'application du principe de l'autonomie régionale ou, comme c'est le cas actuellement, la poursuite de la collaboration interrégionale.

Dans le cadre de la production du PMGMR, la CMM a analysé le scénario de l'autonomie régionale. Ce scénario ferait en sorte d'augmenter le nombre de LES dans les cinq secteurs du territoire de la CMM. Compte tenu des longs délais d'autorisation et d'implantation de tels équipements, la CMM est plutôt en faveur de maintenir la situation actuelle.

Toutefois, à la suite de la publication récente du rapport de consultation du BAPE portant sur l'agrandissement du LES de Lachenaie, les impacts sociaux relatifs à ce type d'équipement sont apparus comme étant tellement majeurs que la CMM préfère soumettre toute cette question à la consultation publique.

Le financement des nouvelles mesures

Entre 2001 et 2013, les coûts de la gestion des matières résiduelles sur le territoire de la CMM passeront de 137,4 M\$ à 249,6 M\$. Sans la mise en place des nouvelles mesures retenues par la CMM, le coût de la gestion des matières aurait augmenté à 176,4 M\$ en 2013. Le surcoût engendré par la mise en œuvre du PMGMR atteindra 73,1 M\$ en 2013. Ce montant devra être financé par d'autres revenus que le champ foncier.

La CMM propose de financer le surcoût total de 73,1 M\$ par les revenus qui découleront des lois 102 et 130. La CMM privilégie ainsi une modification législative de la loi 102 afin que l'industrie assume 100 % des coûts actuellement payés par les municipalités pour la collecte séparée des contenants, des emballages et des imprimés.

En effet, les revenus prévus par la loi 102 sont égaux au coût net de récupération des matières recyclables des municipalités, jusqu'à concurrence de 50 %. Pour le territoire de la CMM, ces revenus sont estimés à 36 M\$. Mais la réglementation gouvernementale n'a pas encore été présentée. La position de la CMM est à l'effet de percevoir les revenus totaux équivalents au coût net de la récupération des matières recyclables sur le territoire de la CMM, par le biais d'un fonds métropolitain de gestion des matières résiduelles.

La CMM recommande aussi de prévoir, à même le fonds métropolitain de gestion des matières résiduelles, les revenus provenant de la loi 130. Ces revenus, estimés à 10 M\$, proviennent d'une taxe à l'enfouissement. Mais la réglementation gouvernementale n'a pas encore été présentée.

Calendrier de mise en œuvre

Les mesures seront mises en œuvre progressivement à partir du 1^{er} janvier 2006, afin d'allouer le temps nécessaire à l'adoption du PMGMR et à l'entrée en vigueur de la réglementation ad hoc que devront adopter toutes les municipalités.

La mise en œuvre se fera graduellement pour respecter à la fois la durée des contrats municipaux existants de collecte des ordures, les délais d'implantation et d'aménagement des éco-parcs, les délais de mise en œuvre des « filières de traitement » par Recyc-Québec, ainsi que la mise en application des lois gouvernementales. En tenant compte des contraintes précédentes, la CMM prévoit que les mesures proposées produiront leur plein effet sur un horizon de dix ans, c'est-à-dire vers 2013.

Lexique

Andain	Empilement de matières putrescibles en tas longs et étroits de forme triangulaire ou trapézoïdale
Bac	Bac de récupération autorisé servant à déposer les matières recyclables pour la collecte sélective
Biogaz	Tous les gaz produits par les matières résiduelles mises en décharges
Boues municipales	Boues ou autres résidus issus des stations municipales de traitement des eaux usées ou de l'eau potable, des fosses septiques ou des stations de traitement des boues de fosses septiques, incluant les résidus résultant du curage des égouts
Centre de tri	Lieu où s'effectue le tri, le conditionnement et la mise en marché des matières récupérées par la collecte sélective
Collecte sélective	Mode de récupération qui permet de collecter des matières résiduelles pour en favoriser la mise en valeur
Compostage	Procédé contrôlé d'oxydation biologique qui implique un substrat organique hétérogène à l'état solide; évolue en passant par une phase thermophile (> 45 °C et une libération temporaire de phytotoxines; mène à une production de bioxyde de carbone, d'eau, de minéraux et de matière organique stabilisée (compost)
Consigne	Somme d'argent perçu à l'achat d'un produit, remboursable en totalité ou partiellement, pour en favoriser la récupération, après consommation
Débris de construction et de démolition	Sous-catégorie des matériaux secs
Déchet ultime	Déchet issu du tri, du conditionnement et de la mise en valeur des matières résiduelles
Déchetterie	Lieu d'apport, d'accueil et de tri de résidus et de matières secondaires. La déchetterie est aussi connue sous le nom de parcs à conteneurs, de recyclerie ou d'Éco-centre. Les usagers apportent volontairement des matières résiduelles encombrantes telles que du bois, du métal, de la terre, des appareils électroménagers, etc. Autant que possible, les matières apportées sont réorientées vers le réemploi, le recyclage et la valorisation
Dépôt de matériaux secs	Lieu de dépôt définitif pour les matériaux secs et les matériaux d'excavation
Dépôt en tranchées	Lieu de dépôt définitif des matières résiduelles pour les municipalités peu peuplées et éloignées des lieux d'enfouissement ou des incinérateurs



Développement durable	Développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Le développement durable permet d'assurer un juste équilibre entre trois éléments fondamentaux : le développement économique, la protection des écosystèmes et le développement social
Digestion anaérobie	Procédé contrôlé de décomposition biologique de la matière organique à l'état solide ou liquide qui, contrairement au compostage, se déroule en absence d'oxygène; la décomposition évolue par une phase mésophile (35 à 40 °C) ou thermophile (>45 °C) et résulte en trois produits à valoriser : un biogaz composé de méthane et de bioxyde de carbone, un substrat solide appelé digestat, et un liquide riche en éléments fertilisants.
Élimination	Toute opération visant le dépôt ou le rejet définitif de matières résiduelles dans l'environnement, notamment par mise en décharge, stockage ou incinération, y compris les opérations de traitement ou de transfert de matières résiduelles effectuées en vue de leur élimination
Encombrant	Appelé aussi « gros morceau » ou « monstre », il s'agit de matériaux secs d'origine domestique : les résidus encombrants comprennent notamment les meubles, les appareils électroménagers, les résidus de construction, de rénovation et de démolition d'origine résidentielle
Entreprise d'économie sociale	<p>Domaine de l'économie sociale qui regroupe l'ensemble des activités et des organismes, issus de l'entrepreneuriat collectif, qui s'ordonnent autour des principes et des règles de fonctionnement suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'entreprise de l'économie sociale a pour finalité de servir ses membres ou la collectivité plutôt que de simplement engendrer des profits et viser le rendement financier; • elle a une autonomie de gestion par rapport à l'État; • elle intègre dans ses statuts et ses façons de faire un processus de décision démocratique impliquant usagers et usagers, travailleuses et travailleurs; • elle défend la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition de ses surplus et ses revenus; • elle fonde ses activités sur les principes de la participation, de la prise en charge et de la responsabilité individuelle et collective.
ICI	Secteurs industriel, commercial et institutionnel
Incinération	Élimination des matières résiduelles par combustion, dans un équipement destiné principalement à réduire celles-ci en cendres et en gaz
Lieu d'enfouissement sanitaire	Lieu de dépôt définitif où l'on décharge, compacte et recouvre les matières résiduelles dans des cellules aménagées et exploitées de sorte à réduire, le plus possible, et à contrôler la contamination par le lixiviat, les odeurs et les biogaz
Lixiviat (eaux de lixiviation)	Tout liquide filtrant des matières résiduelles mises en décharge et s'écoulant d'une décharge ou contenu dans celle-ci

Matières putrescibles	Ensemble de tous les résidus de table et des résidus verts générés par les résidences et les ICI (incluant le secteur agroalimentaire); également utilisé dans le même sens : résidus organiques ou matière organiques
Matières recyclables	Matières résiduelles qui peuvent être mises en valeur par la voie du recyclage pour être réintroduites dans un cycle de production
Matière résiduelle	Tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, tout matériau ou tout produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que le détenteur destine à l'abandon
Matériaux secs	Résidus broyés ou déchetés qui ne sont pas fermentescibles et qui ne contiennent pas de matières dangereuses, le bois tronçonné, les gravats et plâtras, les pièces de béton et de maçonnerie et les morceaux de pavage
Matière secondaire	Résidu récupéré, conditionné ou non, qui peut être utilisé dans un ouvrage ou un procédé de fabrication
Mise en valeur	Utilisation de produits issus de matières résiduelles
Objectifs gouvernementaux	Objectifs de mise en valeur des matières résiduelles pouvant être mises en valeur selon la <i>Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008</i>
Ordures ménagères	Matières résiduelles destinées à l'élimination et produites par les activités quotidiennes des citoyens en secteur résidentiel
Organisme sans but lucratif (OSBL)	Organisme constitué à des fins sociales, éducatives ou philanthropiques et dont l'objet n'est pas de procurer un avantage économique à ses membres ni de leur distribuer les profits engendrés par certaines de ses activités
Centre de transfert	Toute installation où les matières résiduelles sont déchargées afin de permettre leur préparation à un transport ultérieur en vue d'une élimination dans un endroit différent
Potentiel récupérable	Pourcentage de matières résiduelles potentiellement récupérables pour des fins de mise en valeur par rapport à la quantité totale de cette matière
Putrescible	Qui se décompose sous l'action des bactéries
Récupération	Méthode de traitement des matières résiduelles qui consiste à récupérer, par voie de collecte, de tri, d'entreposage ou de conditionnement, des matières rebutées en vue de leur valorisation
Recyclage	Utilisation, dans un procédé manufacturier, d'une matière secondaire en remplacement d'une matière vierge
Réduction à la source	Action permettant d'éviter de générer des résidus lors de la fabrication, de la distribution et de l'utilisation d'un produit



Réemploi	Utilisation répétée d'un produit ou d'un emballage, sans modification de son apparence ou de ses propriétés
Résidu	Synonyme de matière résiduelle
Résidu de table	Résidu provenant de la préparation et de la consommation domestique des aliments tels : restes de table, sachet de thé, marc de café, pelures de fruits et de légumes, etc. Aussi appelés résidus alimentaires
Résidu domestique dangereux	Tout résidu généré à la maison qui a les propriétés d'une matière dangereuse, telle que définie dans le règlement sur les matières dangereuses (lixivable, inflammable, toxique, corrosive, explosive, comburante ou radioactive) ou qui est contaminé par une telle matière, qu'il soit sous forme solide, liquide ou gazeuse
Résidu vert	Matière végétale provenant des activités de jardinage, d'horticulture, d'aménagement, de désherbage et d'autres activités connexes, comprenant les herbes, les feuilles, les plantes, les résidus de taille, le gazon coupé. Aussi appelés résidus de jardin et herbes et feuilles.
Ressourcerie	Centre communautaire de récupération, réparation, revalorisation et revente de matières résiduelles de provenance domestique, industrielle, commerciale et institutionnelle. De plus, on y retrouve habituellement des activités reliées à la réintégration sociale ainsi qu'à l'adaptation et la formation de la main-d'œuvre, tout en visant la création d'emplois viables. Le terme Ressourcerie est protégé par copyright. Les organismes désirant porter le nom de Ressourcerie doivent être accrédités par le Réseau des Ressourceries du Québec
Taux de détournement	Correspond au rapport entre la quantité de matières récupérées ou valorisées et la quantité de matières résiduelles produites
Taux de récupération anticipé	Correspond au rapport entre la quantité estimée de matières résiduelles récupérées, anticipée pour une année donnée, à des fins de mise en valeur et la quantité de matières résiduelles potentiellement récupérables
Taux de récupération	Correspond au rapport entre la quantité de matières résiduelles valorisées à des fins de mise en valeur et la quantité de matières résiduelles pouvant être mises en valeur
Traitement	Tout procédé physique, thermique, chimique, biologique ou mécanique qui, appliqué à un résidu, vise à produire une matière secondaire ou un produit manufacturé, à réduire sa dangerosité ou à faciliter sa manipulation ou son transport et à permettre sa réinsertion sécuritaire dans l'environnement ou son élimination
Textiles	Il existe deux grandes familles de textiles, les fibres naturelles et les fibres synthétiques. Les fibres naturelles, comme la laine et le coton, sont de moins en moins utilisées par les fabricants de vêtements. Les fibres composées de produits dérivés du pétrole, comme le Lycra, le polyester, le polar et le nylon, occupent la plus importante part du marché.

Tri à la source	Séparation des différents types de matières au point de génération (résidence, commerce, institution, industrie) aux fins de mise en valeur ou d'élimination sécuritaire. Aussi appelé séparation à la source
Unités d'occupation	Toute maison unifamiliale permanente ou saisonnière, chacun des logements multiples, chacun des logements d'une garçonnière, des logements ou appartements d'une conciergerie ainsi que chaque place et bureau d'affaires et chaque commerce, chaque place et bureau d'affaires d'un édifice public, chaque industrie, chaque institution et chaque édifice municipal, chaque commerce d'un centre commercial
Valorisation	Toute opération visant par le réemploi, le recyclage, le compostage, la régénération ou par toute autre action qui ne constitue pas de l'élimination, à obtenir à partir de matières résiduelles des éléments ou des produits utiles ou de l'énergie

Liste des abréviations

3 RV-E	Réduction à la source – réemploi – recyclage – valorisation – élimination
CCME	Conseil canadien des ministres de l'environnement
CM	Communauté métropolitaine
CMM	Communauté métropolitaine de Montréal
CRD	Construction, rénovation et démolition
DMS	Dépôt de matériaux secs
EPA	Environmental Protection Agency
GES	Gaz à effet de serre
ICI	Industries, commerces et institutions
LES	Lieu d'enfouissement sanitaire
LET	Lieu d'enfouissement technique
LQE	Loi sur la qualité de l'environnement
MEF	Ministère de l'Environnement et de la Faune
MENV	Ministère de l'Environnement
MR	Municipalité régionale
MRC	Municipalité régionale de comté
PMGMR	Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles
RDD	Résidus domestiques dangereux
u.o.	Unité d'occupation



Liste des tableaux

Chapitre 1	Objectifs, orientations et mise en œuvre du PMGMR	
Tableau 1.1	Quantités de matières résiduelles à récupérer et à valoriser en regard des objectifs	13
Tableau 1.2	Orientations et implications retenues par la CMM	15
Chapitre 2	Données applicables au PMGMR	
Tableau 2.1	Organisation territoriale et sociodémographie	19
Tableau 2.2	Répartition des unités d'occupation résidentielles selon la structure de l'habitat	22
Tableau 2.3	Description des ententes intermunicipales conclues dans le domaine de la gestion des matières résiduelles	24
Tableau 2.4	Recensement des entreprises et des organismes dans les différentes régions de la CMM	27
Tableau 2.5	Matières résiduelles produites sur le territoire de la CMM / secteur résidentiel	28
Tableau 2.6	Matières résiduelles produites sur le territoire de la CMM / secteur institutionnel	29
Tableau 2.7	Matières résiduelles produites sur le territoire de la CMM / secteur commercial	29
Tableau 2.8	Matières résiduelles produites sur le territoire de la CMM / secteur industriel	30
Tableau 2.9	Matières résiduelles produites sur le territoire de la CMM / secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition	31
Tableau 2.10	Matières résiduelles produites sur le territoire de la CMM / secteur des boues municipales	31
Tableau 2.11	Matières résiduelles produites sur le territoire de la CMM / tous les secteurs	32
Tableau 2.12	Matières résiduelles gérées par les municipalités en 2001	32
Tableau 2.13	Composition des matières résiduelles, Montréal et hors Montréal	34
Tableau 2.14	Estimation des quantités de matières résiduelles produites par catégorie et par région de la CMM pour les années 2001 et 2013	35
Tableau 2.15	Échéances des contrats de gestion des matières résiduelles	37
Tableau 2.16	Coûts de la gestion des matières résiduelles sur le territoire de la CMM (2001)	38
Chapitre 3	Mesures retenues par la CMM dans le plan métropolitain de gestion des matières résiduelles (PMGMR)	
Tableau 3.1	Sommaire des mesures de réduction à la source et de réemploi	43
Tableau 3.2	Sommaire des mesures de récupération et de valorisation des matières recyclables	45
Tableau 3.3	Évolution anticipée du taux de récupération et des quantités de matières résiduelles récupérées	46
Tableau 3.4	Sommaire des mesures de récupération et de valorisation des matières putrescibles	50

Tableau 3.5	Quantités de matières putrescibles récupérées et valorisées, et taux de récupération	51
Tableau 3.6	Sommaire des mesures de récupération et de valorisation visant les RDD	53
Tableau 3.7	Évolution anticipée des taux de récupération et des quantités des RDD récupérés	54
Tableau 3.8	Sommaire des mesures de récupération et de valorisation des textiles et des encombrants	56
Tableau 3.9	Évolution anticipée des taux de récupération et des quantités de textiles et des encombrants récupérés	57
Tableau 3.10	Évolution anticipée des taux de récupération et des quantités de matières récupérées et de matières éliminées	58
Tableau 3.11	Estimation des quantités anticipées de matières résiduelles récupérées par catégorie	59
Tableau 3.12	Thèmes proposés pour les campagnes de sensibilisation de 2006 à 2010	60
Tableau 3.13	Sommaire des mesures de sensibilisation et d'information	64
Tableau 3.14	Sommaire des mesures de suivi et de contrôle	66
Tableau 3.15	Calendrier d'implantation des mesures du PMGMR et de la CMM	68
Chapitre 4	Les infrastructures de gestion des matières résiduelles	
Tableau 4.1	Estimation du nombre d'éco-parcs requis	72
Tableau 4.2	Estimation du nombre de dépôts permanents requis	75
Tableau 4.3	Infrastructures de compostage nécessaires considérant une capacité de traitement de 40 000 tonnes par année	78
Tableau 4.4	Durée de vie autorisée et capacité résiduelle des LES desservant la CMM	79
Tableau 4.5	Besoins d'enfouissement en 2013 et pour une période de 20 ans de 2010 à 2030	81
Tableau 4.6	Infrastructures d'élimination requises – Scénario 2	83
Chapitre 5	Le cadre financier	
Tableau 5.1	Estimation des coûts en capital (en milliers de dollars constants de 2001)	95
Tableau 5.2	Coûts amortis des infrastructures et des équipements (en milliers de dollars constants de 2001)	95
Tableau 5.3	Estimation des coûts annuels du PMGMR (en milliers de dollars constants de 2001)	97
Tableau 5.4	Coût annuel de la gestion des matières résiduelles	98
Tableau 5.5	Surcoût total et surcoût net PMGMR (en milliers de dollars constants de 2001)	99
Tableau 5.6	Sources de financement considérées pour financer le surcoût net du PMGMR	104
Tableau 5.7	Financement du surcoût et du surcoût net selon la proposition de la CMM	105



Liste des figures

Chapitre 2	Données applicables au PMGMR	
Figure 2.1	Taux de récupération atteint par matière résiduelle	33
Figure 2.2	Répartition des matières résiduelles selon le lieu d'élimination (2001)	36
Chapitre 3	Mesures retenues par la CMM dans le plan métropolitain de gestion des matières résiduelles (PMGMR)	
Figure 3.1	Composition des résidus domestiques dangereux	54

Liste des cartes

Chapitre 2	Données applicables au PMGMR	
Carte 2.1	Territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal	17

La documentation

Documents disponibles sur le site Internet de la CMM (www.cmm.qc.ca):

CHAMARD ET ASSOCIES et al., *Plan de gestion des matières résiduelles. Caractérisation et bilans des matières résiduelles*. Rapport final, août 2002, 130 pages et 280 pages d'annexes.

COMMUNAUTE METROPOLITAINE DE MONTREAL, *Projet de plan métropolitain de gestion des matières résiduelles de la Communauté métropolitaine de Montréal soumis à la consultation publique*, septembre 2003, 126 pages et annexes.

COMMUNAUTE METROPOLITAINE DE MONTREAL, *Guide de consultation*, septembre 2003, 16 pages.

COMMUNAUTE METROPOLITAINE DE MONTREAL, *Agrandissement du LES de Lachenaie (Secteur Nord)*. Mémoire présenté par la CMM à la commission de consultation du BAPE lors des audiences concernant le projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire de Lachenaie, mars 2003, 14 pages.

DESSAU-SOPRIN et al., *Projet de plan métropolitain de gestion des matières résiduelles*, septembre 2003, 403 pages et 446 pages d'annexes.

DESSAU-SOPRIN et al., *Sommaire de l'état de la situation de la gestion des matières résiduelles sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal*, janvier 2003, 13 pages + annexe (14 pages).

Autres documents de référence :

ASSOCIATION DES ORGANISMES MUNICIPAUX DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES, *Guide d'élaboration d'un plan de gestion des matières résiduelles*, mai 2001, 145p, 1mo. (www.recyc-quebec.gouv.qc.ca).

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT, *Projet d'agrandissement du lieu sanitaire de Lachenaie (secteur nord)*. Rapport d'enquête et d'audience publique, rapport 177, mai 2003, (www.bape.gouv.qc.ca).

RECYC-QUÉBEC, Base de données sur les plans de gestion des matières résiduelles, (www.recyc-Quebec.gouv.qc.ca).





Communauté métropolitaine
de Montréal

1002, rue Sherbrooke Ouest, bureau 2400, Montréal (Québec) H3A 3L6 Téléphone : **(514) 350-2550** Télécopie : (514) 350-2599



30 % Post.



Certifié Éco-Logo
30 % Post.

www.cmm.qc.ca

ISBN : 2-923013-04-2